



LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT

AU XXI^e SIÈCLE



UN CHAMP D'ACTION MONDIAL

LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS



Les objectifs de la politique étrangère des États-Unis

Rédacteur en chef	George Clack
Directeur de la publication	Richard Huckaby
Responsable de la production	Christian Larson
Responsable adjointe de la production	Chloe Ellis
Version Internet	Janine Perry
Révision	Kathleen Hug
Choix des photographies	Kenneth White
Page de couverture	Tim Brown
Documentation	Martin Manning
Rédactrices associées	Chandley McDonald Mildred Neely
Traduction	Service linguistique IIP/G/AF
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris
<hr/>	
Conseil de rédaction	Jeremy Curtin Janet Garvey Charles Silver

PHOTOS DE COUVERTURE: (Au centre) Le président George W. Bush parle avec une élève de 6^e en Indonésie [© AP Images/ Charles Dharapak]. (Dans le sens des aiguilles d'une montre en partant du haut à gauche) Karen Hughes (à gauche), sous-secrétaire d'État pour la diplomatie publique et les affaires publiques; Michelle Kwan (au centre), émissaire pour la diplomatie publique américaine; et la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice [Département d'État des États-Unis/Janine Sides]. Maura Harty, secrétaire d'État adjointe chargée des affaires consulaires, dans un orphelinat à Guangzhou, en Chine [Département d'État des États-Unis]. R. Nicholas Burns, sous-secrétaire d'État chargé des affaires politiques [© AP Images/Virginia Mayo]. Henrietta Fore, sous-secrétaire d'État pour la gestion, à l'American Corner de Salvador, au Brésil [Département d'État des États-Unis]. Et Paula Dobriansky, sous-secrétaire d'État pour les affaires mondiales, à l'université George Washington [Département d'État des États-Unis].

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie cinq revues électroniques sous le logo «eJournal USA» – *Perspectives économiques*, *Dossiers mondiaux*, *Démocratie et droits de l'homme*, *Les Objectifs de politique étrangère des États-Unis* et *La Société américaine* – qui examinent les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale ainsi que la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis.

Une nouvelle revue est publiée chaque mois en anglais et est suivie deux à quatre semaines plus tard d'une version en français, en portugais, en espagnol et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe et en chinois.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperliens; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, photographies et illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur, auquel cas ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante: <http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa/french.html>. Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA*
IIP/PUBS
U.S. Department of State
301 4th St. S.W.
Washington, DC 20547
United States of America
Courrier électronique: eJournalUSA@state.gov

Avant-propos

Depuis sa création en 1790, quand il comptait moins de dix employés, le département d'État des États-Unis est devenu une organisation complexe et de grande envergure. Aujourd'hui, plus de 55 000 employés associent leurs efforts pour accomplir sa mission, qui est de « créer un monde plus sûr, plus démocratique et plus prospère pour le bienfait du peuple américain et de la communauté internationale ».

L'organisation du département d'État s'articule autour de deux axes, à savoir les bureaux « régionaux », dont chacun se concentre sur une aire géographique donnée (Afrique, Asie de l'Est et Pacifique, Europe et Eurasie, Proche-Orient, Asie du Sud et Asie centrale, et hémisphère occidental), et les bureaux « fonctionnels », qui sont responsables de dossiers particuliers applicables à tous les pays du monde. Le numéro de septembre 2006 de notre revue électronique donnait la parole aux dirigeants des bureaux régionaux qui présentaient leurs perspectives sur les objectifs et les priorités de la diplomatie des États-Unis. Le présent numéro brosse les grandes lignes des « activités mondiales » de certains des bureaux fonctionnels et du rôle qu'ils jouent dans la promotion de la politique des États-Unis.

L'actuelle secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, est la 67^e personne à occuper ce poste. Au nombre de ses prédécesseurs figurent d'éminentes personnalités, dont Thomas Jefferson, James Madison, James Monroe, John Quincy Adams, Henry Clay, Martin Van Buren, Daniel Webster, John Calhoun, James Buchanan, William Jennings Bryan, Charles Evans Hughes, Cordell Hull, George Marshall, John Foster Dulles, Dean Rusk, Henry Kissinger, Madeleine Albright et Colin Powell.

Le numéro deux au département d'État est le secrétaire d'État adjoint, aujourd'hui M. John Negroponte. Viennent ensuite six sous-secrétaires d'État et le conseiller du département d'État. Le sous-secrétaire d'État chargé de la diplomatie publique et des affaires publiques est responsable des Bureaux suivants : Programmes d'information internationale ; Affaires éducatives et culturelles ; et Affaires publiques.

Le sous-secrétaire d'État chargé des affaires politiques est responsable des six bureaux régionaux ainsi que du Bureau chargé des questions liées aux organisations internationales et du Bureau chargé des questions liées à la lutte internationale contre les stupéfiants et à l'application de la loi, dont les activités sont présentées dans cette revue. Le sous-secrétaire d'État chargé des affaires économiques, énergétiques et agricoles

chapeaute le Bureau des affaires économiques, énergétiques et commerciales. Le sous-secrétaire d'État chargé de la gestion dirige plusieurs bureaux liés à la gestion du département d'État, dont trois (Affaires consulaires, Ressources humaines, et biens immobiliers à l'étranger) sont décrits dans le présent numéro de la revue électronique. Le sous-secrétaire d'État chargé de la démocratie et des affaires mondiales est à la tête des Bureaux suivants : Démocratie, droits de l'homme et travail ; Océans et affaires environnementales et scientifiques internationales ; et Population, réfugiés et migration. Il est en outre responsable du Service

chargé des questions internationales relatives aux femmes, du Service chargé de la surveillance et de la lutte contre la traite des personnes et, enfin, du service du Représentant spécial pour la grippe aviaire et pandémique.

Le Bureau du sous-secrétaire d'État au contrôle des armements et à la sécurité internationale chapeaute le Bureau des affaires politico-militaires, le Bureau chargé de la sécurité internationale et de la non-prolifération, et le Bureau chargé de la vérification, du respect et de la mise en œuvre (des accords relatifs au contrôle des armements et à la non-prolifération).

Ces bureaux et services ont soumis les articles expliquant leur rôle dans la réalisation des objectifs diplomatiques du gouvernement des États-Unis qui figurent dans cette publication. Le département d'État en compte bien d'autres.

Nous formons l'espoir que ce numéro donnera à nos lecteurs du monde entier l'occasion de découvrir les rouages du département d'État.

La rédaction



© AP Images/Lawrence Jackson

Le président George W. Bush et le secrétaire d'État adjoint, M. John Negroponte, dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche.



Les objectifs de la politique étrangère des États-Unis

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / FÉVRIER 2007 / VOLUME 12 / NUMÉRO 2

<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>

Le département d'État au XXI^e siècle Un champ d'action mondial

DIPLOMATIE PUBLIQUE ET AFFAIRES PUBLIQUES

- 4 « Se battre pour la paix »
– Un nouveau paradigme pour la diplomatie publique**
KAREN HUGHES, SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT POUR LA DIPLOMATIE PUBLIQUE ET LES AFFAIRES PUBLIQUES

- 9 Construire des ponts entre les nations**
DINA HABIB POWELL, SECÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINTE CHARGÉE DES AFFAIRES ÉDUCATIVES ET CULTURELLES

- 12 Une nouvelle arène pour la concurrence des idées**
JEREMY CURTIN, COORDONNATEUR PAR INTÉRIM DU BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE

GESTION

- 15 L'équipe de gestion du département d'État**
HENRIETTA FORE, SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT POUR LA GESTION

- 18 Des frontières sécurisées, des portes ouvertes**
MAURA HARTY, SECÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINTE CHARGÉE DES AFFAIRES CONSULAIRES

- 22 Des plates-formes de la diplomatie**
BUREAU DES BIENS IMMOBILIERS À L'ÉTRANGER

- 26 Les employés locaux du service diplomatique sont le pont qui unit l'Amérique aux autres pays**
BUREAU DES RESSOURCES HUMAINES

AFFAIRES POLITIQUES

- 29 Les questions liées à la politique régionale et bilatérale**
BUREAU DU SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES POLITIQUES

- 30 La collaboration avec les organisations internationales**
KRISTEN SILVERBERG, SECÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINTE POUR LES AFFAIRES LIÉES AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES

34 La lutte contre la criminalité internationale

ANNE PATTERSON, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINTE POUR LA LUTTE INTERNATIONALE CONTRE LES STUPÉFIANTS ET L'APPLICATION DE LA LOI

39 ACTIONS MONDIALES – ALBUM DE PHOTOS

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, ÉNERGÉTIQUES ET AGRICOLES

47 La politique économique internationale

LE BUREAU DU SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, ÉNERGÉTIQUES ET AGRICOLES

48 Encourager la prospérité économique aux États-Unis et à l'étranger

DANIEL SULLIVAN, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT CHARGÉ DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, ÉNERGÉTIQUES ET COMMERCIALES

DÉMOCRATIE ET AFFAIRES MONDIALES

52 Au-delà des frontières nationales

PAULA DOBRIANSKY, SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT POUR LA DÉMOCRATIE ET LES AFFAIRES MONDIALES

54 La promotion de la démocratie à travers le monde

BARRY LOWENKRON, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT À LA DÉMOCRATIE, AUX DROITS DE L'HOMME ET AU TRAVAIL

58 Dispenser de l'aide et de l'espoir à travers le monde

ELLEN SAUERBREY, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINTE À LA POPULATION, AUX RÉFUGIÉS ET À LA MIGRATION

61 Les défis mondiaux

CLAUDIA McMURRAY, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINTE DU BUREAU DES OCÉANS ET DES AFFAIRES ÉCOLOGIQUES ET SCIENTIFIQUES INTERNATIONALES

65 2007 : Année de commémoration de l'abolition de l'esclavage

LE BUREAU CHARGÉ DE SURVEILLER ET DE COMBATTRE LA TRAITE DES PERSONNES

68 Promouvoir le pouvoir d'action des femmes

LE BUREAU DU HAUT COORDONNATEUR POUR LES QUESTIONS INTERNATIONALES RELATIVES AUX FEMMES

72 La grippe aviaire et pandémie: La stratégie internationale des États-Unis

AMBASSADEUR JOHN LANGE, REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT POUR LES QUESTIONS LIÉES À LA GRIPPE AVIAIRE ET À LA GRIPPE PANDÉMIQUE

CONTRÔLE DES ARMEMENTS ET SÉCURITÉ INTERNATIONALE

75 Renforcer la sécurité nationale

THOMAS CYNKIN, ASSISTANT EXÉCUTIF DU SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU CONTRÔLE DES ARMEMENTS ET À LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

76 Sécurité internationale et non-prolifération

JOHN ROOD, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT À LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE ET LA NON-PROLIFÉRATION

79 Aider les alliés et amis de l'Amérique au plan de la sécurité

AMBASSADEUR STEPHEN MULL, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT PAR INTÉRIM POUR LES AFFAIRES POLITICO-MILITAIRES

83 Vérification, respect et mise en œuvre des accords relatifs aux armements

PAULA DESUTTER, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINTE À LA VÉRIFICATION, AU RESPECT ET À LA MISE EN ŒUVRE

« Se battre pour la paix » – Un nouveau paradigme pour la diplomatie publique

Karen Hughes

Sous-secrétaire d'État pour la diplomatie publique et les affaires publiques

Les défis auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés aux quatre coins du monde exigent l'adoption d'un nouveau paradigme pour la diplomatie publique dans l'ère de l'après-guerre froide. Les moyens de communication et l'accès à l'information sont en mutation rapide dans le monde actuel et nos efforts diplomatiques doivent s'adapter à cette évolution.

Quand les gens parlent de la guerre des idées du XXI^e siècle, c'est souvent la guerre froide qu'ils prennent comme référence. C'était l'époque où des organes de radiodiffusion, tels la Voix de l'Amérique et Radio Free Europe, étaient lancés pour promouvoir les valeurs démocratiques en faisant passer des informations et des idées derrière le rideau de fer.

Mais, en matière de communications, l'environnement a considérablement changé.

Quand j'ai commencé ma carrière à la télévision vers le milieu des années 1970, dans la région de Dallas-Fort Worth (Texas), l'une de mes premières responsabilités, en tant que stagiaire dans une station de télévision, consistait à faire le trajet en voiture de Dallas vers Fort Worth et à m'arrêter à mi-chemin sur l'autoroute où je devais rencontrer une personne qui avait fait le même trajet en sens inverse pour me donner une pellicule destinée à être développée à temps en vue des actualités à présenter le soir. En l'espace d'un an, cette façon de procéder n'avait plus de sens parce que nous étions passés à l'ère numérique et électronique. Lorsque j'étais directrice des communications pour la campagne présidentielle du président Bush en 2000, je n'avais pas de Blackberry. En 2004, il ne me serait



Mme Karen Hughes

pas venu à l'idée de prendre part à une campagne électorale sans en avoir un en poche.

La technologie a évolué, et le paysage politique aussi. Pendant la guerre froide, nous cherchions principalement à faire passer des informations dans des sociétés essentiellement fermées et dont la population avait soif de nouvelles. Aujourd'hui, dans un environnement où les moyens de communications foisonnent, nous devons nous battre pour conquérir des auditeurs.

Aujourd'hui, les États-Unis doivent disputer le terrain à d'autres

pour se faire remarquer et s'imposer par leur crédibilité. Nous devons atteindre les petits-enfants de la génération de la Seconde Guerre mondiale ainsi que leurs enfants. Parfois, les gouvernements ont du mal à suivre la cadence de ces mutations spectaculaires, mais une nouvelle architecture de la diplomatie publique des États-Unis se met en place, doucement mais sûrement. La diplomatie publique d'aujourd'hui doit être rapide; elle doit être mondiale; elle doit être multimédias; elle doit être centrée sur l'individu; et elle doit s'inscrire dans le cadre d'un effort d'équipe parce que nous avons tous pour mission de peindre la tapisserie très complexe qu'est l'image de l'Amérique à travers le monde.

Je me propose de décrire ce nouveau paradigme diplomatique, que j'appelle « se battre pour la paix »: il s'agit de tendre la main au reste du monde dans un esprit de respect et de partenariat.

© AP Images/Fernando Vergara



Département d'État des États-Unis/Janine Sides

La sous-secrétaire d'État pour la diplomatie publique et les affaires publiques, Mme Karen Hughes, rencontre des fidèles qui ont assisté à un service religieux à l'occasion de la fête de l'Eid-el-Fitr, en octobre 2006. Ce service était parrainé par l'association musulmane ADAMS (All Dulles Area Muslim Society), à Fairfax (Virginie).

Trois priorités stratégiques

Trois priorités stratégiques guident tous nos programmes de diplomatie publique :

En premier lieu, l'Amérique doit continuer d'offrir aux peuples du monde entier la vision positive de l'espoir qui est enracinée dans nos valeurs les plus profondes, ainsi que notre foi dans la liberté, la justice, les occasions de réussir et le respect pour tous. À la question « A quoi pensez-vous quand vous pensez à l'Amérique ? » qu'on lui posait, un jeune Marocain a répondu : « Pour moi, l'Amérique représente l'espoir d'une vie meilleure. » Notre pays doit demeurer ce rayon d'espoir.

Notre deuxième impératif stratégique consiste à isoler et à marginaliser les extrémistes violents qui menacent le monde civilisé et à confronter leur idéologie de tyrannie et de haine. Nous devons saper les efforts qu'ils déploient pour dépeindre l'Occident comme étant en guerre contre l'islam parce que ce n'est tout bonnement pas le cas. L'islam, religion mondiale, fait aussi partie de l'Occident et c'est également une composante importante de l'Amérique. En ma qualité de représentante officielle du gouvernement, je représente quelque sept millions de musulmans américains qui vivent, qui travaillent et qui pratiquent leur culte en toute liberté dans notre noble pays. Ce que j'essaie de faire, entre autres choses, c'est de leur donner la parole et de manifester du respect pour les civilisations musulmanes et leurs contributions. Dans

bien des cas, la chose la plus importante à faire pour améliorer des liens, c'est montrer que nous respectons les apports et les cultures des autres. C'est pour cette raison que je consacre une grande partie de mon temps, en ma qualité de sous-secrétaire d'État, à nouer des contacts avec la population musulmane des États-Unis parce qu'elle est pour moi un pont important vers les communautés musulmanes du monde entier. Nous encourageons par ailleurs le dialogue œcuménique. Il est d'une importance vitale que nous rassemblions des gens de diverses confessions en vue d'encourager le dialogue et la compréhension. Nous avons organisé de multiples programmes au département d'État afin de mettre en contact des fidèles de diverses religions pour qu'ils parlent de ce qu'ils ont en commun, de ce qu'ils croient, et pour qu'ils partagent leurs connaissances avec nos employés qui s'apprennent à partir travailler à l'étranger.

Notre troisième impératif stratégique consiste à encourager un sentiment d'intérêts communs et de valeurs communes entre les Américains et les peuples des divers pays et cultures du monde entier. Voilà ce que nous cherchons à accomplir par le biais de notre diplomatie publique : nourrir le sentiment que les Américains et les peuples des autres pays, cultures et religions ont beaucoup plus de points en commun que de différences.

La portée de la diplomatie publique à l'étranger

La diplomatie publique de l'Amérique a pour ambition d'atteindre les quatre coins du monde.

Autrement dit, il faut non seulement diffuser des actualités, mais aussi fournir des livres en arabe aux petits Jordaniens. Il faut parler aux internautes dans les forums de discussion aussi bien qu'aux hauts fonctionnaires de leur pays. Il faut faire venir beaucoup plus d'étudiants aux États-Unis et enseigner aux femmes du Moyen-Orient les compétences dont elles ont besoin pour créer leurs propres entreprises. Il faut mettre les navires-hôpitaux américains à la disposition des victimes du tsunami en Asie du Sud-Est qui ont besoin d'interventions chirurgicales urgentes.

Notre pays étend ses activités visant le rapprochement de nombreuses façons et, pourtant, cet élargissement se produit si progressivement et contient tant d'éléments qu'il n'est pas perçu comme le paradigme de l'après-guerre froide qu'il est réellement. À travers le monde, peu de gens saisissent l'ampleur de ces activités, de cette « diplomatie

des actes» à laquelle se livrent les États-Unis aux quatre coins du monde.

Dans le monde entier, l'Amérique nourrit les pauvres, instruit les analphabètes, soigne les malades, réagit aux catastrophes. En fait, les États-Unis participent à tellement de projets de développement différents que souvent on ne leur en attribue plus le mérite.

S'il est compréhensible que le monde braque ses regards sur le besoin pressant de résoudre le conflit en Irak, il importe également de rappeler au monde entier que les États-Unis « se battent pour la paix » à travers le monde. La diplomatie des actes figure au centre de nos efforts.

Nos actes ont une importance égale à celle de nos paroles. Notre diplomatie des actes fait savoir que le peuple américain éprouve une vive sollicitude pour le bien-être des habitants d'autres pays. Les Américains se tournent vers ceux qui sont dans le besoin parce que c'est dans leur nature et que leurs convictions les poussent à agir ainsi. C'est parce que nous sommes convaincus que tous les hommes sont égaux et que chaque personne est unique et précieuse que nous partageons avec les autres.

De nos jours, la compassion des Américains se concrétise dans le monde entier comme jamais auparavant :

Les États-Unis sont de loin le plus gros donateur d'aide au Darfour et ils fournissent plus de la moitié de l'aide alimentaire d'urgence qui cible cette région sinistrée.

Les États-Unis sont le plus gros donateur bilatéral pour le peuple palestinien, auquel ils ont alloué 234 millions de dollars en 2006 par le biais d'organisations non gouvernementales (ONG).

Ce sont les Américains qui ont été les plus généreux envers les musulmans affectés par le tsunami en Indonésie et le tremblement de terre au Pakistan.

Les États-Unis donnent l'exemple au reste du monde en ce qui concerne la lutte contre le VIH/sida, leur concours financier se chiffrant à plus de la moitié de tout le financement bilatéral mondial à ce titre.

C'est nous qui sommes le plus gros donateur au Programme alimentaire mondial de l'ONU, ayant fourni 4,83 milliards de dollars en aide alimentaire depuis 2003.

Le Compte du millénaire a approuvé près de 3 milliards de dollars pour faire reculer la pauvreté en appuyant une croissance économique soutenue dans 25 des pays les plus pauvres de la planète.



Département d'État des États-Unis/Janine Sides

La sous-secrétaire d'État, Mme Karen Hughes, prend la parole devant le Public Diplomacy Council à l'université George Washington, en octobre 2005.

Les programmes qui visent à aider directement les gens illustrent les valeurs américaines d'une façon concrète qui touche directement les gens, indépendamment de leur nationalité ou de leur religion. Je me suis entretenue avec des femmes qui ont bénéficié de nos programmes d'alphabétisation au Maroc et qui ont exprimé leur gratitude parce que, pour la première fois de leur vie, elles pouvaient poster une lettre, surveiller les devoirs de leurs enfants et lire les étiquettes sur les produits alimentaires qu'elles servaient à leur famille.

Ces témoignages ne correspondent peut-être pas à l'image traditionnelle que l'on se fait de l'art de gouverner, mais les réalités du monde d'aujourd'hui exigent que la diplomatie moderne ait un visage plus humain. De nos jours, nos diplomates doivent penser à gagner à leur cause non seulement les responsables des gouvernements mais aussi la population à laquelle ils doivent rendre des comptes en dernier ressort.

Dès lors, nous cherchons à nouer des contacts de diverses façons et à un niveau plus personnel. Un nouvel accent est mis sur les programmes dont bénéficient directement des individus. C'est le cas, par exemple, des micro-prêts destinés à aider les femmes à créer leur petite entreprise et des cours d'été pour apprendre l'anglais aux jeunes.

Le nouveau modèle de la diplomatie

Le nouveau modèle de la diplomatie nécessitera une plus grande souplesse en matière d'utilisation des locaux des ambassades, car il faut concilier les besoins en matière de sécurité et d'accès du public à d'autres éléments, notamment aux programmes d'information.

C'est déjà ce qui se passe dans les bureaux que nous avons installés dans les villes secondaires des grands pays, et que nous avons baptisés « American Presence Posts », leur rôle essentiel étant le travail visant le rapprochement. En outre, nous établissons davantage d'« American Corners », qui sont principalement des salles de lecture, généralement aménagées dans les bibliothèques publiques. De plus en plus souvent, nous avons recours à la technologie pour « franchir les murs » et nous adresser directement aux populations. Par exemple :

Les pages sur Internet visent des régions précises.

Les discussions en ligne avec de hauts fonctionnaires des États-Unis expliquent la réglementation en matière de visas ou des questions de politique générale.

Des messages textes sont envoyés par téléphone portable à d'anciens participants à des programmes d'échanges ou à des journalistes.

Des discours enregistrés sur bande vidéo et des émissions sur divers projets peuvent passer en podcast dans le monde entier.

Il est impératif que nous atteignons les jeunes par le biais des médias qu'ils préfèrent avant qu'ils n'aient des idées bien arrêtées. C'est pour cette raison que nous mettons des caméras de télévision entre les mains des étudiants qui participent à nos programmes d'échanges : leur expérience peut ainsi être consignée dans le phénomène YouTube.

Les programmes d'échanges

Les programmes d'échanges constituent notre outil de diplomatie publique le plus efficace des cinquante dernières années. Quiconque a participé à un programme d'échanges dit que sa vie a changé à tout jamais. Et quelle meilleure façon de raconter l'histoire de l'Amérique que de faire venir des jeunes dans notre pays et de les laisser y découvrir notre façon de vivre ? Nous multiplions les programmes d'échanges de toutes sortes et nous cherchons activement à recruter davantage d'étudiants pour les faire venir aux États-Unis afin qu'ils fassent

l'expérience de notre pays par eux-mêmes et qu'ils se forment leur propre opinion.

Nous sommes aussi en train de redonner du souffle à nos programmes culturels, qui sont un autre moyen efficace pour communiquer nos valeurs. Le financement de la diplomatie culturelle a plus que triplé depuis 2001.

Outre les expositions artistiques, les récitals et les causeries littéraires, nous utilisons la diplomatie culturelle de nouvelles façons. Notre bureau des affaires publiques au Népal, par exemple, a conclu un partenariat avec des ONG en vue de présenter un concert de rock conjugué à la grande initiative « Rock the Vote » qui vise à encourager les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales.

Et comme nous sommes convaincus que la liberté d'expression est un élément essentiel d'une société tolérante et interconnectée, nous avons formé des partenariats avec des écoles de journalisme et avec l'institut Aspen afin d'appuyer la formation professionnelle de journalistes du monde entier.

Nous accordons une place privilégiée à la diplomatie publique dans des domaines qui touchent directement l'existence des gens, en particulier en ce qui concerne l'éducation et la santé.

De nos jours, nos programmes éducatifs vont de l'octroi de bourses pour la formation d'enseignants du Moyen-Orient à des stages d'immersion en anglais au profit de jeunes Russes. Nous donnons des cours de langue dans 90 pays environ, souvent le premier pas vers la compréhension mutuelle.

La fourniture de soins médicaux dans un souci de compassion est l'un des moyens les plus efficaces de démontrer la bonne volonté des Américains. En vertu de l'initiative du président sur le paludisme, par exemple, quinze pays d'Afrique parmi les plus touchés bénéficieront de notre savoir-faire et de 1,5 milliard de dollars pour prévenir cette maladie.

Le fait que nous cherchions à aider et à autonomiser les femmes est une autre caractéristique de la nouvelle forme de notre diplomatie publique qui diffère de celle pratiquée lors des générations précédentes. Il sera essentiel au rayonnement de la démocratie de promouvoir l'éducation des femmes et des filles : les femmes qui savent lire peuvent prendre des décisions par elles-mêmes, gérer leurs entreprises et garder leur famille en meilleure santé.

C'est pour cette raison que nous multiplions les bourses d'études à l'intention des fillettes, notamment en Afrique ; les cours d'alphabétisation destinés aux femmes au Moyen-Orient et en Amérique latine ; et les

programmes portant sur l'octroi de petits dons au profit de femmes du monde entier.

Émissaires citoyens

De plus en plus souvent, nos concitoyens deviennent nos émissaires.

Nous avons envoyé au Moyen-Orient plusieurs délégations de musulmans américains en tant qu'émissaires. Ce programme est né d'une conversation que j'ai eue un jour avec une Turque qui se sentait isolée dans sa communauté musulmane en Allemagne. Je lui ai demandé si je pouvais rendre visite à sa communauté et rencontrer des gens. Elle m'a répondu, très brusquement, par la négative. « Rencontrer des représentants de notre propre gouvernement ne nous intéresse pas. Pourquoi aurions-nous envie de rencontrer ceux de votre gouvernement? », a-t-elle ajouté. « Est-ce que je pourrais vous envoyer des citoyens américains qui sont musulmans? », lui ai-je alors demandé. Elle a hoché de la tête et répondu par l'affirmative, disant ce que ce serait formidable. À la suite de cette conversation, nous avons récemment mis en route un programme baptisé « Citizen Dialogue » dans le cadre duquel nous envoyons des Américains de confession musulmane dans des communautés musulmanes à l'étranger pour qu'ils y nouent un dialogue. Celles-ci ont besoin d'entendre la voix des musulmans américains, et nous autres, Américains, avons besoin d'entendre ce que les autres cultures et les autres peuples ont à dire.

La diplomatie publique de demain et l'ambassade de demain doivent être axées sur l'individu. Comme l'a dit l'ancien directeur de l'Agence d'information des États-Unis, M. Edward Murrow, c'est le dernier mètre qui constitue la partie la plus importante de la diplomatie publique. C'est ce contact direct entre individus qui compte souvent le plus.

Il faut communiquer avec les gens en établissant des contacts personnels pour leur expliquer directement les éléments de notre politique. Pour reprendre les propos de la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, notre objectif doit être d'avoir un dialogue, et non pas un monologue. ■

<http://www.state.gov/r/>

Construire des ponts entre les nations

Dina Habib Powell

Secrétaire d'État adjointe chargée des affaires éducatives et culturelles



Dina Habib Powell

Département d'État des États-Unis

Les programmes d'échanges directs, tels ceux parrainés par le Bureau des affaires éducatives et culturelles (ECA), constituent une composante vitale de notre stratégie en matière de sécurité nationale et peut-être

le plus précieux. Un grand nombre de participants se disent « changés à tout jamais » par leurs contacts directs avec le peuple américain. Quand on considère que plus de 230 chefs d'État ou de gouvernement, présents ou passés, sont d'anciens participants aux programmes de l'ECA, on comprend l'occasion extraordinaire qu'a le département d'État de nouer des liens avec les dirigeants de demain par le biais de programmes d'échanges et de leur montrer comment nos valeurs démocratiques animent notre moule de pensée et notre société.

Nous estimons prioritaires les contacts avec les groupes naguère sous-représentés, qu'il s'agisse des jeunes ou de ceux qui les influencent : les femmes, les enseignants, les dignitaires religieux et les personnalités des médias.

Éducation

Lors d'un séjour récent au Caire, où j'ai rencontré d'anciens participants, des membres du personnel de l'ambassade et des participants à nos programmes d'échanges, nous avons annoncé la mise en route d'une nouvelle initiative qui est le fruit d'un partenariat entre le département d'État et l'Agence des États-Unis pour

le développement international (USAID). Baptisé « Community College Scholarship Exchange Initiative », ce programme fera venir aux États-Unis un millier d'Égyptiens en quête d'un diplôme de formation professionnelle ainsi qu'un grand nombre d'enseignants et d'administrateurs. Ces élèves suivront des cours de formation qui déboucheront sur la délivrance de brevets professionnels et de diplômes sanctionnant deux années d'études universitaires dans certaines disciplines, dont l'informatique, ce qui permettra aux États-Unis de tendre la main aux jeunes Égyptiens et de les aider à gagner confiance en eux-mêmes en leur faisant acquérir les compétences dont ils ont besoin pour entrer sur le marché du travail dans leur pays.

En outre, lors de mon séjour au Caire, j'ai eu l'occasion de rencontrer des jeunes extraordinaires, âgés de 12 à 15 ans, qui bénéficient de notre programme de microbourses ACCESS. Cette initiative constitue la clé de voûte de notre volonté de venir en aide aux jeunes éléments de la société égyptienne qui sont marginalisés. Les filles et les garçons qui reçoivent ces bourses pour étudier l'anglais gagnent non seulement un outil de communication et économique important, mais aussi un sentiment d'espoir et de confiance en soi qui pourra les amener à poser leur candidature à nos programmes d'échanges et à devenir les dirigeants de demain dans leur pays. Cette année, le programme ACCESS servira plus de 10 000 jeunes.

Les programmes « Community College » et ACCESS ne sont que deux composantes d'une stratégie beaucoup plus vaste visant à concilier éducation et intérêt national des États-Unis. En janvier 2006, la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, et la ministre de l'éducation, Mme Margaret Spellings, ont organisé une réunion au sommet avec des figures de proue des milieux de l'enseignement supérieur aux États-Unis afin de faire démarrer un partenariat visant à renforcer l'éducation à l'échelle planétaire. Ce sommet a été l'occasion d'ouvrir un dialogue diversifié sur la nécessité d'une collaboration entre le gouvernement des États-Unis et

le secteur non gouvernemental en ce qui concerne l'avenir de l'enseignement supérieur aux États-Unis dans une arène mondiale.

À cette fin, nous avons annoncé la création du prix Fulbright pour les sciences et la technologie, lequel vise à faire venir aux États-Unis les étudiants les plus doués pour qu'ils poursuivent des études scientifiques et technologiques qui déboucheront sur le doctorat. Ce programme a été conçu non seulement pour mettre en valeur le rôle de fer de lance des États-Unis sur le plan scientifique et technologique, mais aussi pour démontrer que les États-Unis continuent d'accueillir les étudiants étrangers spécialisés dans ces disciplines.

La ministre de l'éducation, Mme Margaret Spellings, et moi-même avons conduit en Chine, au Japon et en Corée une délégation composée de douze présidents d'universités américaines. Notre objectif était de présenter les États-Unis comme la destination idéale des étudiants étrangers de haut niveau et de mettre en relief la volonté de collaboration du gouvernement et des universités des États-Unis avec leurs homologues à l'étranger. D'autres délégations de haut niveau sont prévues dans des pays qui représentent nos principaux marchés dans le monde entier.

La secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, insiste sur le fait que c'est par le dialogue, et non le monologue, que l'on peut le mieux comprendre l'Amérique. Ce thème cadre parfaitement avec la mission du Bureau des affaires éducatives et culturelles, où la compréhension mutuelle constitue le fondement de toutes nos actions. Et quand nous mettons des programmes en place, nous ne devons jamais sous-estimer la nécessité d'éduquer nos propres concitoyens par le biais des programmes d'échanges.

Le président Bush, qui a assisté à la séance d'inauguration du sommet des présidents d'université, a clairement souligné notre mission et la nécessité de nous mettre au service de nos concitoyens quand il a annoncé l'initiative linguistique en faveur de la sécurité nationale (NSLI). Il s'agit d'une initiative interministérielle qui fait intervenir le département d'État, le ministère de l'éducation, le ministère de la défense et le Directeur national du renseignement; elle vise à accroître le nombre d'Américains qui apprennent des langues étrangères d'importance capitale.

Les sports, la culture et les arts

Par ailleurs, nous sommes conscients du rôle important que jouent les sports, la culture et les arts quand il s'agit

d'unir les gens. Les arts et les sports font naître une compréhension qui transcende les langues et les frontières.

L'épouse du président, Mme Laura Bush, nous a aidés à mettre en route l'initiative de l'ECA en faveur de la culture dans le monde (GCI, Global Cultural Initiative) en septembre 2006. La GCI a été conçue de manière à rehausser les capacités du département d'État dans les arts scéniques et visuels en collaboration avec le secteur privé. Nos premiers partenariats ont été conclus avec le Kennedy Center, l'American Film Institute et la fondation nationale pour les arts et les lettres.

En outre, Mme Rice a nommé la patineuse olympique et championne des États-Unis Michelle Kwan au poste, nouvellement créé, d'ambassadrice pour la diplomatie publique. Le récit de Michelle exemplifie les valeurs américaines. Elle vient de se rendre en Chine pour la première fois.

Michelle incarne aussi la force de la femme américaine ainsi que le potentiel qu'ont toutes les femmes, en particulier celles qui vivent dans des conditions oppressives, de réaliser leurs rêves. Immigrante moi-même, j'ai foi dans le pouvoir du «rêve américain» d'encourager les individus, où qu'ils se trouvent, à réaliser pleinement leur potentiel.

Les femmes

Voilà pourquoi j'ai accordé un haut rang de priorité à la création de nouveaux programmes destinés à autonomiser les femmes du monde entier. Nous savons que l'épanouissement d'une société moderne passe nécessairement par l'éducation des femmes et leur participation à tous les aspects de la société.

Nous nous employons à autonomiser les femmes par le biais d'un partenariat entre le secteur public et le secteur privé dans le cadre duquel de jeunes femmes d'affaires du monde entier sont mises en contact avec des Américaines qui sont des cadres supérieures dans les plus grosses entreprises des États-Unis (Fortune 500). Rien que l'année dernière, les P.D.G. des sociétés Xerox, Avon et Time, ainsi que la première vice-présidente de Microsoft, ont toutes participé à cette initiative fructueuse.

Les journalistes

Contrairement aux femmes d'affaires, les journalistes participent aux programmes d'échanges de l'ECA depuis de nombreuses années. Toutefois, ce n'est que depuis l'année dernière que, pour ce qui est de nos programmes, nous



© AP Images/Hasan Sarbakhshian

Van Stokes (à gauche), le capitaine de l'équipe de lutte américaine des États-Unis, qui a été envoyé en Iran par le Bureau des affaires éducatives et culturelles, et un Iranien, non identifié, suivent le match entre le lutteur américain Zach Roberson (en rouge) et son concurrent iranien, Mehdi Rahimi, dans le cadre d'un tournoi organisé à Bandar Abbas en janvier 2007.

considérons les journalistes comme un seul bloc formant une communauté particulière. Nous avons créé un autre partenariat public-privé à cette fin, que nous avons appelé le programme Edward Murrow, du nom de l'ancien directeur de l'Agence d'information des États-Unis et éminent journaliste. Nous avons fait ce choix parce que son nom est synonyme d'intégrité journalistique.

Quelque 140 journalistes de toutes les régions du monde ont participé au plus grand rassemblement de professionnels participant à un programme d'échanges jamais organisé. Sept écoles de journalisme des États-Unis ont mis leur expertise, leurs installations et leurs ressources à la disposition des participants pendant leur programme qui a duré trois semaines. Ces derniers ont ainsi eu l'occasion de côtoyer leurs collègues américains ainsi que des étudiants en journalisme et leurs professeurs.

À la clôture du symposium, l'un des participants m'a confié une observation intéressante. Plusieurs participants avaient tenu des propos désobligeants à l'égard du gouvernement Bush. Interloqué, il m'a demandé comment nous pouvions tolérer ce genre de critiques dans un édifice du gouvernement et devant un parterre d'invités. Je lui ai répondu : « C'est l'essence même de la liberté d'expression. » Cette leçon, martelée de diverses façons au fil du temps, est absolument essentielle à la défense, voire au rayonnement, de la liberté et de la démocratie à travers le monde.

Les programmes d'échanges servent à bâtir des relations capables de changer les attitudes et d'élargir les idées.

L'Iran

Il n'y a guère de relations plus névralgiques et plus critiques pour les États-Unis que celles avec l'Iran. La secrétaire d'État a demandé à l'ECA de jouer un rôle vital dans ce domaine, et c'est ce que nous faisons.

En novembre 2006, le bureau des visiteurs étrangers de l'ECA a accueilli le premier groupe de visiteurs iraniens depuis 1979, dans le cadre d'un programme d'échanges de trois semaines organisé pour des médecins. Seize professionnels iraniens de la santé ont pris part à un symposium sur les maladies cardiovasculaires, cancéreuses et infectieuses qui avait été organisé conjointement par l'institut Aspen et le département

d'État. Ce programme a connu un succès retentissant - dans le droit fil d'une longue tradition de programmes d'échanges fructueux qui ont su créer des ponts là où ceux-ci étaient rares, voire inexistantes.

Les Iraniens qui sont venus aux États-Unis nourrissaient de vives appréhensions et bien des idées fausses; mais lorsqu'ils sont rentrés chez eux, ils étaient beaucoup mieux informés sur la société, la culture, les institutions et les soins médicaux aux États-Unis. Un jeune médecin a expliqué que ce séjour lui avait permis de renouer avec « ses frères et sœurs des États-Unis, après une période de séparation qui avait duré beaucoup trop longtemps ».

À l'heure actuelle, huit Iraniens assistent des professeurs de langue étrangère pour que les jeunes Américains comprennent mieux la langue et la culture du peuple de l'Iran. Nous avons toutes les intentions d'élargir ce programme en partenariat avec les universités iraniennes.

Par ailleurs, nous préparons plusieurs programmes d'échanges supplémentaires avec l'Iran pour l'année 2007, dont un entre la Fédération américaine de lutte et la Fédération iranienne de lutte.

Ce qu'il y a de merveilleux dans les ponts, et c'est exactement ce que sont les programmes d'échanges, c'est qu'on peut les franchir dans les deux sens. Nous pouvons ainsi tous tirer parti des changements positifs que fait naître la diplomatie publique par le biais des programmes d'échanges directs. ■

<http://exchanges.state.gov/>

Une nouvelle arène pour la concurrence des idées

Jeremy Curtin

Coordonnateur par intérim du Bureau des programmes
d'information internationale



Jeremy Curtin

Département d'État des États-Unis

« Tout comme nos institutions diplomatiques doivent s'adapter pour que nous puissions tendre la main à d'autres, nous devons aussi adopter une approche différente et plus complète en matière d'information publique pour aider les peuples du monde entier à se familiariser avec l'Amérique et à la comprendre. La guerre contre le terrorisme n'est pas un affrontement entre

civilisations (...) C'est un combat d'idées, et c'est un domaine dans lequel l'Amérique doit exceller. »

Le président George W. Bush, 2003.

Depuis les événements du 11 septembre 2001, les programmes d'information de la diplomatie publique des États-Unis se heurtent à un défi d'une urgence et d'une intensité nouvelles : il leur faut contrer un message d'extrémisme idéologique qui, à la grande surprise de la plupart des Occidentaux, a touché une fibre sensible parmi bien des gens au Moyen-Orient et ailleurs. Nous sommes confrontés à ce défi sur un champ de bataille d'idées façonnées par des technologies qui n'existaient pas lors du conflit idéologique précédent, c'est-à-dire pendant la guerre froide. Les nouvelles technologies, en particulier la télévision par satellite et l'Internet, ont mondialisé le cycle des informations 24 h sur 24 et créé un environnement de l'information très complexe et dynamique dans lequel il est beaucoup plus difficile qu'autrefois d'être entendu et compris. Sous

l'égide de la sous-secrétaire d'État, Mme Karen Hughes, et en liaison avec d'autres intervenants du département d'État et d'autres ministères, le Bureau des programmes d'information internationale (IIP) a ajouté le cyberspace à sa mission traditionnelle d'information que symbolisent son programme de conférenciers, ses publications écrites et son site Internet USINFO, lui-même une plate-forme d'information relativement nouvelle.

Le Bureau IIP cherche sa voie dans cette nouvelle arène : il développe ses capacités de dialogue international sous la forme de sites de dialogue en ligne, d'émissions vidéo diffusées sur Internet et de blogues, et il explore de nouveaux phénomènes, tel le monde virtuel de « Second Life », pour savoir si ces derniers peuvent servir à communiquer aux publics étrangers des informations sur des questions de politique, de société et de valeurs. Notre initiative phare dans le cyberspace est celle de l'équipe baptisée « IIP Digital Outreach Team », un groupe encore relativement modeste de membres du service diplomatique,



Département d'État des États-Unis

Des journalistes réunis à Lahore, au Pakistan, participent à une discussion en ligne parrainée par le Bureau IIP et liée au thème de la revue *eJournal USA* de septembre 2006, intitulée « Cinq ans après le 11 septembre, la vie reprend son cours ».

d'arabophones et d'analystes qui suivent les blogues et forums de discussion en arabe et donnent la perspective des États-Unis - en arabe - sur les grands dossiers du jour, tels l'Irak, l'Iran, le terrorisme et le processus de paix au Moyen-Orient.

Une voix pour contrer les distorsions

L'équipe « Digital Outreach » fait contrepoids aux distorsions et aux mensonges qui caractérisent une grande partie des discussions en arabe sur Internet, même dans le courant principal de l'opinion publique. Notre équipe se distingue par sa volonté de faire naître le dialogue en s'exprimant dans un cadre informel, en jouant la carte de la crédibilité et en parlant en toute connaissance de cause. Sa crédibilité est fondamentale, et c'est un objectif essentiel mais extrêmement difficile à atteindre sur Internet. Dans le domaine de la diplomatie publique, on dit qu'il faut franchir « le dernier mètre » au message, pour reprendre une expression d'Edward Murrow qui désignait ainsi les derniers pas à faire pour bâtir la confiance entre nos diplomates et leurs interlocuteurs sur le terrain, par le biais de contacts et de liens personnels : ce qui se produit quand les gens se parlent. Dans le cyberspace, nous devons trouver d'autres moyens d'établir des liens pour que le point de vue des États-Unis soit au moins représenté.

L'équipe « Digital Outreach » constitue la première initiative de grande ampleur du Bureau IIP visant à créer des liens au sein du nouvel environnement mondial de l'information, lequel se caractérise par une incroyable cacophonie de voix, les unes sérieuses et les autres non, les unes importantes et les autres frivoles, qui se disputent l'attention du public. Nous envisageons d'élargir la capacité de cette équipe et d'élaborer de nouveaux mécanismes, dont un centre d'information sur le contre-terrorisme qui aura pour tâche non seulement de surveiller et d'analyser de manière plus complète et plus rapide que maintenant les informations qui circulent sur Internet et dans les médias, mais aussi de participer au dialogue.

Le dernier mètre reste à franchir

S'il s'intéresse avec une urgence accrue aux défis que les nouvelles technologies posent à la diplomatie publique, le Bureau IIP n'a pas abandonné pour autant ses programmes traditionnels. Tout importants que soient l'Internet et les communications électroniques dans de nombreuses régions du monde – y compris au



Département d'État des États-Unis/Janine Sides

Le coordonnateur par intérim du Bureau des programmes d'information internationale (IIP), Jeremy Curtin, écoute le juge de la Cour suprême, Anthony Kennedy, en septembre 2006.

Moyen-Orient, où les statistiques sur la faible pénétration de l'Internet pourraient indiquer le contraire - il reste encore bien des endroits qui sont loin d'être câblés, comme peut l'attester notre personnel chargé des relations publiques dans ces pays. Dans de nombreux pays, dont certains revêtent une importance critique dans le combat idéologique, le dernier mètre est parfois franchi quand un agent public du service diplomatique ou un employé local traverse littéralement la rue pour aller remettre au rédacteur en chef d'un journal le texte d'un discours ou une fiche analytique sur une initiative des États-Unis.

Le Bureau IIP continue d'appuyer ses collègues dans les régions où la technologie reste à faire son apparition. Nous renforçons nos programmes clés, tels que le programme des conférenciers, la revue électronique eJournal USA, qui est consacrée aux priorités en matière de politique générale, les publications sous forme imprimée et même les traditionnelles expositions - autant de moyens de fournir des informations qui, nous en sommes conscients, présentent encore une grande valeur pour nombre de nos ambassades. Nous remanions et améliorons notre principal site Internet public, USINFO, pour informer tant le reste du monde que nos ambassades. En outre, nous développons un site Internet interne, INFOCENTRAL, vers lequel se tournent de plus en plus les ambassades et les commandements militaires des États-Unis à l'étranger pour avoir des données de base sur les orientations du gouvernement américain ainsi que les messages clés nécessaires à leurs campagnes de sensibilisation.

Le Bureau IIP s'adapte aux défis technologiques et politiques de l'environnement de l'information au XXI^e siècle et dans le monde de l'après-11 septembre. Pendant

la guerre froide, la Voix de l'Amérique et un petit nombre d'autres stations de radio occidentales à ondes courtes étaient en mesure de dominer le flux d'informations qui déferlaient sur l'Europe de l'Est et l'Union soviétique. Même pendant la première guerre du Golfe, en 1990-1991, les habitants du Moyen-Orient qui souhaitaient avoir une version des actualités différente de celle de leurs organes d'information étatisés se tournaient vers CNN ou vers un petit nombre d'organismes internationaux de radiodiffusion en anglais. Aujourd'hui, ce même public a une multitude de choix à sa portée, en particulier la télévision par satellite et l'Internet, qui lui offrent une myriade d'opinions et de faits, mais aussi des informations erronées, en arabe et dans d'autres langues. La concurrence des idées est plus vigoureuse et plus serrée

que jamais. Dans ce contexte, les États-Unis doivent déployer tous les instruments de la diplomatie publique dont ils disposent, des programmes d'échanges éducatifs et professionnels aux émissions diffusées directement à la radio et à la télévision. Les activités relatives à la diffusion d'informations, de plus en plus souvent par le biais de la technologie de pointe, constituent un instrument fondamental de la diplomatie publique. Le Bureau IIP est déterminé à déployer les technologies les plus récentes dans un souci d'efficacité maximale pour appuyer nos priorités en matière de politique étrangère et nos intérêts nationaux dans le monde entier. ■

<http://usinfo.state.gov>

L'équipe de gestion du département d'État

Henrietta Fore
Sous-secrétaire d'État pour la gestion

Les responsabilités incluent les employés, la sécurité, les ressources, les installations et la technologie du département d'État, ainsi que notre programme relatif aux affaires consulaires. Ce dernier comprend la fonction la plus connue, à savoir la délivrance de visas. Les bureaux et services de cette équipe de gestion dont je suis responsable disposent au total d'un budget de 3,6 milliards de dollars et de 7 200 fonctionnaires à plein temps ainsi que de dizaines de milliers de contractuels.

Notre équipe de gestion est au service de quelque 70 000 Américains et employés locaux qui travaillent pour plus d'une quarantaine d'organes du gouvernement des États-Unis répartis dans plus de 260 ambassades, consulats et missions des États-Unis à travers le monde. Nous sommes une entreprise d'envergure mondiale qui a pour ambition d'assurer des services de la plus haute qualité 24 h sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an. Nous sommes très satisfaits que le département d'État ait obtenu récemment des notes maximales dans toutes les rubriques sous-tendant la stratégie du gouvernement Bush pour améliorer la gestion et la performance de notre gouvernement : des vingt-six organes du gouvernement des États-Unis les plus grands, le département d'État est le deuxième seulement à parvenir à un tel résultat.

Bien des fonctions administratives qu'assument les ministères des affaires étrangères de tous les pays sont identiques à celles dont je suis responsable au département d'État. Et, comme nous, nombre de vos ministères s'efforcent de trouver de nouvelles façons d'assurer leurs services administratifs dans un plus grand souci d'efficacité et de satisfaction de la clientèle, notamment par le biais



Henrietta Fore

de réformes (partage des services, régionalisation, centralisation) ou d'une plate-forme de gestion normalisée. J'ai évoqué ces questions avec plusieurs ambassadeurs étrangers en poste à Washington.

Trois Bureaux

Les trois articles qui suivent - sur le Bureau des affaires consulaires, le Bureau des ressources humaines et le Bureau des actifs immobiliers à l'étranger - représentent une partie seulement de la mission de notre équipe de gestion. Outre la délivrance de visas discutée dans l'article le concernant,

le Bureau des affaires consulaires se charge également de délivrer des passeports aux ressortissants américains et d'assister les ressortissants américains à l'étranger.

L'article sur le Bureau des ressources humaines a trait à nos loyaux employés locaux. Peut-être serez-vous surpris d'apprendre que le gouvernement des États-Unis emploie directement plus de 40 000 étrangers à travers le monde et que des milliers d'autres sont des prestataires de services dans nos ambassades et consulats, par exemple en tant que gardes de sécurité. Nous cherchons d'ailleurs à accroître le champ des responsabilités de ces employés de façon à resserrer encore nos partenariats. Le Bureau des ressources humaines est également responsable de nos employés du Service diplomatique, de nos employés qui relèvent de la fonction publique, et de l'appui aux familles des fonctionnaires américains en poste à l'étranger.

L'article sur le Bureau des biens immobiliers à l'étranger donne des précisions sur le programme intensif que nous avons mis en œuvre en vue de construire des

Département d'État des États-Unis



Département d'État des États-Unis

La sous-secrétaire d'État pour la gestion, Mme Henrietta Fore (à droite), inaugure le centre Benjamin Franklin (Benjamin Franklin American Corner) à Salvador (Brésil), le 27 octobre 2006. Ces «American Corners» offrent à la population locale la possibilité de découvrir les États-Unis.

pour tâche de protéger le secrétaire d'État et certains dignitaires étrangers en poste ou en visite aux États-Unis; d'enquêter sur les cas de fraude portant sur les passeports et les visas; de gérer le service du courrier diplomatique; d'assurer une formation professionnelle en matière de sécurité; et d'enquêter sur les antécédents de nouveaux employés.

Le Bureau de la gestion des ressources en matière d'information a pour mission de veiller à

ambassades très modernes et sécurisées pour remplacer un grand nombre de bâtiments vétustes; entretenir, réparer et rénover nos installations existantes; et gérer plus de 12 000 propriétés réparties dans le monde entier.

Autres Bureaux et départements

En outre, l'équipe de gestion est responsable des bureaux et départements suivants: Administration; Sécurité diplomatique; Gestion des ressources en matière d'information; Gestion des ressources; Institut du Service diplomatique (Foreign Service Institute); Droits civils; Politique en matière de gestion; Services médicaux; et bureau chargé de la rationalisation des effectifs. Permettez-moi d'expliquer brièvement les fonctions de certains de ces organismes.

Le Bureau de l'administration assure les principales opérations d'appui pour le département d'État. Ses fonctions essentielles regroupent la logistique, les acquisitions, la gestion des installations intérieures et la gestion en cas de situation d'urgence, la valise et le courrier diplomatiques, et l'appui des écoles à l'étranger que fréquentent des enfants de diverses nationalités. Le Bureau de la sécurité diplomatique est responsable de la protection du personnel, des informations et des installations du département d'État tant aux États-Unis qu'à l'étranger. Il a

ce que le département d'État ait accès à une technologie moderne sécurisée qui lui fournisse des informations exactes et en temps opportun et qu'il puisse communiquer avec toute la communauté des affaires étrangères au sein du gouvernement des États-Unis. En voici quelques exemples: la fourniture de services en matière de technologie de l'information dans le monde entier, dont la sécurisation des télécommunications entre Washington et nos postes à l'étranger, et la fourniture de services de gestion de l'information, par exemple en matière d'applications logicielles, d'entretien du matériel informatique et de gestion des réseaux.

L'institut du Service diplomatique (Foreign Service Institute, FSI) est la principale institution de formation des membres du service diplomatique des États-Unis, autrement dit des diplomates et des autres professionnels qui constituent la communauté des affaires étrangères au sein de notre gouvernement. Chaque année, il dispense plus de 500 cours, dont des cours de langue dans 70 langues étrangères, à plus de 40 000 participants. Si certains de nos employés locaux de nos missions diplomatiques viennent à Washington pour suivre des cours au FSI, il est de plus en plus fréquent qu'ils bénéficient d'une formation par le biais du téléenseignement via l'Internet; il en va de même pour nos diplomates et leur famille en poste à l'étranger. Nous

offrons plus de 80 cours interactifs et individualisés, et plus de 3 000 sont proposés par un fournisseur commercial, FasTrac. En 2006, le nombre de cours FasTrac suivis du début à la fin a dépassé 7 100, soit près du double de l'année précédente. Cette même année, nos employés ont suivi jusqu'au bout plus de 3 900 cours virtuels produits par le FSI, ce qui représente une hausse de 40 % par rapport à 2005.

Bienvenue à l'équipe de gestion. Voilà les activités que nous menons au quotidien dans les communautés du monde entier, en tendant la main aux populations de toutes nationalités. C'est un travail essentiel à l'appui de la diplomatie des États-Unis. ■

<http://www.state.gov/m/>

Des frontières sécurisées, des portes ouvertes

Maura Harty

Secrétaire d'État adjointe chargée des affaires consulaires

Les visas



Maura Harty

Département d'État des États-Unis

Le département d'État confie le traitement des demandes de visas à son Bureau des affaires consulaires, service qui emploie environ 8 000 personnes dans 211 ambassades et consulats à travers le monde, à Washington et dans deux centres de délivrance de visas aux États-Unis. Nous avons pour mission d'attribuer de

la manière la plus équitable possible les visas d'immigrants et de non-immigrants aux ressortissants de pays étrangers qui cherchent à venir aux États-Unis. En nous acquittant de cette mission, nous jouons un rôle clé dans le renforcement de la sécurité frontalière des États-Unis tout en facilitant les voyages légitimes dans notre pays.

La façon dont les États-Unis abordent la question des visas et de l'immigration reflète leur histoire et des idéaux que partagent tous les Américains. Les États-Unis forment « un pays issu de pays » et ils ont toujours accueilli à bras ouverts les visiteurs venus du monde entier. La secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, a réaffirmé l'attachement du département d'État à cette tradition lorsqu'elle a déclaré, lors de sa déposition au Congrès en vue de l'approbation de sa nomination :

« Notre interaction avec le reste du monde doit revêtir la forme d'une conversation, et non celle d'un monologue, et l'Amérique doit rester ouverte aux visiteurs, aux travailleurs et aux étudiants du monde entier. Nous ne devons pas compromettre nos normes de sécurité, et nous ne le ferons pas, mais si nous voulons voir aboutir notre diplomatie

publique, nous ne pouvons pas nous permettre de nous couper du reste du monde. »

Des frontières sécurisées, des portes ouvertes

Les procédures actuelles, en matière de délivrance de visas, ont pour toile de fond les événements du 11 septembre 2001, ni plus ni moins. En ce jour fatidique, où tant d'Américains – et des ressortissants de 90 autres pays – ont trouvé la mort, nous avons vu jusqu'où pouvaient aller ceux qui nous veulent du mal. Nous avons dû agir rapidement et de manière décisive pour assurer la sécurité de nos frontières et faire de l'Amérique un lieu sûr tant pour nos concitoyens que nos visiteurs étrangers.

Si la sécurité doit toujours demeurer notre première préoccupation, nous devons aussi veiller à ce que les portes de notre pays restent ouvertes à ceux dont nous encourageons et apprécions la présence parmi nous. L'accueil des visiteurs tient une place centrale dans la sécurité nationale des États-Unis. L'année dernière, quelque 50 millions de visiteurs étrangers ont contribué à l'activité économique des États-Unis à hauteur de 104,8 milliards de dollars. Les étudiants étrangers apportent 13 milliards de dollars supplémentaires chaque année.

Les États-Unis accueillent avec plaisir les visiteurs étrangers parce que nous savons que la meilleure publicité pour l'Amérique, c'est précisément l'Amérique. Le meilleur moyen pour les visiteurs et étudiants étrangers de comprendre l'Amérique, d'apprécier à leur juste valeur notre pays et notre peuple, c'est de voir l'Amérique de leurs propres yeux. La compréhension qui naît de ce genre d'échanges n'a pas de prix. En général, les visiteurs regagnent leur pays en emportant avec eux des impressions positives des États-Unis parce qu'ils en ont fait l'expérience directe au lieu de s'en remettre à celle de tiers.



Département d'État des États-Unis/Kenneth White

Amy Senneke joue le rôle d'agent consulaire, et Kelly Daniel celui d'une personne qui fait une demande de visa et dont les empreintes digitales sont passées au scanner, dans le cadre d'une séance de formation organisée à l'Institut du Service diplomatique (Foreign Service Institute), organe de formation du département d'État situé à Arlington, en Virginie. Ces locaux ont été conçus de manière à ressembler à une section consulaire à l'étranger; avec des guichets pour les entretiens, des ordinateurs équipés pour traiter les demandes consulaires, des lecteurs d'empreintes digitales et une salle d'attente.

Sécuriser nos frontières tout en gardant nos portes ouvertes n'est pas une tâche facile, mais ces deux objectifs ne s'excluent pas mutuellement. Nous devons et nous pouvons les atteindre tous les deux. Chaque jour, nos agents consulaires à travers le monde sont sur la ligne de front de la guerre mondiale contre le terrorisme et ils appliquent énergiquement notre politique relative à la sécurisation de nos frontières et à l'ouverture de nos portes.

Améliorations de la procédure de délivrance de visas

Depuis le 11 septembre, le Bureau des affaires consulaires s'emploie inlassablement à rehausser la transparence, la prévisibilité et l'efficacité de sa procédure d'octroi de visas. Nous avons des raisons d'être satisfaits. J'en veux pour preuves les éléments suivants :

- Plus de 97 % de tous les demandeurs de visas qui ont passé l'entretien de rigueur et reçu une

réponse positive à leur demande reçoivent leur visa en l'espace d'un jour ou deux. Pour les 2,5 % restants qui doivent faire l'objet d'un examen plus approfondi, nous avons simplifié notre procédure de manière à garantir une réponse rapide.

- Nous avons investi lourdement dans la technologie en vue non seulement d'accélérer la procédure d'octroi de visas, mais aussi de rehausser notre accès aux informations détenues par d'autres organismes du gouvernement des États-Unis et de partager les nôtres avec eux.
- Nous avons accru nos ressources affectées au traitement des demandes de visas en créant 570 nouveaux postes consulaires depuis septembre 2001.
- Nous publions les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous de même que la durée des formalités d'examen dans chaque poste qui délivre des visas. Ces renseignements sont accessibles sur notre site Internet <http://www.travel.state.gov/>, ce qui permet aux demandeurs de mieux gérer leurs déplacements.

Les visas d'étudiants

Les États-Unis tiennent le haut du pavé dans le domaine de l'enseignement supérieur et ils le doivent en partie aux contributions d'étudiants et d'universitaires innombrables venus du monde entier. Les États-Unis accueillent plus d'étudiants étrangers que tout autre pays – et le département d'État joue un rôle clé à cet égard.

En 2006, nous avons délivré 591 050 visas d'étudiants et visas d'entrée pour visiteurs associés à des programmes d'échanges, ce qui est un nombre sans précédent. L'augmentation du nombre des visas établis pour des ressortissants de la Chine, de la Corée du Sud, de l'Inde et du Moyen-Orient est particulièrement notable, mais toutes les régions du monde sont concernées.

Voici, parmi tant d'autres, quelques exemples de la façon dont nous encourageons les étudiants étrangers à choisir notre pays :

- Toutes nos ambassades et tous nos consulats accordent la priorité aux étudiants et aux participants à des programmes d'échanges quand il s'agit de donner des rendez-vous en vue de l'entretien obligatoire et de traiter les demandes de visa.
- Les étudiants peuvent aujourd'hui faire une demande de visa 120 jours avant le début de leurs études.
- Un grand nombre de nos ambassades offrent des



© Images AP/Elizabeth Dalziel

Des Chinois désireux de recevoir un visa pour les États-Unis examinent des formulaires de demande de visa devant l'ambassade des États-Unis à Pékin, en avril 2006. Le nombre de visas délivrés l'année dernière à des ressortissants chinois a été plus élevé que n'importe quelle année depuis un siècle.

services d'orientation pédagogique aux étudiants étrangers. Le site Internet du département d'État, <http://www.educationusa.state.gov>, contient une foule d'informations sur les excellents débouchés qui existent aux États-Unis en matière d'éducation.

Les visas d'affaires

Conscient que l'existence de relations d'affaires fécondes avec tous les pays contribue au progrès conduisant à un monde plus sûr et plus prospère, le département d'État a mis en place plusieurs initiatives visant à venir en aide aux voyageurs pour affaires :

- Nous avons élargi les accords de réciprocité en matière de visa avec un grand nombre de pays de façon à avoir la souplesse voulue pour établir des visas de plus longue durée.
- Nous avons donné l'ordre à nos ambassades et à nos consulats de mettre en place des mécanismes pour que les voyageurs légitimes pour affaires reçoivent leur rendez-vous dans les meilleurs délais. De Buenos-Aires à Bratislava, les sections consulaires disposent de programmes novateurs à même de

faciliter les déplacements pour affaires ou pour raisons touristiques.

- Le « Business Visa Center » (BVC), sis à Washington, explique la procédure d'obtention de visas aux entreprises et organisateurs de congrès qui invitent des employés ou des clients, actuels et potentiels à venir aux États-Unis. Le BVC reçoit des centaines de questions, et nous estimons qu'il vient indirectement en aide à plus de 20 000 voyageurs par mois.

Les délais d'attente associés à la délivrance d'un visa

La première étape de la demande d'un visa de non-immigrant est la prise d'un rendez-vous pour un entretien. Dans le souci de réduire les délais d'attente relatifs à cette formalité, le département d'État a rajouté du personnel, amélioré l'aménagement des locaux dans les sections consulaires de nombreux

postes et simplifié la procédure de délivrance des visas. Aujourd'hui, les délais d'attente en vue d'un entretien sont inférieurs à une semaine dans la plupart des postes, mais nous encourageons vivement les demandeurs à solliciter un rendez-vous bien avant la date prévue de leur départ. Les postes qui ne peuvent pas donner de rendez-vous immédiatement ont établi des mécanismes qui leur permettent de réduire les délais pour les demandeurs de visas d'étudiant, les participants à des programmes d'échanges, les personnes en quête de soins médicaux d'urgence et les voyageurs pour affaires légitimes qui ont des besoins pressants.

Si ces mesures se sont révélées efficaces, il reste cependant quelques postes dont le délai d'attente pour un rendez-vous peut dépasser trente jours, en particulier en période de pointe. Nous cherchons avec ces postes à concevoir des solutions créatrices en vue de réduire ces délais.

Refus de visas

L'une des questions que l'on nous pose le plus souvent, c'est celle de savoir pourquoi certaines

demandes de visas sont rejetées et si un tel refus est définitif. En vertu des lois d'immigration des États-Unis, tous les demandeurs de visas de non-immigrant doivent convaincre l'agent consulaire avec lequel ils ont un entretien qu'ils ont effectivement droit au type de visa dont ils font la demande. Si les conditions à remplir diffèrent selon la catégorie de visa de non-immigrant sollicité, l'une des plus courantes est de prouver que le demandeur a un domicile dans un pays étranger qu'il n'a pas l'intention d'abandonner. En général, le demandeur donne satisfaction à l'agent consulaire en prouvant la solidité de ses attaches dans son pays de résidence, garantie de son retour après un séjour temporaire aux États-Unis : il peut prouver qu'il a des liens professionnels ou un emploi, qu'il fait des études ou qu'il a de la famille ou des relations dans son pays. Le demandeur peut justifier ses attaches de diverses manières ; aucune pièce justificative particulière n'est requise, et l'absence d'un document n'entraîne pas nécessairement le refus de la demande.

Si le demandeur ne peut pas convaincre l'agent consulaire, la loi oblige ce dernier à lui refuser un visa. Toutefois, ce refus n'est jamais permanent. Le demandeur peut renouveler sa demande s'il réunit des preuves supplémentaires ou si sa situation change et qu'il forge des liens dans son pays de résidence.

Un pays accueillant

Beaucoup de changements ont été apportés à la procédure de délivrance de visas au cours des quatre dernières années. Ce qui n'a pas changé, toutefois, c'est que l'Amérique reste le pays accueillant qu'il a toujours été. Nous voulons voir des visiteurs venir des quatre coins du monde pour faire l'expérience de tout ce que les États-Unis ont à offrir. Le Bureau des affaires consulaires continuera d'œuvrer au quotidien pour faciliter les voyages légitimes tout en protégeant la sécurité nationale des États-Unis. ■

<http://travel.state.gov/>

Des plates-formes de la diplomatie

Bureau des biens immobiliers à l'étranger



Le général de l'armée de terre Charles Williams (en retraite) est le directeur du Service des biens immobiliers à l'étranger au sein du département d'État.

En janvier 2006, la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, a annoncé le lancement d'une initiative de politique étrangère ambitieuse, qu'elle a appelé la « diplomatie transformatrice ». Elle a défini comme suit le principe de cette forme de diplomatie : « Œuvrer avec nos nombreux partenaires du monde entier

Département d'État des États-Unis

l'Ordre du jour du Président en matière de gestion. Ces buts sont les suivants :

- **Construction de l'équipement de sécurité.** Adjuger les marchés pour les projets de construction de l'équipement de sécurité qui ont été désignés par le département après consultation avec d'autres organismes, et veiller à l'exécution des projets dans les limites de temps et de budget convenues. Ces projets sont inscrits au Plan de dotation en actifs immobiliers à long terme sur six ans, publié chaque année par l'OBO en conjonction avec la publication du projet annuel de budget du Président.
- **Sécurité des complexes et des matériels.** Assurer l'actualisation des dispositifs de sécurité et la sécurité des complexes du département d'État à l'étranger, pour protéger le personnel des actes de terrorisme et autres atteintes à leur sécurité. Ce programme assure

de manière à édifier et à soutenir les États démocratiques et bien gouvernés qui savent répondre aux besoins de leur peuple et se comporter de manière responsable dans le système international ».

La tâche et la mission du Bureau du département d'État chargé des biens immobiliers à l'étranger (OBO - Bureau of Overseas Buildings Operations) consistent à assurer la disponibilité d'installations, matériels et bâtiments fonctionnels répondant aux normes de sûreté et de sécurité voulues qui permettront aux employés du département d'État de réaliser les objectifs de politique étrangère des États-Unis.

Pour s'acquitter de cette mission, l'OBO s'est fixé quatre buts prioritaires qui favorisent la disponibilité opérationnelle en matière de diplomatie, sont alignés sur les objectifs du département d'État et reflètent les priorités énoncées dans l'Initiative de diplomatie transformatrice de la secrétaire d'État et dans



Département d'État des États-Unis
La nouvelle ambassade des États-Unis à Kaboul (Afghanistan) a ouvert ses portes en mars 2006.

également le renforcement des dispositifs de sécurité de cibles vulnérables telles que les établissements d'enseignement, les installations de loisirs et les logements.

- **Entretien des immeubles.** Entretien, réparer et réaménager les installations diplomatiques et consulaires en place à l'étranger d'une manière efficace et qui accroît la qualité de vie des visiteurs ainsi que du personnel en permettant à celui-ci de travailler dans des locaux fonctionnels et dans de bonnes conditions de sûreté et de sécurité.
- **Gestion des biens.** Acquérir, céder et gérer les biens immobiliers du département d'État à l'étranger d'une manière professionnelle qui répond à ses besoins, dans des conditions favorables pour le gouvernement des États-Unis et répondant aux préoccupations du Président, du Congrès et du public américain.

Organisation

Afin d'atteindre ces quatre buts, chaque élément de l'OBO s'est fixé des cibles de performance qui définissent ses fonctions critiques. La direction procède à des examens mensuels des résultats par rapport aux cibles afin de repérer les problèmes potentiels et d'assurer des prestations efficaces. La direction de l'OBO tient également des réunions trimestrielles avec le Groupe industriel consultatif de la section pour analyser les questions et problèmes et en débattre aux fins de maximiser les échanges d'idées et de pratiques optimales entre le gouvernement et le secteur privé.

L'OBO opère par l'entremise de quatre grands programmes relevant chacun d'un service distinct : Planification et développement, Biens immobiliers, Exécution des projets, et Opérations et entretien.

Planification et développement. Compte tenu de sa volonté de « bien faire les choses », la planification est pour l'OBO d'une importance primordiale. Le Service de la planification et du développement guide la gestion prospective des installations du gouvernement américain à l'étranger et fait figure de cheville ouvrière dans les efforts de changement visant à passer d'une planification découlant du budget à un budget découlant de la planification. Ce service est chargé de la production du Plan de dotation en actifs immobiliers à long terme et du Plan de gestion des biens. Il dirige également la planification stratégique, élabore des analyses de

rentabilisation et procède aux analyses détaillées de planification des installations à long terme, d'évaluation des besoins en matière de locaux, de formulation de projets et de gestion des coûts qu'exigent la conception et la construction de nouveaux bâtiments et la rénovation du parc immobilier.

Biens immobiliers. La sélection et l'acquisition des sites sont des opérations d'une importance fondamentale dont dépend le succès de tout projet de construction, mais elles peuvent aussi être les plus difficiles à négocier et à mener à bien. Le Service des biens immobiliers appuie toutes les activités liées à l'acquisition, à la cession et à la gestion des biens immobiliers. Il exerce à ce titre un suivi attentif de tous les baux d'immeubles de bureaux et d'habitation (plus de 12 000 de par le monde).

Exécution des projets. Ce service est chargé de la conception technique, de la construction et de l'équipement de toutes les installations. Son personnel de gestion, en poste aux États-Unis et sur le terrain, supervise les activités des entrepreneurs généraux qui construisent ou rénovent le parc immobilier du département d'État à



© AP Images/Sayyid Azim

Lors de l'ouverture officielle du chantier de construction d'une nouvelle ambassade permanente des États-Unis à Nairobi (Kenya), en août 2000, l'ambassadeur des États-Unis au Kenya, M. Johnnie Carson (baissé) mélange symboliquement de la terre de l'ancienne ambassade des États-Unis à celle du nouveau site. Assistent également à la cérémonie (de gauche à droite) le ministre des terres du Kenya, M. Joseph Nyaga, la sous-secrétaire d'État adjointe pour les biens immobiliers à l'étranger, Mme Patsy Thomasson, et l'adjoint au maire de Nairobi, M. Joe Akech.



© AP Images/Jan Bauer

La nouvelle ambassade des États-Unis à Berlin, vue ici en octobre 2006, doit ouvrir en 2008.

l'étranger. Il apporte également son aide pour les appels d'offres de services architecturaux et la négociation des marchés, ainsi que pour l'examen des dessins de projets, cahiers des charges et autres documents connexes. Le bureau prend en outre les mesures de sécurité nécessaires à l'étranger pour assurer la protection des projets de construction contre d'éventuels actes de terrorisme et activités de renseignement.

Opérations et entretien. Ce service est chargé des opérations et de l'entretien du parc immobilier, biens pris à bail inclus, du gouvernement américain à l'étranger. Il administre un vaste programme de réhabilitation pour rénover et moderniser les immeubles et remplacer ceux qu'il n'est plus possible ou plus rentable d'entretenir au moyen de mesures préventives régulières ou de réparations ponctuelles. Le programme de gestion des installations de ce service fournit des appuis techniques, entre autres, aux représentations des États-Unis à l'étranger pour l'entretien des ensembles d'immeubles ainsi que pour toutes les activités d'entretien en rapport avec la planification et l'exécution du programme des nouveaux complexes d'ambassade. Ce service élabore aussi des programmes relatifs à la protection contre l'incendie, à la sécurité environnementale et à la santé.

Des résultats impressionnants

Le processus qui a abouti à un nouveau niveau de performance s'est engagé en 2001. Lors de sa nomination

au poste de directeur et chef des opérations du Service des biens immobiliers à l'étranger, le général en retraite Charles E. Williams a entrepris une restructuration de la section et instauré des changements pour en faire une organisation axée sur les résultats et tirant parti des meilleures pratiques du secteur privé.

Près de six ans plus tard, les résultats sont étonnants. Avec 36 nouveaux complexes d'ambassade achevés au cours de cette période, 40 projets en cours et quatre complexes d'ambassade prévus dont les contrats doivent être adjugés avant la fin de l'année, l'OBO s'est mué en une organisation axée sur les résultats et focalisée sur la responsabilité, la

performance, la crédibilité et la discipline.

L'un des facteurs clés de ce progrès a été la création d'un partenariat robuste entre l'OBO et l'industrie de la construction. La Journée de l'industrie de l'OBO, innovation déjà vieille de cinq ans, a acquis une grande popularité dans le secteur privé comme dans les milieux gouvernementaux. Cette manifestation d'un jour à l'origine s'est développée pour devenir une rencontre d'appariement de deux jours, le deuxième étant consacré à des rencontres individuelles entre des représentants du gouvernement et de l'industrie. Elle réunit un groupe particulièrement dynamique où sont mis en présence promoteurs, entrepreneurs, consultants, fonctionnaires gouvernementaux et architectes.

L'OBO a également agi résolument pour définir des tailles de bâtiments et des paramètres de conception standardisés, ce qui s'est traduit par des conceptions architecturales elles-mêmes standardisées et par un plafonnement des coûts de construction. Ces nouveaux bâtiments sont adaptés aux exigences spécifiques des postes où ils sont implantés et ils autorisent des économies significatives de coûts et de temps. Selon cette formule, on distingue quatre catégories de bâtiments d'ambassade et de coûts : super-petits, petits, moyens et grands. Les bâtiments super-petits sont généralement d'une superficie de moins de 3 000 m² bruts et d'un coût d'environ 31 millions de dollars à la construction. Les petits bâtiments font de 3 000 à 4 300 m² bruts et coûtent environ 52 millions de dollars. Les bâtiments de taille

moyenne sont généralement de 4 300 à 7 400 m² bruts et coûtent quelque 75 millions de dollars. Les grands bâtiments font de 7 400 et 11 300 m² bruts et coûtent généralement environ 97 millions de dollars. En 2005, le général Williams a présenté sa méthode dite « Nouvelles façons de penser, nouvelles façons de construire », qui repose sur ce que l'on a appelé les « 20 conseils Williams pour la gestion des programmes ». Il s'agit de 20 concepts soigneusement formulés qui affinent judicieusement le processus de planification et d'exécution des projets (analyse, contrôle, mesure). Résolu à améliorer sa façon de procéder, l'OBO s'est conformé au modèle « Six Sigma » et a entrepris d'adopter des concepts de « gestion allégée »,

pour nous permettre de réduire le gaspillage, d'améliorer l'enchaînement des opérations, d'identifier les valeurs, de gérer le flux des valeurs et d'accroître la souplesse des processus.

Ces techniques de gestion améliorées, appliquées par un personnel professionnel dévoué, assureront la bonne exécution des programmes qui doteront le département d'État des plates-formes matérielles dont il a besoin pour progresser en vue de la réalisation de ses objectifs de diplomatie transformatrice. ■

<http://www.state.gov/obo/>

Les employés locaux du service diplomatique sont le pont qui unit l'Amérique aux autres pays

Bureau des ressources humaines



Département d'État des États-Unis

Chairin Ma'Roef (à droite) explique les principes de la microscopie à immunofluorescence, tandis que l'ambassadeur John Lange observe des virus de la grippe au Laboratoire d'isolation virale des services de recherche médicale de la Marine américaine à Djakarta (Indonésie).

Les employés locaux du service diplomatique des États-Unis, les Foreign Service Nationals, ou FSN, constituent la majorité des quelque 42 000 personnes recrutées localement qui font partie du personnel affecté à plus de 250 ambassades et consulats des États-Unis. Ils exercent des fonctions indispensables en vue de l'exécution des programmes de politique étrangère, ainsi que des fonctions accessoires, et apportent les connaissances et la compréhension de la culture et de la situation locales si nécessaires à la conduite de la diplomatie « transformatrice » de l'Amérique. Outre le département d'État des États-Unis, tous les organes officiels américains représentés à l'étranger, notamment le ministère de l'agriculture, le Bureau du représentant des États-Unis au commerce extérieur et le Centre épidémiologique fédéral (CDC) font largement appel aux FSN. La continuité qu'ils apportent, leurs connaissances, leurs spécialisations et leur riche réseau de contacts locaux

ont une valeur inestimable. Ce sont les FSN qui forment le pont jeté par l'Amérique vers les autres nations du monde.

La communauté des FSN est un élément inséparable de la diplomatie dite « transformatrice » des États-Unis de par le monde. Au fil des ans, dans de nombreuses régions du globe et sur tous les continents, les FSN employés dans les ambassades américaines ont contribué à la propagation des idéaux et au renforcement des institutions de la démocratie. Les bibliothèques et les centres culturels implantés dans les pays peu ouverts vers l'extérieur, par exemple, sont des refuges où les lecteurs ont accès librement et gratuitement à un vaste éventail d'idées et d'opinions. Leur personnel local organise régulièrement des groupes d'étude et

des débats sur la démocratie ; il enseigne l'anglais et les techniques de recherche sur Internet et facilite la recherche érudite. Les FSN travaillent en étroite collaboration avec leurs divers « clients », qui comprennent aussi bien des étudiants universitaires que des magistrats à la Cour suprême. Comme l'a noté le secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, « Il n'est pas de plus haute vocation que celle qui consiste à aider les autres à satisfaire leurs aspirations à une vie meilleure, à un avenir plus démocratique et à un monde plus pacifique ».

Les FSN sont également actifs dans cet autre domaine important qu'est le développement économique, domaine que beaucoup d'entre eux trouvent particulièrement gratifiant et dans lequel ils mènent des activités qui contribuent à la réussite économique de leur pays ainsi qu'à l'expansion du marché mondial. Une FSN économiste en poste à Praia, par exemple, a mis à profit ses connaissances pour aider le Cap-Vert à accroître



Andrew McClearn, ambassade des États-Unis à Mexico

Victor Ponce, FSN à Mexico, trie les demandes de visas avant l'envoi de celles-ci au Centre consulaire du Kentucky où elles seront traitées.

ses exportations de produits textiles finis, qui ont été multipliées par six en l'espace d'un an, créant ainsi 600 emplois dans son pays.

Savants et chercheurs FSN jouent un rôle clé en matière de coopération scientifique mondiale. La grippe aviaire et le VIH/sida ne sont que deux des multiples problèmes mondiaux que les employés étrangers des services diplomatiques américains s'attachent à résoudre avec leurs homologues locaux. C'est ainsi qu'une FSN estonienne s'est employée, en étroite coopération avec ses collègues américains, à convaincre les autorités gouvernementales que le VIH/sida constituait une menace aussi grave dans son pays qu'ailleurs. Grâce à ses efforts, l'Estonie est devenue le premier pays de la région à se voir octroyer une subvention de 10 millions de dollars par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

De même, au niveau local, un préposé à l'entretien de l'Ambassade des États-Unis au Mozambique a fondé une troupe de théâtre ambulante qui présente des sketches sur le VIH/sida dans les écoles et les entreprises privées. Ces représentations se terminent par des débats francs et ouverts avec des spécialistes américains de la santé. Les sourires, les rires et les regards pensifs que l'on observe dans le public de ces spectacles itinérants sont autant de preuves de la portée des messages véhiculés.

Lorsque les ressortissants américains font face à des difficultés à l'étranger - accident ou perte de passeport par exemple - c'est souvent à un FSN qu'ils ont d'abord affaire à l'ambassade ou au consulat des États-Unis. Les

FSN attachés aux consulats aident chaque année plus d'un million d'Américains auxquels ils fournissent divers services, depuis le remplacement d'un passeport jusqu'à l'aiguillage vers les établissements de soins de santé locaux et une aide pour faciliter le retour des enfants victimes d'enlèvement. Lorsque les tsunamis ont déferlé sur l'Asie du Sud-Est en décembre 2004, les FSN se sont courageusement portés à l'aide des nombreux visiteurs américains présents dans leur pays. Malgré le chaos, les dangers ou les difficultés de déplacement, ils ont été nombreux à se rendre dans les zones frappées par la catastrophe pour immédiatement établir une présence visible des services consulaires américains et offrir une aide de premier plan aux ressortissants américains en détresse. Ils ont ainsi assuré le transport de ceux-ci vers les hôpitaux, les ont nourris, leur ont fourni des vêtements et ont même généreusement accueilli chez eux certains des voyageurs démunis.

Dans le même temps, ces FSN ont déployé des efforts considérables pour venir en aide à leur propre communauté et ont joué un rôle crucial dans la riposte mondiale à la catastrophe qu'ont été les tsunamis de 2004, qui a été la plus grande opération de secours humanitaire de l'histoire. Ils ont assuré la coordination entre les donateurs, les autorités publiques et les autres missions diplomatiques; organisé des campagnes de dons de sang et le transport des employés qui faisaient un don de sang jusqu'aux hôpitaux locaux; et contribué au chargement



Département d'État des États-Unis

Des FSN de Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) et de Podgorica (Monténégro) participent à la finale d'un tournoi de football en salle hébergé par l'ambassade des États-Unis à Belgrade (Serbie). Les autres équipes participant au tournoi venaient de Belgrade, de Budapest (Hongrie), de Zagreb (Croatie) et de Sofia (Bulgarie). C'est Podgorica qui a remporté la victoire 2-1.

de camions entiers d'aliments, de vêtements et de médicaments.

La communauté des 42 000 FSN est unique en son genre et ses membres ne ménagent aucun effort pour s'entraider et nouer des liens au-delà des frontières nationales. Les FSN de l'ambassade des États-Unis de Belgrade illustrent bien les qualités de cette communauté. Ils ont organisé récemment un tournoi de football en salle pour les équipes de FSN de toute la région, initiative qui a remporté un tel succès qu'ils prévoient d'en faire une manifestation annuelle.

Les FSN se soutiennent également entre eux lorsqu'ils connaissent eux-mêmes de graves difficultés. De toutes les parties du monde, ils ont envoyé leur aide à ceux d'entre eux qui avaient été touchés par le tremblement de terre au Pakistan, par la guerre au Libéria, et par les ravages d'un ouragan en Haïti. Outre l'aide fournie à leurs collègues après les attaques terroristes de Djeddah, de Nairobi et de Dar es Salam, les FSN de la communauté mondiale sont

également venus au secours de 70 des leurs qui avaient perdu leur logement et tous leurs biens lors des troubles civils à Harare (Zimbabwe). Cette solidarité ne date pas d'hier et déjà en 1983, après l'attentat à la bombe de la caserne des Marines américains à Beyrouth, des FSN en poste dans des lieux aussi éloignés que le Salvador avaient fait des dons à l'intention des familles des FSN tués ou blessés. Le Fonds de secours aux FSN, alimenté par des contributions de FSN et d'Américains, a alloué plus de 300 000 dollars à des employés locaux du service diplomatique des États-Unis dans plus de 20 pays.

Les FSN sont le ciment qui tient nos ambassades. Ces employés recrutés localement font partie intégrante de notre équipe diplomatique car eux seuls connaissent les meilleurs moyens de jeter les ponts qui permettent aux Américains d'accéder à l'environnement culturel et politique de leurs pays respectifs. ■

<http://www.state.gov/m/dgbr/>

Les questions liées à la politique régionale et bilatérale

Bureau du sous-secrétaire d'État aux affaires politiques



R. Nicholas Burns

Département d'État des États-Unis/Janine Sidés

Le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, M. R. Nicholas Burns, est le numéro trois dans la hiérarchie du département d'État et son diplomate de carrière le plus chevronné. Il est chargé de la gestion quotidienne des questions liées à la politique régionale et bilatérale et de la supervision des Bureaux Afrique, Asie de l'Est et Pacifique, Europe et Eurasie, Proche-Orient, Asie du Sud et centrale, et Hémisphère occidental, ainsi que du Bureau chargé des questions liées aux organisations internationales et du Bureau chargé des questions liées à la lutte internationale contre les stupéfiants et à l'application de la loi.

Les secrétaires d'État adjoints chargés des différents bureaux rendent compte de leurs activités au sous-secrétaire d'État et guident l'action des missions diplomatiques des États-Unis relevant de leur compétence régionale. Ils sont appuyés par des sous-secrétaires d'État adjoints, des directeurs de bureaux, des cadres-gestionnaires et des chefs de section régionale. Ces hauts fonctionnaires œuvrent en étroite coopération avec les ambassades et les consulats américains à l'étranger et avec les ambassades de pays étrangers à Washington. Le travail des bureaux géographiques a été présenté dans le numéro de septembre 2006 de l'eJournal USA intitulé La politique étrangère des États-Unis au XXI^e siècle : Questions régionales.

Cette section de la revue est consacrée au Bureau chargé des questions liées aux organisations internationales et au Bureau chargé des questions liées à la lutte

internationale contre les stupéfiants et à l'application de la loi.

Le Bureau chargé des questions liées aux organisations internationales (IO) élabore la politique du gouvernement des États-Unis qui doit être appliquée au sein de l'ONU et de ses organismes affiliés et au sein de certaines autres

organisations internationales. Ce bureau pratique ce que l'on appelle une diplomatie multilatérale pour promouvoir et défendre les nombreux intérêts du peuple américain qui se chevauchent. Il œuvre également en faveur d'une gestion efficace au sein des organisations internationales.

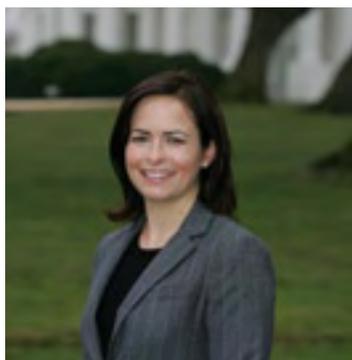
Le Bureau chargé des questions liées à la lutte internationale contre les stupéfiants et à l'application de la loi (INL) conseille le gouvernement des États-Unis sur l'élaboration de sa politique et des programmes destinés à combattre le trafic international des stupéfiants et la criminalité. Les programmes de l'INL visent à la réalisation des objectifs stratégiques du département d'État, à savoir minimiser l'introduction de drogues illicites aux États-Unis et atténuer au maximum l'impact de la criminalité internationale sur les États-Unis et leurs ressortissants. Les programmes de lutte contre la drogue et le crime soutiennent également la guerre contre le terrorisme en fournissant des appuis aux institutions de la justice pénale et de la police des pays étrangers chargées de mener à bien la lutte contre le terrorisme. ■

<http://www.state.gov/pl>

La collaboration avec les organisations internationales

Kristen Silverberg

Secrétaire d'État adjointe pour les affaires liées aux organisations internationales



Kristen Silverberg

Département d'État des États-Unis

Le Bureau chargé des Affaires liées aux organisations internationales a été créé par le secrétaire d'État, M. Dean Acheson, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre des efforts

déployés par les États-Unis pour faire face à l'émergence d'un nouvel ordre international. Il a été conçu pour gérer les relations des États-Unis avec l'Organisation des Nations unies, récemment fondée par les États-Unis et leurs alliés pour, comme l'énonce la charte de l'organisation, « maintenir la paix et la sécurité internationales [...] développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et [...] réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique,



© AP Images/Tatan Syuflana

Un soldat indonésien dit au revoir à son fils avant le départ de son unité part pour le Liban dans le cadre d'une mission de maintien de la paix des Nations unies en novembre 2006.

social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ».

Les fondateurs des Nations unies, notamment les États-Unis, pensaient que cette nouvelle institution pourrait jouer un rôle central et appuyer l'expansion de la liberté de par le monde. Dans notre monde de l'après 11 septembre, où le terrorisme, l'intolérance et la haine menacent les États-Unis et de nombreux autres pays, il est plus important que jamais que l'Organisation des Nations unies réponde aux grands espoirs que leurs créateurs ont investis en elle. Comme l'a noté le président George Bush dans son second discours d'investiture, « la survie de la liberté dans notre pays dépend du succès de la liberté dans d'autres pays ». Le président a engagé les États-Unis à « encourager l'essor des mouvements et des institutions démocratiques dans tous les pays et dans toutes les cultures ». Mais c'est là un effort historique que nous ne saurions entreprendre seuls. En conséquence, la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, a encouragé tous le personnel du département d'État à « œuvrer avec nos nombreux partenaires du monde entier de manière à édifier et à soutenir les États démocratiques et bien gouvernés qui savent répondre aux besoins de leur peuple et se comporter de manière responsable au sein du système international ».

Mon bureau travaille avec 82 organisations et programmes internationaux pour promouvoir la paix et la sécurité internationales, répandre la liberté et défendre les droits de l'homme, encourager le développement par le commerce et la libre-entreprise, et lutter contre la pauvreté et la maladie, apportant ainsi une contribution importante à cet effort. En ma qualité de secrétaire d'État adjointe, j'ai sous mes ordres 469 éminents diplomates américains, ici à Washington ainsi que dans nos postes de New York, Paris, Rome, Genève, Vienne, Montréal et Nairobi, qui s'emploient quotidiennement à résoudre certains des

problèmes de politique étrangère les plus fondamentaux auxquels notre pays est confronté.

Paix et sécurité

En tant que l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, les États-Unis jouent un rôle crucial dans chacune des grandes actions du conseil. Au cours de l'année écoulée, ils se sont trouvés à la tête des efforts déployés par cet organisme pour imposer des sanctions à la Corée du Nord en réponse aux programmes d'armement nucléaire et de missiles de ce pays (résolutions 1718 and 1695), prendre des mesures pour faire face à la crise humanitaire au Darfour (résolution 1706), exiger que la Syrie respecte la souveraineté et l'intégrité du Liban et que le gouvernement iranien abandonne la poursuite du développement d'armes nucléaires (résolution 1696). Cette année, le Bureau chargé des affaires liées aux organisations internationales a également œuvré au sein du Conseil de sécurité pour renouveler le mandat du Comité 1540, qui supervise la mise en œuvre des obligations imposées par le conseil à tous les États membres des Nations unies de mettre un terme à la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs (résolution 1673). Les comités



UN Photo/Sophia Paris

La Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) participe à la distribution d'une aide humanitaire d'urgence après le passage dans ce pays d'une tempête dévastatrice durant laquelle plus de 1 500 personnes sont mortes et 900 ont disparu.

antiterrorisme du conseil ont poursuivi leur travail pour aider les États membres à renforcer leurs capacités dans ce domaine et à prévenir l'acheminement de ressources au profit d'individus et d'entités ayant des rapports avec Al-Qaïda et les talibans. Sur l'initiative des États-Unis, le Conseil de sécurité a convenu pour la première fois d'inscrire la question de la Birmanie à l'ordre du jour, attirant ainsi une attention internationale accrue sur la gravité des violations des droits de l'homme et de la situation humanitaire dans ce pays et sur les risques que cela comporte pour la paix et la stabilité régionales. Enfin, les États-Unis ont coopéré avec d'autres membres du conseil pour élire le nouveau secrétaire général qui dirigera les Nations unies pendant les cinq années à venir.

États en situation d'échec et maintien de la paix

Les États-Unis se sont également attachés à remettre les États en situation d'échec sur la voie du relèvement en appuyant les activités de maintien de la paix de l'ONU, ses interventions humanitaires et ses efforts de stabilisation en phase de post-conflit. Les Nations unies ont déployé plus de 80 000 soldats et officiers de police et plus de 15 000 civils dans le cadre de 18 missions de maintien de la paix de par le monde, en vue d'assurer la stabilité et la paix dans des situations où les solutions locales ou régionales sont inopérantes et où un engagement militaire des États-Unis n'est pas approprié. Le Bureau chargé des affaires liées aux organisations internationales a aussi collaboré étroitement au cours de l'année écoulée avec le Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies pour définir la riposte de l'organisation aux attaques du Hezbollah contre Israël, promouvoir la sécurité dans des pays tels qu'Haïti et appuyer la transition qui mène d'un conflit armé intérieur à la gouvernance démocratique dans des pays tels que le Liberia et la République démocratique du Congo.

Les États-Unis ont également œuvré au sein de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité pour soutenir la fondation de la Commission de consolidation de la paix des Nations unies, qui a pour mandat d'aider les pays à s'orienter sur la voie du relèvement à long terme au lendemain de guerres civiles ou de catastrophes naturelles.



© AP Images/Marcelo Hernandez

Un groupe d'enfants se précipite pour recevoir de la nourriture dans le camp de réfugiés de New Hope établi à Nabuangongo, à 20 km au nord-est de Luanda (Angola), en 2002. Depuis cette date, de nombreux réfugiés ont pu rentrer chez eux. Le gouvernement américain intervient avec les Nations unies et d'autres organisations internationales pour fournir des vivres aux réfugiés et aider à les rapatrier.

Démocratie et droits de l'homme

Par ailleurs, les États-Unis sont actifs dans le cadre d'institutions multilatérales pour défendre les droits de l'homme et attirer l'attention internationale sur les atteintes graves à ces droits. Au sein de la Troisième Commission de l'Assemblée générale, nous avons appuyé cette année l'adoption de résolutions sur la situation critique des droits de l'homme en Biélorussie, en Birmanie, en Corée du Nord et en Iran. Nous avons dénoncé, avec d'autres partenaires, le recours au viol en tant qu'instrument de terreur par les forces armées birmanes. Nous avons fait figure de chef de file pour souligner les dangers de l'antisémitisme. Et nous avons, à l'Assemblée générale, appelé les autres pays à agir pour accroître la participation des femmes à la vie politique.

Nous intervenons également au sein d'organisations internationales pour fournir une assistance technique à ceux qui œuvrent en faveur des droits de l'homme et de

la démocratie. En 2004, le président Bush a proposé la création d'un Fonds des Nations unies pour la démocratie qui, à ce jour, a attribué des subventions à 125 entités, notamment au Centre international pour la transition démocratie (Hongrie) et au programme « I KNOW Politics » qui fait usage de l'internet pour encourager la participation des femmes à la politique.

Développement et secours humanitaires

Les États-Unis, qui sont le plus grand donateur mondial d'aide publique au développement (APD), font don de 500 millions de dollars par an aux Nations unies au titre de l'ADP. En partenariat avec divers organismes onusiens, ils s'attachent à élargir l'appui en faveur de politiques et de valeurs qui soutiennent le développement, une croissance économique saine et la réduction de la pauvreté. C'est ainsi qu'en 2005, par exemple, le Bureau



WFP/Marco Selva

Durant une visite au Mali, en décembre 2006, l'ambassadeur Gaddi Vasquez, représentant des États-Unis auprès de la FAO à Rome, montre aux journalistes les réserves de vivres dans un des entrepôts de l'organisation.

chargé des affaires liées aux organisations internationales a négocié le Document final du Sommet mondial 2005 des Nations unies, qui a réaffirmé que le développement dépend du commerce et de l'investissement privé, lesquels dépendent à leur tour de la bonne gouvernance, de l'état de droit, de la liberté et du respect des droits de l'homme.

Les États-Unis apportent en outre leur appui aux fonds et programmes suivants :

- **Le Programme alimentaire mondial (PAM)**, qui aide à nourrir chaque année 100 millions de personnes dans plus de 80 pays. Principaux supporters du PAM depuis sa fondation, les États-Unis continuent de fournir près de la moitié des ressources du programme. Nous œuvrons aussi par l'entremise de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour contribuer aux progrès de l'agronomie et des politiques agricoles, au bénéfice de nombreuses économies en développement qui restent fondamentalement agraires ;
- **Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)**, qui aide à nourrir, vacciner, éduquer et

protéger les enfants de quelque 157 pays ;

- **Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)**, principal organisme onusien de développement, qui intervient dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de la gouvernance démocratique, de la prévention des crises et du relèvement, de l'environnement et de la prévention et du traitement du VIH/sida. Les États-Unis sont, de longue date, l'un des grands donateurs du PNUD auquel ils contribuent plus de 100 millions de dollars par an ;
- **Le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT)**, qui s'attache à relever les défis liés au fait que plus de 90 % de la population mondiale vivront en milieu urbain d'ici 2020 et qu'un citadin sur trois vit aujourd'hui dans un taudis ;
- **Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)**, qui traite des problèmes environnementaux qui dépassent les frontières nationales et qui risquent d'affecter la santé et la prospérité de la population américaine. Les États-Unis appuient les programmes centraux du PNUE : alerte rapide et évaluation des menaces environnementales, programme des mers régionales, renforcement des capacités en matière de gouvernance démocratique dans les pays en développement, et programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres.

En ces temps dynamiques et porteurs de défis pour la diplomatie multilatérale, les États-Unis ont su s'associer de manière efficace à leurs homologues de la communauté internationale pour promouvoir l'avènement d'un monde plus libre, plus sûr et plus prospère. Et ils sont déterminés à renforcer leurs partenariats avec les organisations internationales au cours des années à venir. ■

<http://www.state.gov/p/oi/>

La lutte contre la criminalité internationale

Anne Patterson

Secrétaire d'État adjointe pour la lutte internationale
contre les stupéfiants et l'application de la loi



Anne Patterson

Département d'État des États-Unis

Les narco-trafiquants internationaux, les agissements des groupes criminels organisés transnationaux et des groupes terroristes et l'absence d'une règle de droit institutionnalisée sont autant de menaces qui pèsent sur les Américains

chez eux, sur les intérêts des États-Unis à l'étranger et sur les alliés de ce pays aux quatre coins du monde. Aucun pays ou société n'est à l'abri et la lutte contre ces menaces est un élément essentiel des autres objectifs communs tout aussi importants que sont la sécurité, la santé publique, le développement économique et, surtout, la généralisation de la vraie démocratie et du respect des droits de l'homme.

Grâce aux fonds que le Congrès des États-Unis a alloués au Bureau du département d'État chargé des questions liées à la lutte internationale contre les stupéfiants et à l'application de la loi (INL), nous avons mis en œuvre des programmes d'une valeur de plus de 2 milliards de dollars, géré tout un éventail de programmes dans plus de 100 pays et participé aux initiatives régionales et mondiales en vue de lutter contre les cultures illicites, le trafic et la consommation de drogues et fourni des appuis aux institutions des pays hôtes. Les programmes de l'INL portent également sur le renforcement des capacités institutionnelles des forces de police et de l'appareil sous-tendant la justice criminelle dans les démocraties émergentes de par le monde, créant ainsi tout un réseau

de partenaires en matière de lutte contre la criminalité internationale organisée.

La majeure partie de l'aide extérieure est allouée dans ce domaine par l'entremise de deux programmes administrés par l'INL : l'Initiative de lutte contre la drogue dans les Andes (ACI), qui porte sur plusieurs années, et l'application, en collaboration avec nos partenaires internationaux, de la politique et des programmes qui visent à juguler le trafic de la drogue en Afghanistan et à instaurer l'état de droit dans ce pays ainsi qu'en Irak. La lutte contre les précurseurs chimiques des stupéfiants et contre les stimulants de type amphétamines est le troisième grand domaine d'activité de l'INL, en riposte au problème



Photo de la U.S. Navy par Jose Lopez, spécialiste des communications de masse de 2e classe.

Bâtiment de la Marine péruvienne passant sous le Pont des Amériques, au Panama, alors qu'il se prépare à participer à des manœuvres multinationales auxquelles prennent part les États-Unis et des pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Ces manœuvres visent à former une force multinationale à l'exécution de contre-mesures en surface, aériennes et de déminage, ainsi qu'à la détection, à la surveillance et à l'interception de vaisseaux.



© AP Images

Ouvriers et agents de sécurité observent la destruction d'un champ de pavots à opium dans la province de Nangarhar, à l'est de Kaboul (Afghanistan), en mars 2006. Selon un responsable américain de la lutte antidrogue, les pavots d'Afghanistan seront traités aux herbicides pour lutter contre le commerce de l'opium et de l'héroïne qui a atteint des niveaux record en 2006.

mondial de l'addiction aux amphétamines qui se répand à une vitesse alarmante. Soucieux de lutter contre la toxicomanie sur tous les fronts, l'INL s'emploie également à réduire la demande.

L'Initiative de lutte contre la drogue dans les Andes

Pratiquement toute la cocaïne du monde ainsi que la majorité de l'héroïne illicite introduite aux États-Unis proviennent de la région andine. L'ACI, programme de portée régionale visant à réduire la production et le trafic de ces deux drogues, cible la Colombie, le Pérou, la Bolivie, l'Équateur, le Brésil, le Panama et le Venezuela. Un facteur qui vient compliquer la lutte antidrogue est la relation symbiotique qui unit les narcotrafiquants et les organisations terroristes internationales, qui sont parvenues à prendre le contrôle de certains territoires au sein de nations souveraines qui s'efforcent de généraliser la primauté du droit. Malgré ces graves problèmes, des progrès notables ont été réalisés.

Pour réussir dans cette entreprise, il faut judicieusement doser la sensibilisation aux dangers de la drogue, l'élimination des cultures illicites de plantes psychotropes, les mesures d'interdiction, l'application des lois, la prévention et les traitements, et aussi apporter des moyens d'existence de substitution aux anciens cultivateurs de coca réformés. L'expérience montre que

les programmes qui portent sur la fourniture de nouveaux moyens d'existence s'avèrent les plus efficaces lorsqu'ils s'accompagnent d'un vigoureux effort d'élimination, tant forcée que volontaire. Ces dernières années, les États-Unis ont alloué près de 280 millions de dollars d'aide aux fins d'un développement reposant sur des solutions de remplacement rien qu'en Colombie, pays qui produit 90 % de la cocaïne introduite aux États-Unis. Au milieu des années 1990, la Colombie était sur le point de succomber à une campagne de violence menée par les cartels de la drogue et les groupes terroristes, dont certains se livraient également au trafic de la drogue. La production de cocaïne s'est stabilisée ces dernières années; la violence politique a diminué; la sécurité publique s'est améliorée; et l'économie colombienne a connu une reprise telle que la Banque mondiale l'a récemment décrite comme offrant un climat propice à l'investissement, ce qui constitue pour le pays un remarquable redressement.

La guerre n'est cependant pas finie, tant s'en faut. Bien que les estimations des Nations unies indiquent que la Colombie, le Pérou et la Bolivie ont réduit leurs cultures de coca ces cinq dernières années, les pays andins doivent redoubler d'efforts pour parvenir à une réduction permanente des cultures illicites dans la région. Les tendances récentes, tout particulièrement en Bolivie, indiquent que les succès remportés pourraient être remis en cause. Les États-Unis s'opposent aux efforts du gouvernement Morales visant à trouver des usages dits commerciaux pour la cocaïne illicite, ce qui va à l'encontre des engagements pris par la Bolivie au titre des grandes conventions des Nations unies en matière de lutte contre la drogue. Nous craignons fort qu'un accroissement de la culture du coca ne se traduise par un accroissement inévitable de la production de cocaïne.

Maîtrise de la production du pavot à opium et de l'héroïne en Afghanistan

L'Afghanistan est le premier producteur mondial d'opiacés illicites, avec près de 92 % de la production mondiale; sa production a atteint, pour 2006, une valeur à l'exportation estimée à 3,1 milliards de dollars, soit près de 50 % de son PIB. La valeur dans la rue de l'héroïne et de l'opium est, à l'évidence, considérablement multipliée par rapport à ce chiffre. Le problème de l'opium afghan est bien plus qu'un problème de stupéfiants pour nous et pour la région. Comme en Colombie, la culture, la production et le trafic des opiacés ont une influence



© AP Images/Lee Jin-man

Des agents des garde-côtes japonais inspectent un bateau de narcotrafiants au cours de manœuvres du Forum des garde-côtes du Pacifique nord, à Busan (Corée du Sud) en juin 2006. Participaient à ces manœuvres des membres des services des garde-côtes de la Corée du Sud, du Japon, des États-Unis, de la Chine, du Canada et de la Russie.

déstabilisatrice, influence particulièrement dangereuse dans une démocratie émergente comme l'Afghanistan, un pays à la stabilité précaire. Le maintien du soutien à la lutte contre la drogue en Afghanistan est une composante essentielle de la politique américaine et internationale dans le pays ; il est directement lié au succès du développement économique de la nation, de l'instauration de l'état de droit et de processus démocratiques, et de l'opposition à une résurgence des talibans susceptible de provoquer une grave déstabilisation régionale.

En décembre 2005, le gouvernement afghan a jeté les bases juridiques de la lutte contre les drogues illicites en adoptant une loi générale anti-drogue. Cette loi criminalise toutes les formes de trafic des stupéfiants et prévoit des sanctions pour de nombreux délits en rapport avec les stupéfiants, tels que le blanchiment d'argent, la corruption

et les délits accompagnés de violence. Elle établit également un cadre juridique approprié pour les procédures modernes d'enquêtes et de poursuites judiciaires que nécessite la lutte contre le trafic des stupéfiants en Afghanistan. L'application de la loi exige une collaboration sans précédent de nos partenaires internationaux et du gouvernement afghan aux fins de la mise en œuvre et du perfectionnement d'une stratégie reposant sur cinq piliers : 1) une diffusion efficace de l'information auprès du public ; 2) des moyens d'existence de substitution pour offrir des alternatives économiques à la culture du pavot ; 3) une réforme de la police et de la justice pour appuyer les efforts afghans aux stades de l'appréhension, des poursuites et du châtiement des trafiquants et des fonctionnaires jugés coupables de corruption ; 4) des mesures de répression policière ; et 5) l'éradication de la culture du pavot, avec



© AP Images/Apichart Weerawong

Deux fonctionnaires thaïlandais préparent des ballots de drogues pour une cérémonie de destruction dans le centre de la Thaïlande, le 26 juin 2006, à l'occasion de la Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues.

notamment une composante dissuasive avant la plantation. La gravité du problème du pavot à opium en Afghanistan est telle que sa résolution exige un engagement à long terme de la part de toute la communauté internationale.

État de droit en Irak

Notre programme relatif à la justice pénale en Irak continue d'appuyer la création des institutions policières, judiciaires et correctionnelles qui

soutiennent l'état de droit et la gouvernance démocratique dans ce pays. Durant l'automne 2003, l'INL a établi une académie de police près d'Amman (Jordanie), le Centre international de formation de la police de Jordanie (JIPTC), qui fait appel à une soixantaine de formateurs ressortissants de 16 pays. Depuis sa fondation, plus de 15 600 recrues y ont reçu la quasi-totalité de leur formation. Des formateurs financés par l'INL ont également joué un rôle clé pour accroître les programmes de formation dans des locaux réaménagés du ministère de la défense à Bagdad et dans 12 centres régionaux construits par l'INL qui ont formé plus de 14 000 officiers de police. Outre la formation de nouvelles recrues, l'INL a également dispensé une formation pour la transition et l'intégration de quelque 34 000 officiers de police en poste, dont beaucoup ne possédaient pratiquement pas de connaissances professionnelles ou des connaissances dépassées. Un autre groupe de 12 000 officiers de police a bénéficié d'une formation avancée et spécialisée. Dans le cadre du suivi nécessaire à assurer sur le terrain, l'INL a affecté en Irak 500 conseillers et moniteurs de police, mais leur intervention pratique a été limitée par les problèmes de sécurité. Dans le secteur de la justice, l'INL a dispensé une formation à 175 juges et a apporté son aide à la réouverture du Tribunal pénal central de l'Irak, où sont aujourd'hui jugées les affaires de terrorisme. Enfin,

les conseillers américains ont fourni une formation de base à plus de 2 000 gardiens de prisons et ils fournissent une formation sur le tas dans divers établissements pénitentiaires dispersés dans tout le pays.

Lutte contre les drogues de synthèse

Les Nations unies ainsi que d'autres sources fiables signalent que la consommation de métamphétamines et de substances toxiques analogues, telles que l'ecstasy, constitue un problème d'une ampleur croissante dans le monde entier, y compris aux États-Unis. Ce fait a incité le Bureau de la Maison-Blanche chargé de la politique nationale en matière de lutte contre la drogue (ONDCP) à lancer cette initiative novatrice qu'est la Stratégie américaine de lutte contre les drogues de synthèse. En mars 2006, l'INL a œuvré avec la Commission sur les stupéfiants des Nations unies pour que cet organisme adopte une résolution conçue pour améliorer la surveillance internationale des précurseurs clés employés dans la production des drogues de synthèse et pour prévenir leur emploi détourné à des fins illicites. Le même mois, le Congrès a adopté le projet de loi en faveur de la lutte contre l'épidémie de métamphétamines, qui renforce la surveillance par les États-Unis des flux internationaux de précurseurs clés et des grands exportateurs et importateurs de ces produits.

La simplicité relative de la production de métamphétamines, ainsi que les larges marges bénéficiaires dont elle est assortie, rend cette drogue débilite particulièrement séduisante pour les associations de criminels. L'INL collabore avec de nombreux pays pour les aider à exercer des contrôles sur les produits chimiques qui entrent dans la fabrication de ces substances toxiques. Notre collaboration dans ce domaine important est particulièrement bonne avec nos voisins immédiats, le Canada et le Mexique.

Réduction de la demande

Si la plupart des efforts portent sur la réduction de l'offre, l'INL œuvre également avec des gouvernements étrangers et des organisations privées pour les aider à faire face au problème de la toxicomanie, problème qui connaît une croissance rapide dans des pays qui se considéraient jusqu'alors comme essentiellement insensibles à la séduction de la drogue. Les programmes mis en œuvre portent principalement sur le partage des pratiques optimales, qui sont communiquées par le truchement de

réseaux officiels et officieux entre les pouvoirs publics et les ONG, et notamment par des centaines d'organisations islamiques actives dans les domaines de l'éducation antidrogue, de la prévention et du traitement de la toxicomanie.

Une responsabilité commune

Le problème de la drogue s'avère difficile à résoudre, mais les actions de la communauté internationale ont fait une différence. On peut mentionner à titre d'exemples la Thaïlande, le Pakistan et le Laos d'où le pavot à opium a pratiquement disparu ; les progrès sensibles qui ont été accomplis dans la lutte contre les cultures illicites dans les Andes ; l'augmentation des saisies, des arrestations et des condamnations de nombreux gros trafiquants. Par ailleurs, dans le monde entier, les jeunes comprennent mieux les périls de la consommation des drogues illicites et agissent en conséquence. L'Initiative de lutte contre la drogue dans les Andes, la lutte contre les stupéfiants en Afghanistan et les efforts communs que nous déployons pour combattre les drogues comme les méthamphétamines et contrôler les produits chimiques qui entrent dans leur fabrication nous rappellent que nous avons forgé un robuste consensus international : nous savons que le commerce des drogues menace toutes les nations et qu'une responsabilité commune nous incombe de lutter contre la culture, le trafic et la consommation des drogues illicites. L'INL a œuvré avec le Congrès pour financer la visite à Kaboul de spécialistes colombiens de la lutte antidrogue afin qu'ils y rencontrent leurs homologues afghans et qu'ils partagent leur savoir-faire. Partager les informations qui aident les pays à réagir promptement à des problèmes qui ne sont pas uniques est une composante extrêmement importante de notre tâche.

Conformément à l'appel lancé dans le rapport annuel de 2006 sur la drogue publié par les Nations unies, nous devons poursuivre notre coopération internationale afin de réduire dans des proportions appréciables la menace internationale que présentent la production, le trafic et la consommation de drogues. À cet égard, le Bureau du département d'État chargé des questions liées à la lutte contre les stupéfiants et à l'application de la loi joue un rôle essentiel dans la lutte contre le crime organisé international. Nous faisons également figure de chef de file en formulant une politique et des programmes qui permettent aux forces de l'ordre de coopérer plus facilement, de partager les informations et de s'opposer aux agissements des réseaux internationaux du crime. Et, en contribuant à la formation de nouveaux officiers de police et de spécialistes de la justice pénale en Afghanistan et en Irak, nous donnons à l'état de droit et à la démocratie la possibilité de prendre racine. ■

<http://www.state.gov/p/inl/>

Actions mondiales



© AP Images

L'ambassadeur des États-Unis en Inde David Mulford (à gauche) interviewe une ressortissante indienne qui a fait une demande de visa à la section consulaire de l'ambassade des États-Unis de New Delhi en octobre 2006.



Andrew McClearn, ambassade des États-Unis à Mexico

Amelia Alvarez, employée locale du Service diplomatique (FSN), attachée à la section des visas autres que d'immigration à l'ambassade des États-Unis à Mexico, répond aux demandes de renseignements du public.



Département d'État des États-Unis

Les responsables du Bureau de la gestion (de gauche à droite): J. Patrick Truhn, directeur du Bureau de rationalisation des effectifs des services gouvernementaux à l'étranger; Bradford R. Higgins, secrétaire adjoint du Bureau de la gestion des ressources et chef des opérations financières; Richard J. Griffin, secrétaire adjoint du Bureau de la sécurité diplomatique et directeur du Bureau des missions à l'étranger; George M. Staples, directeur général; Henrietta H. Fore, sous-secrétaire d'État pour la gestion; Rajkumar Chellaraj, secrétaire d'État adjoint pour l'administration; Ruth A. Whiteside, directrice de l'Institut du Service diplomatique; James H. Thessin, premier conseiller juridique adjoint; Maura Harty, secrétaire d'État adjointe du Bureau des affaires consulaires; James Van Derhoff, administrateur en chef de l'information, Bureau de la gestion des ressources d'information; Charles E. Williams, directeur du Bureau des biens immobiliers à l'étranger; Laurence G. Brown, directeur du Bureau des services médicaux; Marguerite Coffey, sous-directrice du Bureau chargé de la politique en matière de gestion; William H. Moser, sous-secrétaire d'État adjoint pour l'administration et la gestion logistique; Barry L. Wells, directeur du Bureau des droits civiques et responsable des questions liées à la diversité; Kim H. Nickles, agent de liaison de la Maison-Blanche au département d'État; Ann D. Greenberg, directrice du Bureau de liaison avec les familles.

Actions mondiales



© AP Images

L'ambassadeur des États-Unis en Chine Clark Randt (3^e à partir de la droite) lors de la cérémonie d'ouverture officielle du chantier de la nouvelle ambassade américaine de Pékin en février 2004. La construction doit s'achever en 2008.

Le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques R. Nicholas Burns. Ce dernier est responsable de la gestion quotidienne des questions de politique régionale et bilatérale et de la supervision des bureaux géographiques ainsi que du Bureau chargé des affaires liées aux organisations internationales et du Bureau chargé des questions relatives à la lutte internationale contre les stupéfiants et à l'application de la loi.



© AP Images



Photo U.S. Air Force, Joseph McLean, sergent technicien

À Mombasa (Kenya), le ministre d'État du Kenya pour la défense Njenga Karume (à gauche) et l'ambassadeur des États-Unis au Kenya Michael Ranneberger se rendent à une cérémonie de mise en service officielle de bateaux destinés à aider les autorités kényanes à combattre le trafic des armes et de la drogue.

Actions mondiales



Un équipage de l'U.S. Air Force au repos pendant une mission de secours organisée en décembre 2006 pour acheminer des fournitures dans la région de Dadaab (Kenya) où des crues catastrophiques avaient coupé l'accès par voie terrestre à trois camps de réfugiés.

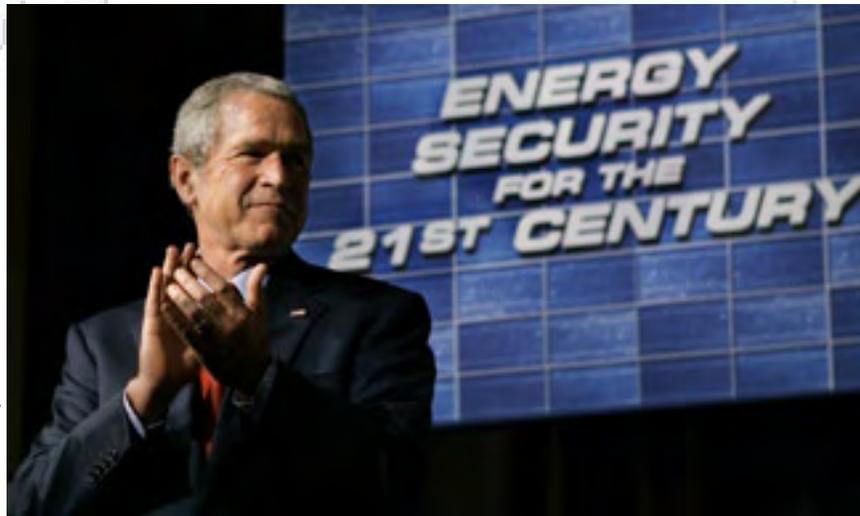
© AP Images



© AP Images

Le chef des services antidrogues de Colombie, le lieutenant-colonel Oscar Atehortua (à gauche) et le ministre adjoint de l'Intérieur d'Afghanistan pour la lutte contre les stupéfiants, le général Mohammad Daud Daud, lors d'une conférence de presse conjointe à Kaboul en août 2006. Le Bureau chargé des questions liées à la lutte internationale contre les stupéfiants et à l'application de la loi parraine de telles réunions pour appuyer la lutte contre la drogue et la criminalité.

Le président George W. Bush applaudit les efforts du Congrès lors de l'adoption du projet de loi de 2005 sur la politique énergétique, qui vise à diversifier l'alimentation en énergie des États-Unis et à réduire leur dépendance vis-à-vis des hydrocarbures étrangers.



© AP Images

Actions mondiales



© AP Images

Une Somalienne et sa fille dans un camp de réfugiés à proximité de Dadaab (Kenya). Au cours de la visite de ce camp par la secrétaire d'État adjointe pour la population, les réfugiés et la migration Ellen Sauerbrey, en 2006, un protocole sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels a été adopté.

La sous-secrétaire d'État aux affaires mondiales Paula Dobriansky (à gauche) s'entretient avec le ministre d'État du Royaume-Uni pour les changements climatiques et l'environnement Elliot Morley à l'occasion de la 10^e Conférence des parties à la Convention sur les changements climatiques qui s'est tenue à Buenos Aires (Argentine) en décembre 2004.



© AP Images



Département d'État des États-Unis

La secrétaire d'État adjointe Ellen Sauerbrey avec un groupe d'enfants du camp de réfugiés birmanes d'Umpiem Mai (Thaïlande) auquel le Bureau de la population, des réfugiés et de la migration apporte un soutien financier.



© AP Images

Le ministre du pétrole et du gaz naturel de l'Inde, Murli Deora ; le ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie du Japon, Akira Amari ; le président de la commission de développement national et de réforme de la Chine, Ma Kai ; le ministre du commerce, de l'industrie et de l'énergie de la Corée du Sud, Chung Sye-kyun ; et le ministre de l'énergie des États-Unis, Samuel Bodman, rassemblés à Pékin en décembre 2006.

Actions mondiales



Lors d'une récente visite dans l'Antarctique, la secrétaire d'État adjointe pour les océans et les affaires environnementales et scientifiques internationales Claudia McMurray a assisté à une séance d'information sur les changements climatiques et autres questions concernant l'environnement mondial qui sont actuellement à l'étude à la Station McMurdo, destination de ces scientifiques, d'autres personnels et d'une cargaison de matériel.

© AP Images



© AP Images

Cette jeune femme d'une vingtaine d'années, victime de la traite des personnes, s'est retrouvée dans un atelier clandestin confectionnant des blue-jeans. Le Bureau de surveillance et de répression de la traite des personnes aide à coordonner les efforts visant à combattre ces pratiques.



Département d'État des États-Unis

La ministre du travail Elaine Chao et le sous-secrétaire d'État adjoint pour la démocratie, les droits de l'homme et le travail Jeff Krilla représentaient les États-Unis à la conférence de l'Organisation internationale du Travail de juin 2006, lors de laquelle s'est déroulée une session spéciale sur le travail forcé en Birmanie.

Actions mondiales



La sous-secrétaire d'État des États-Unis pour la diplomatie publique et les affaires publiques Karen Hughes montre un site internet à une jeune Marocaine lors de la cérémonie d'ouverture du second « Coin américain », en juin 2006 au Maroc.

© AP Images

La secrétaire d'État adjointe pour les affaires éducatives et culturelles Dina Powell dirige le bureau du département d'État qui administre les programmes d'échanges et les programmes culturels, des activités qui figurent parmi les instruments de diplomatie publique les plus efficaces.



© AP Images



© AP Images

L'ambassadrice des États-Unis aux Émirats arabes unis Michele Sison (à gauche) s'entretient en août 2006 avec Anwar Wajdi, directeur adjoint de Dubai Ports World, lors d'une conférence de presse portant sur l'aide humanitaire des États-Unis au Liban.



© AP Images

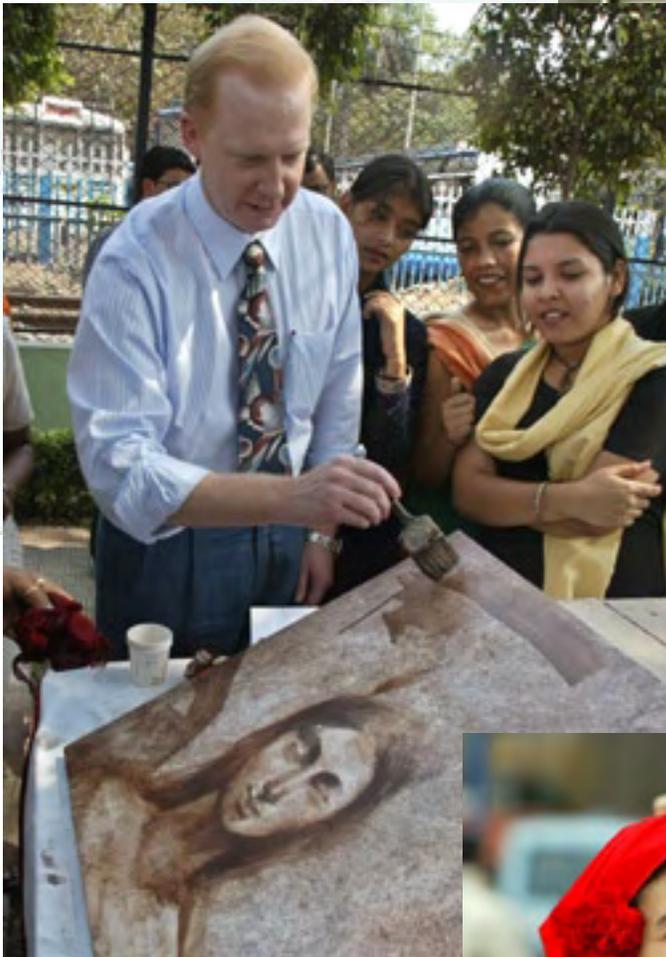
Un marin américain décharge une cargaison de fournitures de secours à l'aéroport international de Manille (Philippines) en décembre 2006. Ces dons ont été effectués pour faire face aux besoins humanitaires après le passage du typhon Durian.

Actions mondiales

Le président George W. Bush et son épouse Laura visitent un laboratoire spécialisé dans les analyses du virus de la grippe aviaire à Ho Chi Minh Ville (Viêt Nam).



© AP Images



Le consul général des États-Unis à Calcutta Henry Jardine apporte sa contribution à un tableau lors d'un atelier pour artistes peintres organisé en mars dans le cadre d'une campagne de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants.

© AP Images

Sur une place d'Istanbul, des femmes turques manifestent contre la violence à l'égard des femmes dans le cadre des activités de la Journée internationale de la femme. Le Bureau des questions féminines internationales œuvre en faveur de la participation des femmes à la vie politique et économique.



© AP Images

Actions mondiales



© AP Images/Mustafa Quraishi

(De gauche à droite) John Dooley du Bureau de la sécurité internationale et de la non-prolifération (département d'État des États-Unis), Anya Manuel et Anish Goel du département d'État des États-Unis, et Sean Eoehlbart du ministère de l'énergie se rendent au ministère des affaires étrangères de l'Inde à New Delhi, en juin 2006, pour contribuer à la formulation d'un pacte nucléaire entre les États-Unis et l'Inde de portée historique.



© AP Images/Lee Jin-man

Poignée de main du secrétaire d'État adjoint des États-Unis John Negroponte (à gauche) et du vice-ministre des affaires étrangères de la Corée du Sud Cho Jung-pyo lors d'une réunion à Séoul en mars 2007.



© AP Images/Toshiyuki Aizawa

Des membres des garde-côtes des États-Unis montent à bord d'un destroyer japonais au cours de manœuvres organisées dans le cadre de l'Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI) à la base navale de Yokosuka (Japon).

La politique économique internationale

Le Bureau du sous-secrétaire d'État chargé des affaires économiques, énergétiques et agricoles



Département d'État des États-Unis

Josette Sheeran

Mme Josette Sheeran est à l'heure actuelle sous-secrétaire d'État chargée des affaires économiques, énergétiques et agricoles. Elle est la principale conseillère économique du département d'État ; à ce titre, elle conseille la secrétaire d'État en matière de politique économique internationale et elle dirige les travaux du département d'État concernant toute une gamme de questions, dont le commerce, l'agriculture, l'aviation et les relations bilatérales avec les partenaires économiques des États-Unis.

Elle supervise un certain nombre de programmes, dont l'initiative dite « Business Building Bridges » (BBB), laquelle souligne l'importance du secteur privé dans la reconstruction de l'Afghanistan. Introduite en janvier 2006 par la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, et le président de l'Afghanistan, M. Hamid Karzai, cette initiative vise à exploiter les connaissances, la créativité, la stratégie et la bonne volonté des figures de proue des milieux d'affaires américains qui peuvent fournir une vision et des conseils stratégiques aux dirigeants afghans sur la façon de promouvoir la croissance du secteur privé en Afghanistan.

Le Bureau des affaires économiques, énergétiques et commerciales, qui est présenté dans l'article suivant par le secrétaire d'État adjoint, M. Daniel Sullivan, s'insère dans le Bureau que dirige la sous-secrétaire d'État, Mme Sheeran. Il se compose de cinq unités, chacune placée sous la responsabilité d'un sous-secrétaire d'État adjoint :

- Énergie, sanctions et produits de base
- Communications internationales et politique en matière d'information
- Financement international et développement
- Politique commerciale et programmes
- Transports

Le personnel de ce bureau a pour tâche de formuler la politique des États-Unis, d'administrer les programmes mis en place, de conduire les négociations et de représenter le département d'État au Congrès, auprès des milieux d'affaires et de l'industrie américains et au sein des organisations internationales.

Mme Sheeran a été nommée directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), poste qu'elle devrait assumer en avril 2007. ■

Encourager la prospérité économique aux États-Unis et à l'étranger

Daniel Sullivan

Secrétaire d'État adjoint chargé des affaires économiques, énergétiques et commerciales



Daniel Sullivan

Département d'État des États-Unis

Au département d'État, où nous nous servons de la diplomatie pour promouvoir la prospérité économique sur notre territoire et à l'étranger de façon à rehausser la sécurité nationale des États-Unis, le dossier de l'énergie revêt une toute nouvelle importance.

Une croissance économique mondiale sans précédent, l'apparition de nouveaux gros consommateurs d'énergie, dont la Chine et l'Inde, et les inquiétudes en matière d'approvisionnement taxent les marchés énergétiques mondiaux. La secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, a mis en relief notre volonté d'assurer l'avenir énergétique des États-Unis en veillant à ce que le département d'État soit organisé de manière à pouvoir relever ce défi.

Énergie

La prise de conscience de l'importance que revêt le dossier de l'énergie a amené le département d'État à modifier quelque peu sa nomenclature. Son principal responsable économique est aujourd'hui le sous-secrétaire d'État chargé des affaires économiques, énergétiques et agricoles, signe que le dossier de l'énergie continuera de retenir l'attention aux échelons les plus élevés. Le mot « énergie » figure désormais dans l'appellation officielle de mon bureau, ce qui focalise notre attention. Dans

le souci de faciliter la coordination entre les nombreux bureaux du département d'État qui ont trait à l'énergie (pour les affaires économiques, environnementales, régionales et autres), Mme Rice a nommé un conseiller spécial et coordonnateur chargé du dossier international de l'énergie, M. Gregory Manuel. Ce dernier veillera à ce que le département d'État collabore plus efficacement, tant au plan interne qu'avec les autres organismes fédéraux, en ce qui concerne les nombreux défis énergétiques liés à la politique étrangère.

Cette nouvelle importance appuie nos efforts visant à promouvoir les quatre éléments clés de la politique des États-Unis en matière de sécurité énergétique, à savoir la diversification des sources d'approvisionnement, la coordination avec les pays consommateurs de pétrole, le dialogue avec les exportateurs de pétrole et la réduction de la dépendance mondiale vis-à-vis du pétrole.

L'existence de sources d'énergie fiables, d'un coût raisonnable et en quantités suffisantes est indispensable à l'objectif primordial de la politique des États-Unis,



© AP Images/Lenny Ignelzi

Jim Burns, professeur d'ingénierie à la San Diego State University (Californie), est installé au volant de sa voiture hybride, dans son laboratoire sur le campus universitaire, en octobre 2005. Le tableau de bord est équipé d'un ordinateur qui surveille toutes les fonctions du véhicule. Cette voiture hybride consomme environ 3 litres aux 100 km et elle passe de 0 à 96 km/h en 4,3 secondes.



© AP Images/J. Scott Applewhite

Aux laboratoires Sandia National sis à Albuquerque (Nouveau-Mexique), le président Bush visite l'ensemble des installations du ministère de l'énergie testant la capacité de conversion de l'énergie solaire captée à l'aide de miroirs et de panneaux solaires. Il est accompagné du président de Sandia, Thomas Hunter (à gauche), et de Peter Domenici, sénateur républicain du Nouveau-Mexique.

qui est d'encourager la croissance des États-Unis et des économies mondiales. À cette fin, les États-Unis œuvrent en étroite collaboration avec les autres pays consommateurs industrialisés par le biais de l'Agence internationale de l'énergie et d'autres instances, pour ce qui touche aux questions liées aux réserves pétrolières stratégiques et à l'amélioration de l'efficacité énergétique. Nous aidons la Chine et l'Inde à se doter de politiques énergétiques sécuritaires et durables dans le cadre de divers dialogues bilatéraux et multilatéraux.

Une croissance économique soutenue

Parallèlement aux efforts qu'ils déploient en vue de sécuriser les approvisionnements énergétiques, les États-Unis poursuivent d'autres stratégies susceptibles de créer les conditions propices à une croissance économique soutenue.

En premier lieu, nous œuvrons à l'échelle mondiale de manière à encourager l'adoption de mesures rigoureuses de protection des investissements ainsi que l'ouverture de nouveaux marchés pour les exportations des États-Unis. L'économie des États-Unis est concurrentielle parce qu'elle est déjà parmi les plus ouvertes au monde. Nous tirons parti de nos exportations, qui ont progressé

de près de 60 % au cours des dix dernières années, et de nos importations, qui améliorent notre compétitivité en diminuant les coûts de production, en aidant à juguler l'inflation et en relançant la demande de nos exportations.

Par conséquent, nous appuyons résolument l'objectif de la conclusion fructueuse du cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha et nous n'épargnons aucun effort pour faire avancer ce processus. La poursuite du démantèlement des barrières commerciales et des obstacles aux flux d'investissements constitue l'un des moyens les plus efficaces de préparer le terrain pour la croissance économique et le relèvement du niveau de vie de par le monde.

En outre, les États-Unis ouvrent les marchés par le biais d'accords commerciaux tant régionaux que bilatéraux. Le plus ambitieux est l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna). Depuis son entrée en vigueur, en 1994, le commerce des États-Unis avec leurs deux partenaires, à savoir le Canada et le Mexique, a plus que doublé. Un autre accord de libre-échange, conclu récemment entre les États-Unis, l'Amérique centrale et la République dominicaine (soit sept partenaires commerciaux au total), commence déjà à porter ses fruits.

Les États-Unis ont conclu des accords bilatéraux de libre-échange (ALE) avec le Bahreïn, le Chili, la Jordanie, Israël, le Maroc, Oman et Singapour. En outre, des négociations sont en cours ou ont été menées à leur terme avec la Colombie, la Corée du sud, les Emirats arabes unis, l'Équateur, la Malaisie, le Panama, le Pérou et la Thaïlande. Par ailleurs, nous négocions des traités d'investissements bilatéraux (TIB), dont les dispositions sont pratiquement identiques à celles de nos ALE. Un TIB conclu avec l'Uruguay est entré en vigueur en 2006, et d'autres sont en cours de négociations.

D'autre part, nous nous employons à assurer l'ouverture des marchés et l'institution de règles équitables avec notre deuxième partenaire commercial, à savoir la Chine. Le commerce des biens entre nos deux pays a dépassé 300 milliards de dollars l'année dernière. Pour consolider ses relations économiques avec les États-Unis, la Chine doit honorer ses engagements vis-à-vis des États-Unis et des autres pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). À cette fin, notre gouvernement a mis en route un dialogue économique stratégique sino-américain. Noué sous l'égide du ministère des finances, ce dialogue constant s'accompagnera de réunions de haut niveau tenues deux fois par an, tour à tour dans l'une ou l'autre des deux capitales.



© AP Images/Al Grillo

Deux caribous s'arrêtent sur une route passant par les champs de pétrole de Prudhoe Bay, à l'extrême nord de l'Alaska, en août 2006. Les centaines de caribous qui circulent dans les environs ont la priorité et il est interdit de les gêner. Les conducteurs de véhicules n'ont pas le droit de klaxonner et ils doivent céder le passage aux animaux.

L'aviation, l'Internet, la biotechnologie et la propriété intellectuelle

Dans le souci d'appuyer plus encore le commerce et la croissance, notre bureau joue un rôle central dans les efforts visant à ouvrir davantage l'aviation internationale au transport des personnes et des marchandises par le biais d'un cadre juridique et réglementaire plus libéral. Depuis 1992, le département d'État a conduit des délégations qui ont négocié près de quatre-vingts accords dits de « ciel ouvert », lesquels ont eu pour effet d'accroître les échanges, les investissements, l'emploi et les déplacements en multipliant les choix en matière de services tout en faisant baisser les prix.

Qui plus est, notre bureau joue un rôle prééminent dans la promotion du développement économique et de la liberté de l'Internet. En février 2006, la secrétaire d'État, Mme Rice, a établi un groupe de travail sur la liberté de l'Internet à travers le monde (le GIFT, Global Internet Freedom Task Force), lequel a pour mission de surveiller les mesures de censure adoptées à l'étranger. Le GIFT rend compte des moyens utilisés par les gouvernements pour exploiter la technologie et la réglementation afin de restreindre le flux de l'information. Notre bureau participe à d'autres initiatives visant à assurer la liberté de l'Internet, à promouvoir le secteur américain des télécommunications et à mieux gérer les communications internationales par satellites.

Par ailleurs, notre bureau joue un rôle central pour ce qui est de promouvoir la biotechnologie agricole et les cultures issues de la biotechnologie. Ces cultures offrent un potentiel énorme, et la surface mondiale cultivée a été multipliée par plus de 50 depuis leur introduction en 1996. En liaison avec d'autres organismes gouvernementaux, le département d'État encourage les gouvernements étrangers à réduire leurs barrières injustifiées à l'importation des cultures issues de la biotechnologie. Avec le Canada et l'Argentine, nous nous félicitons de la décision prise récemment par le groupe d'experts de l'OMC en matière de règlement des différends, lequel a conclu que l'Union européenne et ses États membres n'avaient pas fourni de justification valable à l'interdiction de certaines cultures issues de la biotechnologie.

Promouvoir la croissance implique aussi la lutte contre les infractions aux lois sur la propriété intellectuelle, piratage des brevets et des droits d'auteur et contrefaçon des marques déposées par exemple ; ces violations coûtent jusqu'à 250 milliards de dollars par an à l'industrie américaine, selon la Chambre de commerce des États-Unis. Nous œuvrons dans le cadre de diverses instances, dont le G8, le Groupe de travail États-Unis-Union européenne sur la propriété intellectuelle, l'OMC, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, et en vertu de divers accords bilatéraux et régionaux de libre-échange, en vue de poursuivre en justice les contrevenants.

Le terrorisme

Le terrorisme fait planer une menace considérable sur la croissance économique. Notre bureau joue un rôle important dans la lutte contre le terrorisme en s'efforçant d'enrayer son financement. Le bureau chargé des questions liées au financement du terrorisme et de la politique en matière de sanctions économiques est un participant essentiel aux efforts visant à geler les avoirs des terroristes et à perturber les activités des organisations terroristes. Nous nous employons à mobiliser un soutien international aux démarches antiterroristes, à encourager les pays à geler les avoirs des terroristes et à formuler de nouvelles initiatives afin de renforcer la coopération internationale contre le financement du terrorisme.

Par ailleurs, nous sommes sensibles à la situation des États en situation d'échec ayant peu de possibilités économiques qui peuvent exporter des menaces terroristes sur nos rivages. Bien que la pauvreté à l'étranger ne soit pas une cause de terrorisme, en combattant la pauvreté et les maladies et en encourageant la croissance économique, la réforme et la lutte contre la corruption dans le monde entier, nous pouvons contribuer à l'élimination des conditions qui engendrent le désespoir et qui créent un terrain propice facilitant l'embrigadement par les terroristes.

La reconstruction et la lutte contre la corruption

Notre bureau participe aux efforts de reconstruction dans les pays qui ont été en proie à un conflit, tels Haïti, l'Irak, le Liban et le Libéria. Nous contribuons à la formulation du « Compact international avec l'Irak », initiative qui énonce les objectifs du gouvernement irakien et les raisons pour lesquelles la communauté internationale doit lui apporter son appui.

Par ailleurs, nous avons pris l'initiative d'efforts visant à améliorer le climat des investissements et les perspectives de la croissance encouragée par le secteur privé de par le monde. À cet égard, il convient de citer la stratégie du président Bush contre la kleptocratie et l'Initiative pour la transparence dans l'industrie extractive (EITI). Les États-Unis appuient la Convention des Nations unies contre la corruption, le premier forum véritablement mondial dans ce domaine.

En outre, notre bureau prend part à des initiatives qui visent à alléger et à stabiliser la dette des pays les plus pauvres. Nous suivons de près les opérations de prêts commerciaux, mettant en jeu des sommes considérables, qui sont octroyés aux pays en développement à faible revenu par de grands pays à marché émergent, lesquels ne participent pas à l'allègement de la dette. Nous nous employons à améliorer la coordination avec les créanciers et à limiter les prêts non concessionnels qui sont consentis aux pays bénéficiaires d'un allègement de leur dette.

Les activités du Bureau économique couvrent un large éventail, qui va du commerce avec les pays les plus grands à l'allègement de la dette en faveur des pays les plus pauvres. La création de liens entre les uns et les autres constitue notre priorité numéro un pour encourager la croissance économique dans notre pays et à l'étranger. En nous concentrant comme nous le faisons aujourd'hui sur les moyens d'assurer la sécurité de nos fournitures énergétiques critiques, nous faciliterons la création des conditions propres à encourager la croissance tout au long du XXI^e siècle. ■

<http://www.state.gov/e/>

Au-delà des frontières nationales

Paula Dobriansky

Sous-secrétaire d'État pour la démocratie et les affaires mondiales

Dans le monde actuel, un certain nombre de défis affectent tous les pays. Parmi les questions les plus importantes qui assaillent les États-Unis et la communauté internationale, certaines transcendent les frontières nationales, notamment le développement et l'utilisation des nouvelles technologies et les progrès scientifiques, le respect des droits de l'homme, la santé publique et la gestion avisée de l'environnement et des ressources énergétiques.

Le phénomène de la mondialisation qui s'étend fait naître d'immenses possibilités d'amélioration de l'existence des Américains et des autres populations du globe. Il existe cependant de graves menaces transnationales. Nous savons que l'oppression et l'extrémisme qui règnent dans une région ou un pays peuvent avoir de terribles conséquences tout autour de la terre. Les maladies infectieuses telles que le paludisme, le sida, la tuberculose et la grippe ne respectent pas les frontières régionales ou nationales et le déclenchement catastrophique d'une pandémie de grippe à laquelle nous ne serions pas préparés pourrait avoir des résultats aussi graves qu'un conflit armé majeur. Les effets de la limitation des ressources ou de la dégradation de l'environnement dans une région peuvent rapidement en affecter d'autres. Le fléau de la traite des personnes détruit des vies, sape l'autorité gouvernementale et alimente le crime organisé.

Les divers bureaux et services qui constituent le Bureau de la démocratie et des affaires mondiales du département d'État mettent l'accent sur les questions à caractère mondial. Nous sommes à l'avant-garde des efforts déployés autour du monde par les États-Unis pour promouvoir la



Paula Dobriansky

Département d'État des États-Unis

liberté et les droits de l'homme de tous, indépendamment du sexe, de la race ou de la religion ; préserver un environnement plus propre et durable ; et atténuer les souffrances humaines en luttant contre la pauvreté et en favorisant la santé et l'éducation. Nous poursuivons ces objectifs parce que c'est la chose à faire et parce que, ce faisant, nous assumons notre héritage, nos possibilités et nos responsabilités mondiales. En même temps, nous servons nos intérêts vitaux car les questions mondiales affectent directement et profondément notre sécurité nationale.

Le U.S. National Intelligence Council, en étroite consultation avec

des experts du secteur privé, a publié une série de rapports qui examinent les tendances des quinze prochaines années. L'une de ses principales conclusions est que « la qualité de la gouvernance, tant sur le plan national qu'international, déterminera dans une large mesure la façon dont les États et les sociétés feront face (...) aux forces mondiales. » Ces rapports établissent clairement, comme l'a montré l'expérience, que les États autoritaires et ceux qui manquent à leurs obligations suscitent souvent des conflits internes, une migration forcée, l'exportation du terrorisme et autres formes de violence et une mauvaise gestion des ressources, créant ainsi des conditions qui entravent le développement économique et les progrès de la santé. En d'autres termes, la façon dont les gouvernements traitent non seulement les autres pays mais leur propre population influence les possibilités et les problèmes qui nous affectent tous. La Secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, a fait valoir qu'un élément clé de la politique étrangère des États-Unis était la diplomatie transformatrice grâce

à laquelle nous œuvrons avec nos partenaires du monde entier pour favoriser et soutenir les États démocratiques bien gouvernés qui répondent aux besoins de leur population et se comportent de façon responsable dans le système international. Nos bureaux et services aident à mener à bien cette tâche cruciale. L'important est de ne pas imposer notre modèle précis aux autres mais d'encourager des changements positifs, d'utiliser la force de notre diplomatie pour aider les peuples des autres pays à améliorer leur existence et à prendre leur avenir en main.

Dans cette tâche et dans nos autres entreprises, nous recherchons et appliquons des approches novatrices pour faire face aux problèmes mondiaux. Nous coordonnons largement notre action avec les autres pays du monde et nous déployons des efforts qui rapprochent les gouvernements et le secteur privé afin d'obtenir des progrès sur les questions transnationales. C'est ainsi que le Partenariat Asie-Pacifique sur le développement propre et sur le climat réunit les gouvernements et le secteur privé de six pays clés pour atteindre des objectifs énergétiques, économiques et écologiques grâce à des mesures concrètes efficaces ; le Partenariat international sur la grippe aviaire et pandémique encourage une coopération opportune et soutenue de haut niveau pour faire face à la menace posée

par la grippe pandémique, et le U.S-Afghan Women's Council aide les Afghanes à acquérir les compétences, l'éducation et le microfinancement qui leur permettront d'améliorer l'existence de l'ensemble de leurs compatriotes. Et, dans certains pays, nous travaillons étroitement, sur le terrain, avec les organisations non gouvernementales et autres éléments de la société civile pour faire en sorte que les objectifs stratégiques se traduisent par des résultats tangibles. Nos bureaux et services coopèrent également avec les organisations multinationales établies ou nouvelles qui peuvent jouer d'importants rôles, comme la Communauté des démocraties et le Fonds de l'ONU pour la démocratie.

Je vous suis reconnaissante de vous intéresser aux bureaux et services du département d'État qui se consacrent aux affaires mondiales. Les dossiers que nous traitons sont complexes, dynamiques et d'une importance capitale, et notre mission est de trouver les stratégies qui permettront de les aborder de façon efficace. J'espère que les articles qui suivent vous donneront un bon aperçu des efforts que nous mettons en œuvre quotidiennement aux quatre coins du monde pour y parvenir. ■

<http://www.state.gov/g/>



Département d'État des États-Unis

Après avoir prononcé son allocution ayant pour thème « Mener à bien la lutte mondiale contre la polio » à l'Université George Washington, située à Washington, D.C., la sous-secrétaire d'État, Mme Paula Dobriensky (à droite), s'entretient avec M. Michael Brown (au centre), doyen de l'Elliott School of International Affairs et avec Meredith Stakem, étudiante de cet établissement.

La promotion de la démocratie à travers le monde

Barry Lowenkron

Secrétaire d'État adjoint à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail



Barry Lowenkron

Département d'État des États-Unis

Nous pouvons tous citer des personnes et des faits extraordinaires qui nous inspirent. Pour ma part, il s'agit de la façon dont fut formé, en 1976, le premier groupe de surveillance des accords d'Helsinki.

Un petit cercle de

militants des droits de l'homme tint une conférence de presse dans l'appartement du lauréat du prix Nobel Andreï Sakharov pour annoncer la formation d'un groupe de citoyens ayant pour but de promouvoir l'application par l'Union soviétique de l'accord d'Helsinki de 1975 – accord qui liait la sécurité entre États au respect des droits de l'homme à l'intérieur de ces pays. Le chef de ce groupe, le physicien Youri Orlov, invita toutes les personnes présentes à se joindre à lui dans le toast traditionnel des dissidents soviétiques. Il leva son verre de vodka, sourit et dit : « Buvons au succès de notre cause désespérée. » Désespérée ? Cette cause semblait en effet l'être à l'époque. Pourtant, grâce, dans une large mesure, au courage, à la persévérance et aux sacrifices du Groupe d'Helsinki et d'autres groupes du même genre, et au soutien moral qu'ils reçurent des États-Unis et d'autres pays libres, nous avons assisté à la transformation de causes désespérées en changements historiques. Aujourd'hui, comme il y a quarante ans, nous sommes confrontés à d'importants défis et entendons de nombreuses personnes déclarer qu'il est impossible de les relever. Et aujourd'hui, comme il y a des décennies, les États-Unis incitent la communauté internationale à soutenir la démocratie à travers le monde et à défendre ceux qui ont suffisamment de courage pour insister sur le respect de leurs droits.

La ligne d'action

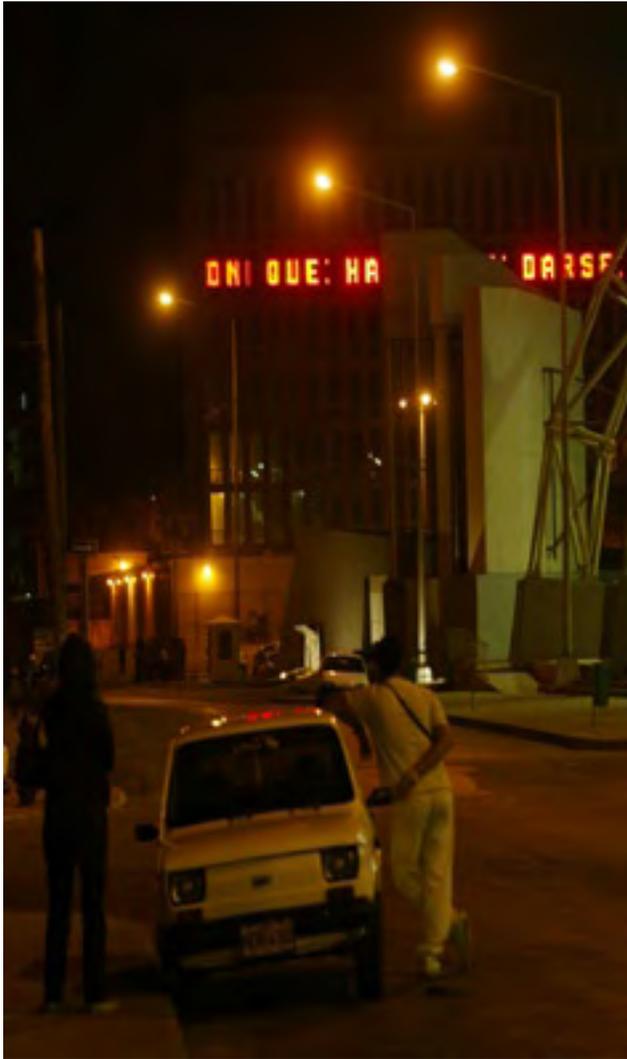
Le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail (DRL) a été créé par le Congrès en 1977. Dès ses débuts, il a joué un rôle de premier plan, au sein du

gouvernement américain, pour promouvoir la liberté. Notre promotion de la démocratie et notre défense des droits de l'homme sont une question de principe et un élément fondamental de la sécurité nationale des États-Unis. Notre régime politique et notre identité nationale reposent sur la conviction que tous les gens partagent des droits fondamentaux qui sont le mieux protégés par des gouvernements démocratiques compétents. En même temps, comme le souligne le Programme du Président pour la liberté et la stratégie de sécurité nationale (Freedom Agenda and National Security stratégie), la bonne gouvernance et la promotion de la démocratie sont indispensables à notre sécurité nationale et à notre lutte contre le terrorisme. Les États autoritaires et « défaillants » qui ne répondent pas aux besoins de leur peuple ou ne respectent pas les droits de l'homme et les normes démocratiques internationales font peser une



© AP Images/Marcelo Hernandez

Le représentant permanent des États-Unis à l'Organisation des États américains (OEA), John Maisto, s'entretient avec des journalistes lors d'une conférence de presse donnée à Montevideo (Uruguay), en mai 2006. L'OEA est l'une des nombreuses organisations internationales par l'intermédiaire desquelles les États-Unis s'emploient à promouvoir les réformes démocratiques et offrent de l'aide aux autres pays.



© AP Images/Javier Galeano

Des Cubains lisent les messages lumineux projetés le long du cinquième étage du bâtiment de la mission américaine à la Havane (Cuba), en janvier 2006. La mission des États-Unis à Cuba a commencé à projeter la Déclaration universelle des droits de l'homme sur un panneau électronique où défilent aussi des nouvelles sur son bâtiment situé en bord de mer.

menace à long terme sur la sécurité des États-Unis et des autres démocraties.

Les principes

Chaque jour, mon bureau aide à élaborer et à faire appliquer des mesures destinées à soutenir les libertés fondamentales et les principes démocratiques. Dans cette tâche, nous sommes guidés par un certain nombre de réalités, à savoir :

- La démocratie ne saurait être imposée, mais elle peut être encouragée. Il appartient en particulier aux pays démocratiques d'offrir leur soutien aux hommes et femmes du monde entier qui réclament le respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques.
- Il n'existe pas de modèle « passe-partout » valable pour toutes les régions et tous les pays. Comme l'a déclaré le président Bush : « Notre objectif est d'aider les autres à se faire entendre, à obtenir leur liberté et à tracer eux-mêmes leur voie. »
- Les élections ne garantissent pas la démocratie. Elles en sont un élément essentiel mais le respect des droits de l'homme et l'existence d'une société civile forte et d'institutions gouvernementales, transparentes et efficaces, qui répondent de leurs actes est également indispensable.
- Il n'existe pas de démocratie parfaite et la promotion de la démocratie exige qu'on s'emploie assidûment à suivre la bonne voie. Certains pays peuvent demeurer fragiles pendant longtemps. D'autres peuvent marquer un recul.
- La promotion de la démocratie exige la participation de toutes les générations, des engagements de soutien à long terme. Mais, comme l'a dit la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, il s'agit d'une tâche urgente que l'on ne saurait différer.

Les instruments

Dans nos efforts pour promouvoir le respect des droits de l'homme et le progrès des principes démocratiques, nous recourons à trois instruments principaux : la diplomatie, les programmes et les rapports.

Nos efforts diplomatiques comprennent les dialogues bilatéraux visant à encourager les pays à progresser sur le plan des droits de l'homme. Nous collaborons également avec des partenaires animés des mêmes sentiments, au sein des Nations unies et d'organisations régionales telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'Organisation des États américains (OEA), pour soutenir les réformes démocratiques, offrir une assistance technique et – lorsque cela s'avère nécessaire – demander des comptes aux gouvernements.

Nos programmes consistent en l'octroi de subventions compétitives aux organisations sans but lucratif établies aux États-Unis qui exécutent des programmes ciblés, à court terme et efficaces, en collaboration avec les organisations non gouvernementales d'un pays, pour aider



© AP Images/Thierry Charlier

La 15^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), tenue dans le bâtiment du Parlement européen à Bruxelles (Belgique) en juillet 2006. L'OSCE est l'une des organisations internationales avec lesquelles les États-Unis travaillent pour promouvoir la démocratie.

le gouvernement et la société civile à acquérir la capacité de créer et de soutenir leurs propres processus et institutions démocratiques.

Nos rapports attirent l'attention de la communauté internationale sur les exactions des gouvernements, mettent en lumière les progrès et améliorations et renseignent le public sur ce que nous faisons pour promouvoir la cause de la liberté. Le DRL publie des rapports annuels par pays sur l'application des droits de l'homme et sur la façon dont les États-Unis soutiennent les droits de l'homme et la démocratie à travers le monde, ainsi que sur la situation de la liberté de religion dans le monde.

Nous concentrons nos activités dans les principaux domaines suivants :

État de droit et droits de l'homme : Promouvoir et protéger les droits de l'homme énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et encourager des sociétés dans lesquelles l'État et les citoyens sont comptables du respect des lois promulguées publiquement, appliquées sur

un pied d'égalité et décidées indépendamment.

Bonne gouvernance : Promouvoir des institutions démocratiques efficaces, réceptives, durables et comptables de leurs actions à la population.

Interaction politique et formation d'un consensus : Soutenir le développement de processus électoraux transparents et inclusifs, de partis politiques démocratiques et réceptifs et la formation d'un consensus entre les partis politiques et la société civile afin de faire progresser un programme démocratique commun.

Société civile : Donner aux individus le pouvoir d'exercer pacifiquement leurs droits d'expression, d'association et d'assemblée, notamment grâce à leur participation à des organisations non gouvernementales et à des syndicats. Nous nous employons aussi à protéger et à promouvoir des médias libres, ouverts et indépendants, y compris l'Internet.

Les défis qui nous attendent

La défense des droits de l'homme et la promotion de la démocratie exigent un engagement à long terme et, bien souvent, les efforts de nombreuses générations successives, non seulement de la part des gouvernements mais aussi du public. Le succès ne peut être garanti et le progrès ne sera vraisemblablement pas ininterrompu.

Nous devons être capables de réagir rapidement et efficacement aux événements imprévus pour aider à renforcer les percées démocratiques et empêcher un recul des droits de l'homme. Ces efforts comprennent la solidarité avec les organisations non gouvernementales et autres défenseurs des droits de l'homme assiégés par les gouvernements, la promotion des réformes, une réaction

aux restrictions imposées aux médias et à la liberté de l'Internet, et une aide aux pays en difficulté pour qu'ils assurent à leur population un meilleur partage des bienfaits de la démocratie en renforçant les institutions gouvernementales et l'État de droit.

Dans toutes ces mesures en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, nous apprécions la coopération des autres gouvernements ainsi que les idées et l'expertise des organisations non gouvernementales qui s'emploient ardemment, jour après jour, à défendre les droits de l'homme et à soutenir la démocratie citoyen par citoyen, institution par institution et pays par pays. ■

<http://www.state.gov/g/drl>

Dispenser de l'aide et de l'espoir à travers le monde

Ellen Sauerbrey

Secrétaire d'État adjointe à la population, aux réfugiés et à la migration



Ellen Sauerbrey

Département d'État des États-Unis

Au moment où j'écris ces lignes, on estime que plus de douze millions de personnes vivent en tant que réfugiés à travers le monde, des gens qui ont quitté leur pays et ne peuvent pas le regagner en raison d'une crainte légitime de persécution basée sur leurs croyances politiques ou religieuses, leur race, leur nationalité

ou leur appartenance à un groupe social particulier. Des millions d'autres personnes sont dans la même situation. Il s'agit de gens qui n'ont pas franchi de frontière internationale mais qui ont été chassés de leur foyer par un conflit ou par la discrimination.

Le monde a de nombreuses raisons de s'inquiéter du sort des réfugiés. Leur situation nous rappelle avant tout que la communauté internationale doit continuer à s'attaquer aux causes fondamentales des mouvements de réfugiés - intolérance, discrimination, absence de liberté et de respect des droits et principes démocratiques. Cependant, alléger les souffrances des réfugiés et leur trouver des solutions est un impératif humanitaire.

Supposez que vous ayez perdu votre maison, vos possessions, votre gagne-pain, simplement à cause de qui vous êtes. Supposez que vous viviez dans l'incertitude qui caractérise la situation des réfugiés - serez-vous un jour en mesure de rentrer chez vous? Où, quand et comment pourrez-vous refaire votre vie et donner un avenir à vos enfants? Dans une telle situation, continuer à espérer est une véritable gageure. C'est pourquoi, dans bien des cas, les réfugiés sont également vulnérables au recrutement dans un conflit armé, alimentant ainsi un cycle de violence.

Je suis particulièrement émue par le sort des enfants réfugiés, parce qu'ils sont si nombreux à grandir sans connaître la vie hors des limites d'un camp de réfugiés.

Les États-Unis ont à cœur de faire respecter la dignité des réfugiés et des victimes de conflits à travers le monde. C'est là une tâche qui illustre la générosité et la compassion du peuple américain.

En venant en aide aux gens en butte aux persécutions et à la violence, nous aidons à transformer les sociétés et soutenons des objectifs tels que la défense des droits de l'homme et le désamorçage des conflits régionaux, qui sont importants pour l'ensemble de la communauté mondiale.

Les États-Unis sont à la pointe des efforts mondiaux pour protéger et aider les réfugiés et les victimes de conflits. Ils ont toujours été le pays qui a apporté la plus forte contribution au bureau du Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, au Comité international de la Croix-Rouge, à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-



© AP Images/Sakchai Lalit

Deux jeunes garçons Karen se tiennent à l'intérieur de leur logement temporaire, dans le camp de réfugiés de Tham Hin, situé au sud de Bangkok (Thaïlande), en août 2006.



© AP Images/Gemunu Amarasinghe

Des travailleurs déploient un drapeau du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur la jetée, devant un navire affrété par le CICR pour porter secours à des passagers bloqués par les combats entre les forces gouvernementales et les rebelles tamouls à Jaffna, à quelque 240 kilomètres au nord-est de Colombo, au Sri Lanka, en août 2006.

Orient (UNWRA) et à l'Organisation internationale pour les migrations. Le Bureau chargé des questions liées à la population, aux réfugiés et à la migration (PRM) gère des crédits annuels de plus de 800 millions de dollars pour des programmes allant de la réponse aux besoins élémentaires des personnes et communautés déplacées à la fourniture de solutions durables pour ces millions de réfugiés. Depuis la seconde guerre mondiale, plus de réfugiés ont trouvé un domicile aux États-Unis que dans aucun autre pays.

Protéger et aider les personnes vulnérables

Le département d'État américain soutient ses partenaires pour assurer la protection juridique et physique des réfugiés et autres personnes extrêmement vulnérables dans le monde. Ses programmes comprennent des initiatives d'éducation au niveau national et au niveau des communautés pour prévenir la violence à l'égard des femmes, un projet de microentreprise pour les victimes de la traite des personnes en Inde et un programme d'éducation et de sport pour la jeunesse à l'intention des réfugiés soudanais du Darfour afin d'enrayer le recrutement des enfants dans les rangs de l'armée.

D'autres programmes appuient des initiatives salutaires et le développement des infrastructures relatives notamment à l'eau, aux équipements sanitaires, à l'alimentation, à la santé, à l'hébergement, à l'éducation,

au pouvoir social et économique. Cette aide va de la fourniture régulière de l'aide alimentaire aux réfugiés se trouvant dans les camps du Kenya à la fourniture de batteries de cuisine aux Colombiens récemment déplacés, au financement de cours d'instruction et de qualifications pour les réfugiées et rapatriées afghanes.

Ces activités permettent aux victimes de persécutions et de conflits de recouvrer une vie normale, soit en rentrant chez elles une fois que la situation est sûre, soit de se faire une nouvelle existence dans le pays d'asile, soit de se réinstaller de façon permanente dans un autre pays.

Un nouveau départ

Dans certains cas, la réinstallation est la meilleure solution. Elle donne aux réfugiés la possibilité de refaire leur vie. Les États-Unis, qui sont le principal pays de réinstallation, ont donné cette possibilité à plus de 2 600 000 réfugiés depuis 1975. Le Président consulte le Congrès pour déterminer le nombre de réfugiés qui peuvent être admis aux États-Unis chaque année. Nous avons accru notre capacité de traitement des cas de réfugiés à travers le monde au cours de ces dernières années et les États-Unis accueillent un groupe de plus en plus divers de personnes. Plus de 40 000 réfugiés de 68 pays ont refait leur vie aux États-Unis rien qu'en 2005. Notre programme est couronné de succès à cause de la préparation et des soins que nous prenons pour favoriser les chances et l'autonomie des réfugiés lorsqu'ils arrivent aux États-Unis.

Nous avons à notre actif un long passé de succès en ce qui concerne l'intégration de réfugiés d'origines très diverses. Il est important de noter que nous choisissons les postulants à notre programme sur la base du besoin - il ne s'agit pas d'un choix basé sur le niveau d'éducation, les capacités professionnelles ou autres critères. Cependant, une fois que les réfugiés sont choisis pour leur réinstallation aux États-Unis, le maximum d'efforts est fait pour assurer le succès de leur intégration dans la société américaine. Avant de venir aux États-Unis, ils suivent un programme d'orientation ayant pour but de les initier à la culture, aux valeurs et aux lois des États-Unis.

À leur arrivée, nous leur fournissons de l'aide dans le domaine de l'éducation, l'apprentissage de la langue et la formation professionnelle afin de leur donner le maximum de chances de repartir sur le bon pied. La plupart des réfugiés qui viennent aux États-Unis sont en mesure de trouver un emploi et de subvenir aux besoins de leur famille. Au bout de cinq ans, les réfugiés réinstallés



© AP Images/Manish Swarup

L'actrice d'Hollywood et ambassadrice de bonne volonté du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), Angelina Jolie, avant une réunion avec le ministre des affaires extérieures de l'Inde, à New Delhi (Inde), en novembre 2006. Angelina Jolie a visité la capitale indienne et rencontré des réfugiés sikhs, afghans et birmanes.

peuvent prétendre à la nationalité américaine et la vaste majorité d'entre eux saisissent cette chance.

La tâche qui consiste à intégrer les réfugiés dans la société est menée à bien par un réseau d'agences publiques et privées qui dépend dans une large mesure de soutien bénévole. Ce programme est le résultat d'un partenariat public-privé extraordinaire et je suis profondément impressionnée par le dévouement dont font preuve les gens qui travaillent avec les réfugiés. Je pense que l'enthousiasme avec lequel les communautés américaines accueillent ces nouveaux venus reflète fidèlement la foi des Américains dans la liberté, les droits de l'homme et l'égalité. Cette foi est récompensée par les nombreuses contributions d'anciens réfugiés. J'ai eu l'honneur de rencontrer de nombreux anciens réfugiés qui ont réussi dans tous les domaines et qui sont enclins eux-mêmes à payer de retour la société qui a rendu ces succès possibles.

Un rôle dirigeant dans la diplomatie relative à la population

Le Bureau du département d'État chargé des questions liées à la population, aux réfugiés et à la migration ne fait pas que diriger les efforts des États-Unis pour protéger et assister les réfugiés et les victimes de conflits. Il coordonne également la politique étrangère américaine relative à la population et aux problèmes internationaux de migration.

La politique américaine a pour but de promouvoir des

populations saines et instruites. Les États-Unis appuient une prise de décision indépendante et en connaissance de cause en ce qui concerne les questions de planification familiale, de façon que tous les couples aient une famille en bonne santé de la taille qu'ils souhaitent. Le gouvernement américain fournit une importante aide à l'étranger pour améliorer la santé maternelle et combattre la mortalité infantile.

Encourager une migration ordonnée et humaine

Les gens émigrent pour de nombreuses raisons : pour échapper à un conflit, pour éviter les conséquences de la dégradation de leur environnement ou d'une catastrophe naturelle, pour chercher des débouchés économiques ou pour se regrouper avec des membres de leur famille. Une migration efficacement gérée est considérée comme une priorité par les États-Unis étant donné qu'environ vingt pour cent des 191 millions de migrants que compte le monde résident sur leur sol.

Par le truchement du PRM, le département d'État encourage des méthodes de migration sûres, légales, ordonnées et humaines à l'échelle internationale en collaborant avec les gouvernements pour partager les meilleures pratiques et coopérer dans de nombreux domaines particuliers aux régions, notamment en ce qui concerne la sécurité frontalière, les procédures d'obtention de l'asile et la protection des droits de l'homme des migrants. Parmi ces derniers, ce sont les femmes et les enfants qui sont le plus exposés à une exploitation à outrance, notamment à la traite des personnes aux fins d'exploitation sexuelle ou dans le travail. Le PRM participe à un effort interministériel général, en collaboration avec des gouvernements, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales, pour mener à bien la lutte contre la traite des personnes.

Des valeurs universelles

Notre objectif, dans notre travail avec les réfugiés et dans notre politique en matière de population et de migration, est de fournir de l'aide et de l'espoir. Par l'intermédiaire du Bureau du département d'État chargé des questions liées à la population, aux réfugiés et à la migration, les États-Unis défendent des valeurs que nous considérons comme universelles et protègent la dignité humaine et la liberté. ■

<http://www.state.gov/g/prm>

Les défis mondiaux

Claudia McMurray

Secrétaire d'État adjointe du bureau des océans et des affaires écologiques et scientifiques internationales



Claudia McMurray

Département d'État des États-Unis

Le Bureau des océans et des affaires écologiques et scientifiques internationales (OES) administre un vaste programme qui traite certains des problèmes les plus importants de notre époque: changements climatiques, grippe pandémique, ravitaillement des pays en voie de développement en énergie propre et en

eau potable et préservation de nos océans, de nos forêts, de notre faune et de notre flore.

Jamais ces questions n'ont revêtu une telle importance pour notre diplomatie. Comme l'a fait remarquer la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, « dans le monde actuel, il est impossible de faire une nette distinction entre nos intérêts en matière de sécurité, nos efforts dans le domaine du développement et nos idéaux démocratiques. La diplomatie américaine doit intégrer et promouvoir tous ces objectifs à la fois. » Le rôle prépondérant que jouent les États-Unis au plan mondial dans les questions écologiques, scientifiques et sanitaires constitue un outil indispensable pour résoudre les problèmes actuels.

Notre ordre du jour, quoique diversifié, est guidé par trois domaines principaux. Tout d'abord, certaines questions sont si importantes qu'elles exigent notre attention immédiate. Elles comprennent la tâche urgente qui consiste à prévenir ou à atténuer le risque d'une pandémie de grippe aviaire et à faire face aux changements climatiques d'une façon qui contribuera à l'indépendance énergétique des États-Unis et de leurs alliés. Ensuite, notre bureau est chargé de représenter les États-Unis en tant que partie à un grand nombre de traités internationaux relatifs aux

problèmes écologiques et aux ressources naturelles. Il s'agit là d'obligations juridiques importantes que nous prenons très au sérieux. Enfin, le Bureau a créé et soutient plusieurs partenariats internationaux fondés sur la collaboration qui visent à promouvoir la protection de l'environnement et la conservation des ressources naturelles.

Questions fondamentales

Pour faire face à l'éventualité d'une pandémie de grippe aviaire, le département d'État coordonne les activités du Partenariat international sur la grippe aviaire et pandémique créé en 2006. Ce partenariat rassemble des pays et organisations internationales de premier plan pour améliorer le niveau de la préparation mondiale en coordonnant les efforts, en mobilisant les ressources et en acquérant la capacité d'identifier une pandémie, de la contenir et d'y réagir.

Nous nous employons également à régler sur un certain nombre de fronts la question tout aussi urgente des changements climatiques. C'est ainsi qu'en 2006, nous avons créé le Partenariat Asie-Pacifique sur le développement propre et le climat avec cinq pays clés - Australie, Chine, Inde, Japon et Corée du Sud. Ces pays comptent environ la moitié de la population mondiale et sont responsables de plus de la moitié de l'utilisation mondiale d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. Ce partenariat a fait époque car c'était la première fois que nous abordions activement avec certains de ces pays la question des changements climatiques. Grâce à cette initiative, les pays membres tiendront des engagements réels dans les délais impartis.

Traités et accords internationaux

Le Bureau représente aussi les États-Unis en tant que partie à un certain nombre de traités internationaux. L'un de ces traités est le Protocole de Montréal qui vise à

interdire la fabrication et l'utilisation de certains produits chimiques qui détruisent la couche d'ozone qui protège la Terre.

Depuis 1987, les 189 pays qui ont signé ce protocole ont éliminé progressivement près de 92 pour cent des substances qui détruisent l'ozone. Il est véritablement remarquable qu'en moins de vingt ans, la communauté internationale ait pu éliminer ces produits chimiques très utiles mais nocifs et trouver des produits de remplacement qui ne polluent pas l'atmosphère. Grâce à nos efforts et à ceux de nombreux autres pays tout autour du globe, on estime à vingt millions le nombre de cas de cancer de la peau qui ont été évités.

Une autre série de traités dans lesquels le Bureau joue un rôle de premier plan se rapportent aux pêcheries et autres ressources halieutiques vivantes. Ces accords visent à mettre fin à la surexploitation qui a épuisé de nombreux stocks de poissons et à assurer aux consommateurs un ravitaillement durable en poissons, tout en mettant l'environnement océanique à l'abri de pratiques de pêche destructrices. En 2006, les États-Unis ont dirigé la mise au point de mesures visant à résoudre les problèmes qui assaillent de nombreuses pêcheries internationales, y compris la surexploitation des lieux de pêche et l'excès de capacité des flottes de pêche mondiales. Les États-Unis, par le biais du bureau OES, ont une place prépondérante au sein du mécanisme créé par le Traité sur l'Antarctique et seront les organisateurs de la cinquantième réunion des parties à ce traité en 2009.

Partenariats entre les secteurs public et privé

Si une bonne partie de notre temps est consacrée aux problèmes urgents et aux traités, nous recourons également

à d'importants partenariats entre les secteurs public et privé pour résoudre des problèmes internationaux. Des partenariats tels que l'Initiative pour une énergie propre, l'Initiative dite « De l'eau pour les pauvres », l'Initiative du Président contre l'exploitation forestière illégale et la Coalition contre le trafic des espèces sauvages assurent un lien crucial entre les objectifs écologiques ayant fait l'objet d'accords internationaux et les solutions pratiques nécessaires pour les atteindre.

Ainsi, grâce au Partenariat pour des véhicules et carburants propres, la qualité de l'air et la santé de millions de personnes - en particulier des enfants - tout autour du

monde se trouvent améliorées. Dans des pays comme le Mexique, le Chili, la Thaïlande, la Chine et l'Inde, nous nous employons à réduire les effets sur la santé et l'environnement de l'essence au plomb et des moteurs Diesel obsolètes. Chez les adultes, l'intoxication par le plomb cause de graves problèmes de santé. Chez les enfants, elle peut entraîner la défaillance d'organes, l'arriération mentale et éventuellement la mort.

Les États-Unis s'efforcent de faciliter les initiatives visant à réduire les risques liés à une exposition au mercure, une neurotoxine particulièrement dangereuse pour les femmes enceintes, les femmes qui allaitent et les enfants.

Cinq partenariats ont été établis en 2005 pour commencer à trouver des solutions aux principales sources de pollution



© Wildlife Conservation Society

© AP Images/Jon Hrusa

© AP Images/Marcelo Ruschel

(1) La secrétaire d'État adjointe pour les océans, l'environnement et la science, Mme Claudia McMurray, a joué un rôle de premier plan en vue de faciliter le transfert de ce petit léopard des neiges orphelin entre la vallée de Naltar, au nord du Pakistan, et le zoo du Bronx, à New York, où il restera temporairement. (2) L'OES joue un rôle crucial lorsqu'il s'agit de la protection des mammifères marins, encourageant les accords bilatéraux afin de protéger les espèces menacées et guidant les négociations des États-Unis au sein d'organismes internationaux de gestion des espèces tels que la Commission baleinière internationale. (3) La nouvelle initiative du gouvernement visant l'élaboration d'une coalition mondiale contre le trafic des espèces sauvages coordonne les efforts mis en œuvre pour protéger les animaux tel cet éléphant africain.



© AP Images/NASA TV

Les bureaux scientifiques de l'OES se spécialisent notamment dans la santé internationale et la biodéfense; la coopération en matière de science et de technologie; les techniques spatiales et les techniques de pointe. Ce dernier a négocié divers traités portant entre autres sur une utilisation pacifique de l'espace, sur la limitation des débris spatiaux, sur les systèmes de positionnement et de navigation, sur les satellites de communication, sur la Station spatiale internationale.

par le mercure; ils portent notamment sur le transfert de techniques permettant d'enlever le mercure des émissions des usines thermiques à charbon et la réduction de l'emploi du mercure par les petites mines d'or et d'argent dans certaines des communautés les plus pauvres du monde.

Nous avons déjà obtenu des résultats extraordinaires dans le monde en voie de développement. Grâce à ce partenariat, les quarante-neuf pays africains situés au sud du Sahara ont cessé de raffiner et d'importer de l'essence au plomb en 2005. Ce seul programme nous a permis d'affecter de façon positive la santé de 733 millions de personnes.

Dans cette région, nous avons également collaboré étroitement avec l'USAID pour mettre en vigueur l'Initiative « De l'eau pour les pauvres » qui vise à améliorer l'accès des populations à l'eau potable et aux installations sanitaires. Le Congrès a renforcé notre mandat en votant en faveur de la loi « De l'eau pour les pauvres », parrainée par le sénateur Paul Simon, qui exige que le département d'État mette au point une stratégie générale pour assurer l'accès à une eau salubre et aux services de santé dans les pays en voie de développement. Dans les années qui viennent, par le truchement d'institutions régionales et l'abaissement des obstacles institutionnels, le Bureau mettra l'accent sur l'acquisition par ces pays des moyens nécessaires à l'amélioration de l'accès à une eau salubre.

L'OES s'emploie également à protéger les ressources

naturelles grâce à plusieurs partenariats. C'est ainsi que nous avons lancé la Coalition contre le trafic des espèces sauvages qui a pour but de mettre fin au commerce illicite de ces espèces et de parties de celles-ci.

Ce commerce illicite, dont la valeur atteint dix milliards de dollars, menace gravement les efforts visant la protection des espèces sauvages à travers le monde. La vie des hommes s'en trouve aussi affectée. En effet, ce commerce encourage le crime organisé et menace la santé en exposant les hommes à des maladies animales contagieuses.

Nos efforts dans ce domaine ont surtout mis l'accent sur l'application des lois en Asie du Sud-Est étant donné que c'est dans cette région que se concentre le plus gros volume de transactions illicites. Nous avons été le fer de lance d'un effort de l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) visant à mettre sur pied un réseau de police afin d'arrêter et de poursuivre en justice ceux qui se livrent à la contrebande d'espèces sauvages. Cette initiative en est encore à ses débuts mais, parmi ses succès, on compte la réinsertion de cinquante-quatre orangs-outans dans leur habitat naturel grâce à la collaboration des services de police de Thaïlande, d'Indonésie et de Malaisie.

Cette coalition a également pour but de sensibiliser le public. Le président Bush a évoqué le trafic des espèces sauvages lors de plusieurs réunions internationales, notamment aux sommets du G8 et avec le président Lula du Brésil et le premier ministre de l'Inde, M. Singh. Sur le plan intérieur, l'actrice Bo Derek, en sa qualité d'envoyée spéciale de la secrétaire d'État pour les questions de lutte contre le trafic illicite des espèces sauvages, et des membres du personnel de l'OES se sont rendus dans plusieurs villes pour apprendre aux consommateurs américains à reconnaître et à éviter les produits qui contribuent au commerce illicite des espèces sauvages.

Par le truchement de partenariats portant sur la science et la technologie, nous encourageons le développement durable dans des pays clés, notamment au Proche-Orient, et solidifions ainsi nos relations avec ces pays. Les travaux auxquels nous nous employons dans le domaine de la biodéfense renforcent la capacité de notre nation à se protéger aussi bien contre des épidémies qui surviennent naturellement que contre le bioterrorisme. En collaborant à l'observation de la Terre, nos partenaires et nous appliquons des techniques spatiales sophistiquées en vue de la recherche de solutions aux défis les plus urgents, notamment aux changements climatiques et à la gestion de l'eau et des ressources naturelles.

Pour protéger les précieuses ressources forestières de l'Afrique, l'OES a lancé le programme de conservation le plus ambitieux et le plus vaste jamais entrepris en Afrique, le Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo.

Ce Partenariat témoigne de l'engagement pris par États-Unis, la communauté internationale et les pays du Bassin du Congo d'établir des réseaux de zones protégées à travers l'Afrique centrale. Il s'emploie à conserver l'une des deux plus vastes forêts tropicales en luttant contre l'exploitation forestière illicite et en donnant aux populations locales un enjeu dans la conservation de leurs ressources.

Durant les trois années qui ont suivi le lancement de ce programme, nous avons fait d'importants progrès dans la préservation de cet écosystème qui revêt une importance mondiale. Le Gabon a établi treize parcs nationaux couvrant onze pour cent de son territoire. En Guinée équatoriale, 500 000 hectares de concessions d'exploitation ont été transformés en forêt nationale, faisant de la Guinée équatoriale le pays ayant le plus fort pourcentage de zones protégées au monde. Le Cameroun a déclaré zone protégée une superficie de 900 000 hectares - l'une des dernières zones forestières intactes de ce pays, et imposé un moratoire sur l'accord de concessions d'exploitation dans cette région.

Il peut paraître hors de propos de lier la préservation de ces forêts à notre programme diplomatique général, mais il existe un lien entre eux. Lorsque nous aidons à préserver des espaces ouverts et à améliorer l'existence de ceux qui en prennent soin, nous rendons hommage à ce patrimoine que nous partageons et encourageons la bonne volonté entre les États-Unis et le monde en voie de développement.

Les succès cités plus haut et d'autres engagements internationaux en cours nous donnent des raisons d'espérer, mais il reste encore beaucoup à faire. Nous demeurons déterminés à promouvoir la protection de l'environnement et la bonne gouvernance, dans notre pays comme à l'étranger, pour que les générations futures puissent jouir des vastes ressources de notre planète. ■

<http://www.state.gov/goes>

2007 : Année de commémoration de l'abolition de l'esclavage

Le Bureau chargé de surveiller et de combattre la traite des personnes



Kay Cherush, pour le département d'État des États-Unis

Ce dessin est l'autoportrait d'une jeune fille de 15 ans victime du trafic des personnes. L'un des neuf enfants d'une famille pauvre qui la maltraitait, Kala s'était enfuie de chez elle et avait été vendue à la tenancière d'une maison de prostitution indienne où elle subissait d'indescriptibles brutalités. Ayant appris qu'elle allait être transportée dans le Golfe persique pour être livrée à des trafiquants de personnes, elle trouva les moyens de s'enfuir. Avec l'aide d'un passant, elle raconta son histoire à la police. Malgré les menaces dont elle fit l'objet, elle déposa une plainte au tribunal contre la tenancière de l'établissement et ses protecteurs, ce qui mena à leur condamnation et à leur incarcération. Kala vit maintenant dans un foyer catholique pour jeunes filles secourues. Elle rêve de devenir assistante sociale pour aider « les personnes qui sont prises au piège par des êtres malfaisants ».

Pour commémorer l'abolition de l'esclavage par le Parlement britannique en 1807, les Nations Unies ont adopté une résolution décrétant le 26 mars 2007 « Journée internationale de commémoration du deux-centième anniversaire de l'abolition du commerce transatlantique des esclaves ».

Alors qu'au XIX^e siècle, le commerce des esclaves était sanctionné par l'État et mettait l'accent sur la race, on assiste, deux cents ans plus tard, à une forme moderne d'esclavage. Il s'agit essentiellement d'une activité illicite pratiquée à l'échelle mondiale, entretenue non pas par des considérations de race mais principalement par l'appât du gain.

C'est ainsi que la police fédérale et locale des États-Unis a récemment fait irruption dans une douzaine de maisons de prostitution passant pour des instituts d'acupuncture, des établissements de cure et des salons de massage, dans une demi-douzaine d'États américains et dans le District de Colombie. Ces descentes de police ont abouti à 31 arrestations pour traite de personnes et à la libération de plus de 70 esclaves sexuels présumés à qui un abri, de la nourriture, des conseils psychologiques et des soins de santé ont été fournis.

La plupart des Américains sont surpris d'apprendre que l'esclavage existe encore aux États-Unis, sans parler du reste du monde. Selon les estimations du gouvernement américain, de 600 000 à 800 000 hommes, femmes et enfants font l'objet d'un trafic international chaque année. Des millions d'autres personnes sont réduites à l'esclavage par la force ou par la tromperie à l'intérieur de leur pays.

Le Bureau du département d'État des États-Unis chargé de surveiller et de lutter contre la traite des personnes (TIP) a été créé pour promouvoir un mouvement abolitionniste contre cet esclavage moderne, mettant l'accent sur les trois P : poursuite des trafiquants en justice, protection et assistance aux victimes et prévention de l'apparition ou de la continuation de ce trafic. La traite des personnes prive ces dernières de leurs droits de l'homme et de leur liberté,



© AP Images/Sunday Alamba

Une étudiante de la Benin University située à Benin City (Nigeria), passe devant une affiche du campus de l'université qui encourage les jeunes femmes à lutter contre la prostitution et la traite des personnes. Les autorités nigériennes estiment que, chaque année, des milliers de personnes sont victimes de la traite des personnes – souvent pour fournir des travailleurs à l'industrie européenne du sexe – mais que seul un faible pourcentage de cas est signalé.

et c'est la raison principale pour laquelle le gouvernement américain s'emploie à juguler cette pratique ignoble. Le Bureau TIP coordonne pour le gouvernement américain les activités d'une douzaine de ministères et organes fédéraux en matière de lutte contre l'esclavage.

Définition de la traite des personnes

Par définition, la traite des personnes implique la force, la fraude ou la coercition – termes qui englobent l'intimidation, les enlèvements, les sévices, le viol, la tromperie, le délaissement et le meurtre. Certaines victimes sont réduites à l'esclavage dans des usines et des fermes. D'autres – principalement les femmes et les filles – sont esclaves dans les maisons de prostitution situées dans des villes du monde entier. D'autres sont victimes de la servitude domestique. Les enfants sont enlevés et enrôlés de force comme soldats, contraints à la mendicité ou attirés puis réduits à l'esclavage dans une industrie clandestine connue sous le nom de tourisme sexuel impliquant des enfants.

Les victimes recrutées dans un pays étranger sont souvent alléchées par des promesses trompeuses. Elles sont généralement redevables à leurs maîtres, savent rarement où elles se trouvent, ne parlent généralement pas la langue locale et n'ont personne vers qui se tourner une fois que

les trafiquants leur ont pris leur passeport et autres documents personnels.

Asservies par les trafiquants, les victimes sont soumises à des pressions physiques et psychologiques considérables. Maintenues prisonnières par des sévices et des menaces dirigées contre leur famille, elles se voient privées de toute dignité dans des conditions de vie déplorables et astreintes à de longues heures de travail pour enrichir leurs ravisseurs.

Le trafic des êtres humains est également devenu une menace multidimensionnelle. Il s'agit d'un risque mondial qui cause un tort considérable à ses victimes et facilite la transmission de maladies telles que le VIH/sida. Il menace en outre la sécurité des nations car il sape l'État de droit. L'esclavage va de pair avec la corruption, la falsification de documents, les réseaux de criminels, le blanchiment de l'argent et l'anarchie.

Le Rapport annuel sur la traite des personnes

En réponse, le gouvernement Bush a consacré plus de 400 millions de dollars à l'aide internationale contre le trafic des personnes. De son côté, le département d'État publie un Rapport annuel sur la traite des personnes (TIP) qui met en lumière les problèmes qui se posent dans ce domaine dans les pays étrangers. Un rapport distinct est consacré aux États-Unis.

Le Rapport TIP est le document mondial le plus complet sur les efforts déployés par les gouvernements pour lutter contre les pires formes de trafic d'êtres humains. En tant qu'évaluation des mesures prises par les divers pays contre le trafic des personnes par le biais de la poursuite en justice des trafiquants, de la protection de leurs victimes et d'efforts pour prévenir d'autres crimes dans ce domaine, les conclusions du rapport font prendre conscience de l'ampleur du problème à la communauté mondiale et encouragent les pays à prendre des mesures efficaces en vue de le juguler.

L'évaluation comprend trois niveaux : en tête figurent les gouvernements qui respectent des normes fondamentales en matière de poursuites, de protection et de prévention de la traite des personnes. Au bas de la liste apparaissent les pays de la catégorie 3 dont les gouvernements s'exposent à la suppression de l'aide américaine non humanitaire et de l'assistance non liée au commerce pour ne pas avoir respecté les normes minimales



Kay Cherush, pour le département d'État des États-Unis

Échappant aux conditions désespérées du travail forcé et à la répression politique en vigueur dans leur pays, ces travailleurs birmans se sont tournés vers la pêche commerciale de Thaïlande pour améliorer leur sort. Comme les immigrants illégaux et marginalisés de tous les pays, ils sont la proie de trafiquants sans scrupules qui les vendent à des capitaines de bateaux de pêche et à d'autres personnes cupides qui les exploitent.

en vue d'éliminer cet esclavage des temps modernes.

Le nombre de pays évalués dans ce rapport a régulièrement augmenté et est passé de 124 en 2003 à 158 dans le Rapport TIP de 2006. La publication annuelle de ce rapport a également donné lieu à une couverture médiatique croissante, aidant ainsi à faire prendre davantage conscience au monde de l'existence et de l'ampleur du problème.

À l'heure actuelle, le Rapport TIP est le document essentiel de référence, à l'échelle mondiale, qui enjoint les gouvernements à s'associer au mouvement abolitionniste du XXI^e siècle. Le Rapport annuel sur le trafic des personnes est le principal outil diplomatique utilisé par les États-Unis pour encourager les partenariats et renforcer la détermination en matière de lutte contre le travail forcé, l'exploitation sexuelle et l'esclavage des temps modernes.

Sur le plan mondial, cet effort a porté ses fruits. Le nombre de condamnations pour trafic d'êtres humains s'est accru, passant de plusieurs centaines en 2001 à plus de 4 700 en 2005 – une augmentation de 3 000 par rapport à l'année précédente. Cette augmentation a été particulièrement spectaculaire en Afrique, où le nombre de condamnations pour traite de personnes est passé de 29 en 2004 à 58 en 2005, et dans les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique, où elles sont passées de 348 en 2004 à 2 347 en 2005.

En outre, la menace de sanctions s'est avérée être une incitation puissante quand elle s'est accompagnée

d'une sensibilisation plus grande du public. À travers le monde, le nombre de condamnations pour trafic de personnes et celui des abris pour les victimes augmentent. Néanmoins, tous les pays – même les États-Unis – peuvent et doivent faire davantage pour mettre fin au travail forcé, à la servitude domestique, à l'esclavage sexuel et au tourisme sexuel impliquant des enfants.

Les activités interministérielles contre le trafic des personnes

En 2001, le Président a établi un groupe spécial de niveau ministériel pour coordonner les efforts fédéraux contre le trafic des personnes. Le Groupe interministériel du Président (PITF) est présidé par le secrétaire d'État et se réunit au moins une fois par an. En 2003, un groupe de travail, le Senior Policy Operating Group (SPOG) a été créé pour donner suite aux initiatives du PITF et

faire appliquer la politique et les directives du gouvernement américain contre la traite des personnes. Le SPOG se réunit chaque trimestre.

Les membres du PITF et du SPOG comprennent le département d'État, les ministères de la justice, de la sécurité intérieure, de la santé et des services sociaux, du travail et de la défense, ainsi que l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Bureau de la gestion et du budget et le Bureau du directeur des services nationaux du renseignement. Le Conseil national de sécurité y participe aussi régulièrement. Tout récemment, le Bureau du coordonnateur des États-Unis pour la lutte contre le sida dans le monde et le ministère de l'éducation ont également pris part à leurs réunions.

L'année 2007 marque le bicentenaire de l'abolition du commerce des esclaves dans les colonies britanniques. Deux cents ans après cette date historique, les États-Unis engagent le monde à mettre fin au commerce des esclaves des temps modernes – étant résolu à n'accepter rien de moins que l'abolition de cet odieux crime international. Comme l'a déclaré le président Bush : « Personne n'est digne d'être un maître et personne ne mérite d'être un esclave. » ■

<http://www.state.gov/gtip>

Promouvoir le pouvoir d'action des femmes

Le Bureau du haut coordonnateur pour les questions internationales
relatives aux femmes



© AP Images/Evan Vucci

Le président Bush sourit lors de la signature, en janvier 2006, d'une loi de financement de programmes de lutte contre la violence dirigée contre les femmes et de renouvellement du budget du ministère de la justice, dans le bureau ovale de la Maison-Blanche. De gauche à droite: le député Mark Green (républicain du Wisconsin), Mme Laura Bush, le sénateur Orrin Hatch (républicain de l'Utah), le député James Sensenbrenner (républicain du Wisconsin), le président Bush, le député Richard Larsen (démocrate de l'État de Washington) et la députée Hilda Solis (démocrate de Californie).

Le Bureau du haut coordonnateur pour les questions internationales relatives aux femmes est, au sein du département d'État, le centre d'élaboration de la politique et des programmes qui visent à promouvoir le pouvoir d'action des femmes à travers le monde. Nous soutenons l'égalité des droits et des possibilités des femmes sur le plan politique, social et économique, ainsi que leur pleine participation à la société. Cet objectif fait partie intégrante de la stratégie générale de diplomatie transformationnelle des États-Unis qui a pour but de promouvoir les réformes et la liberté à travers le monde, dans l'intérêt de la sécurité nationale.

Notre bureau guide l'élaboration de la politique, sert de centre d'échanges d'informations et d'idées et facilite les partenariats avec d'autres acteurs pour la réalisation d'importants projets, au sein du gouvernement

comme en dehors. De ce fait, on nous qualifie parfois officieusement de « conscience » de la communauté de politique étrangère sur ces préoccupations communes. Nous faisons directement rapport à la sous-secrétaire d'État pour la démocratie et les affaires mondiales, Mme Paula Dobriansky.

Au cours des dernières années, c'est sur le Moyen-Orient élargi, une vaste région présentant les problèmes les plus urgents (mais aussi des possibilités) pour la diplomatie transformationnelle, que nos priorités se sont concentrées, et ce sera encore le cas dans un avenir prévisible. Cela englobe évidemment l'Afghanistan et l'Irak, mais également de nombreux

autres pays de cette vaste région diverse. D'autres défis retiennent aussi notre attention, de l'Afrique à l'Amérique latine et à l'Asie du Sud et au-delà. Voici un bref aperçu de certaines de nos activités.

L'Initiative en faveur de la démocratie des Irakiennes

En décembre 2006, nous avons reçu à Washington, D.C. une délégation de membres, pour la plupart féminins, le financement des projets, les droits juridiques de la femme, les stratégies à l'intention des cadres, les campagnes de publicité et d'autres sujets annexes. Cette formation était fournie par diverses institutions de premier plan dont les succès dans ce domaine sont prouvés, notamment l'Institut national républicain, le National



© AP Images/Shakil Adil

Des Pakistanaïses organisent un rassemblement pour la défense de leurs droits devant la tombe du fondateur du Pakistan, Mohammad Ali Jinnah, à Karachi (Pakistan) en mars 2006. Des milliers de femmes ont manifesté à travers le pays lors de la Journée internationale de la femme, réclamant la liberté, l'égalité des droits et l'abolition des lois discriminatoires en vigueur dans ce pays musulman. La banderole que l'on voit au centre déclare « Le 8 mars est la Journée internationale de la femme ».

Women's Business Center, le U.S. Peace Institute, la Banque mondiale et la Société financière internationale. Nous avons également organisé des réunions et des tables rondes avec des fonctionnaires américains de terrain et des hauts responsables gouvernementaux. Nos visiteurs ont pu regagner l'Irak munis des compétences accrues, de la confiance et des contacts professionnels qui les aideront à assumer le rôle qui leur appartiendra de jouer dans leur jeune démocratie.

Ce programme n'est qu'un exemple des activités en cours dans le cadre de notre Initiative en faveur de la démocratie des Irakiennes, qui a fourni environ 15 millions de dollars, sur une période de trois ans, pour la formation et des programmes pratiques de ce genre - presque tous sur le terrain, en Irak. Nous élargissons actuellement

notre champ d'action pour inclure le soutien du secteur privé par le truchement d'un nouveau fonds visant à aider les Irakiennes et de nouvelles procédures permettant de mobiliser d'autres types de soutien professionnel. C'est ainsi que nous allons prochainement activer un réseau de relations virtuelles entre des femmes d'affaires américaines et des Irakiennes qui aspirent à le devenir, ainsi qu'une série de connexions d'apprentissage à distance utilisant l'Internet afin d'aider les participantes à acquérir les compétences dont elles auront besoin pour tirer le meilleur parti de leurs considérables capacités. De tels programmes offriront un moyen d'aider de nombreuses Irakiennes à surmonter certains des problèmes de sécurité auxquels elles se heurtent malheureusement à l'heure actuelle.

En décembre 2006, une équipe composée de personnel de notre Bureau et du Bureau pour la



© AP Images/Denis Farrell

Une femme vêtue de la tenue tribale traditionnelle assiste, en août 2006 à Pretoria (Afrique du Sud), à un rassemblement au cours duquel des milliers de personnes ont défilé jusqu'au siège du gouvernement, dans le cadre de la reconstitution d'une célèbre manifestation anti-apartheid des femmes contre la politique de ségrégation raciale pratiquée il y a cinquante ans par l'ancien régime.

démocratie, les droits de l'homme et le travail s'est rendue en Irak pour observer sur le terrain la portée de ces programmes et nous faire part de ses conclusions dans un rapport pour que nous puissions explorer les moyens de rendre nos programmes encore plus efficaces.

Le Conseil américano-afghan pour les femmes

En ce qui concerne l'Afghanistan, nous tournant vers l'avenir, nous continuons à concentrer notre attention sur le Conseil américano-afghan pour les femmes, important partenariat entre les secteurs public et privé qui soutient des projets pratiques au profit des Afghanes en les mettant en contact les unes avec les autres et en leur faisant bénéficier des ressources et de l'expertise des États-Unis.

Ce Conseil a été créé par le président Bush et le président Hamid Karzaï lors de leur première rencontre, en janvier 2002, dès que l'Afghanistan a été affranchi de la tyrannie des talibans et de leur cruelle oppression des femmes. Il réunit sous la présidence de la sous-secrétaire d'État, Mme Dobriansky, et des ministres afghans des affaires étrangères et des affaires féminines, de hauts fonctionnaires, des représentants de sociétés privées, des représentants d'ONG et d'autres organisations des deux pays. Au cours des quatre dernières années, les programmes du Conseil ont aidé un grand nombre d'Afghanes méritantes à apprendre à lire et à écrire, à accéder à l'éducation, aux soins de santé et aux petits prêts dont elles ont besoin pour devenir des membres plus productifs et indépendants de leur société. Dans les mois qui viennent, nous projetons de lancer d'autres programmes de ce genre à l'aide de subventions que nous accorderons par le truchement d'un fonds spécial créé dans ce but.

L'initiative en faveur des dirigeantes du Moyen-Orient

Un autre projet passionnant auquel nous avons pris part est la Conférence des femmes du Moyen-Orient sur la science et la technologie, qui a eu lieu au Koweït

du 8 au 10 janvier 2007. Il s'est agi d'un autre exemple de la collaboration, d'un partenariat, entre les secteurs public et privé dans le meilleur sens du terme. Au sein du département d'État, notre bureau a travaillé en étroite collaboration avec le Bureau des océans et des questions écologiques et scientifiques internationales (OES). Ce projet a rassemblé des représentants de gouvernements régionaux, d'universités, d'ONG et de sociétés high-tech, qui tous ont mis l'accent sur la promotion du progrès de la femme de cette région, dans les domaines critiques de la science, de la technologie et de l'ingénierie. En plus de cent étudiantes et scientifiques du Koweït, une autre centaine de déléguées de l'ensemble de la région a pris part à cette conférence. Du côté américain, la sous-secrétaire d'État, Mme Dobriansky, a pris la parole ainsi que



© AP Images/David Karp

Ela Bhatt, experte en microcrédit et présidente de la Sewa Bank en Inde, s'entretient avec des journalistes lors d'une conférence de presse organisée par Women Together sur le thème « Les femmes, le développement et le microcrédit », au siège des Nations unies à New York, en avril 2006.

d'autres hauts fonctionnaires, universitaires, directeurs de sociétés, dirigeants de fondations et une astronaute. Cet événement exceptionnel a permis d'organiser des ateliers sur la rédaction de propositions, l'édition, les bourses d'études, le marketing et les échanges des meilleures pratiques et idées à l'intention de femmes qui se destinent à une carrière dans les sciences et l'ingénierie. Des réseaux professionnels et autres activités complémentaires aideront encore ces femmes à exercer des carrières utiles et enrichissantes et à mener un vaste effort de modernisation de leur société. Nous avons été sincèrement impressionnés par l'enthousiasme et l'expertise des hôtes locaux, les membres de l'Institut koweïtien de la recherche scientifique.

Les autres régions

En ce qui concerne les autres régions du monde, nous avons consacré un forum spécial, en décembre 2006, à une question qui revêt une importance cruciale pour de nombreuses femmes d'Afrique et d'Asie du Sud : l'absence de droits de propriété et ses conséquences sur la pauvreté, la violence dans la famille et l'infection par le VIH/sida. Ce forum, qui s'inspirait d'une conférence sur le mariage des enfants que nous avons organisée en juillet 2006, a donné lieu à des exposés d'ONG de premier plan tels que le Centre

international de recherche sur les femmes, Human Rights Watch et le Centre for the Rehabilitation and Education of Abused Women, de Nairobi, Kenya (Centre pour la réinsertion et l'éducation des femmes battues de Nairobi). Non seulement ce forum a fait mieux connaître ces questions à nos collègues, tant au département d'État qu'à l'extérieur, mais il a également encouragé une discussion utile sur les nouvelles méthodes actuellement utilisées sur le terrain pour remédier à ces conditions qui affectent les femmes.

Enfin, en ce qui concerne l'Hémisphère occidental, un membre de notre bureau a récemment participé à une importante réunion multilatérale annuelle de la Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des États américains (OEA). Par l'intermédiaire de cette commission, nous participons à l'élaboration d'une approche commune des grandes questions qui affectent les femmes, l'accent étant mis cette fois sur la violence dans la famille et le VIH/sida. Ce dialogue multilatéral aidera à préparer le terrain en vue de la prochaine initiative de haut niveau qui s'attaquera à ces problèmes lors de l'Assemblée générale de l'OEA, en juin 2007. ■

<http://www.state.gov/g/wi/>

La grippe aviaire et pandémique La stratégie internationale des États-Unis

Ambassadeur John Lange

Représentant spécial pour les questions liées à la grippe aviaire
et à la grippe pandémique



John Lange

La grippe aviaire progresse. Lorsque la souche H5N1 hautement pathogène du virus de la grippe aviaire est apparue à Hong Kong en 1997, elle a fait des ravages parmi la volaille et causé la mort de six personnes. Après de rigoureuses mesures d'abattage, le virus H5N1 disparut pratiquement pendant quelques années, pour réapparaître dans le Sud-Est asiatique en 2003. Depuis lors, il s'est répandu dans les populations de volailles dans de nombreux pays

d'Asie, puis en Europe et en Afrique. Il n'est pas exclu qu'il puisse un jour gagner les Amériques. Sa rapide propagation est saisissante. En juin 2004, le virus avait fait son apparition dans six pays d'Asie de l'Est. En janvier 2006, quatorze pays signalaient des épidémies. En novembre 2006, 55 pays étaient affectés. Sa progression géographique fait également réfléchir : les premiers cas africains sont apparus au Nigeria et au Niger en février 2006. Le même mois, l'Italie, la Grèce, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Iran et l'Égypte signalaient des cas de grippe aviaire. En mars 2006, la Pologne, l'Afghanistan, la Birmanie, le Danemark, le Pakistan et la Jordanie s'ajoutaient à la liste. Le Royaume-Uni, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Cameroun et le Soudan suivirent en avril – et la liste ne fait que s'allonger. En février 2007, le Nigeria signalait le premier cas de

transmission du virus H5N1 à l'homme, devenant ainsi le second pays d'Afrique subsaharienne à déclarer une infection humaine par ce virus.

Tout aussi inquiétant est le fait que l'on commence à voir des régions dans lesquelles la maladie semble être devenue endémique. L'Indonésie a connu une rapide propagation du virus parmi les volailles et, en septembre 2006, est devenue le pays comptant le plus de décès qui lui étaient imputables (le total atteignait 63 en février 2007). En fait, on peut affirmer que l'Indonésie est devenue le point de départ de la lutte menée pour contenir la grippe aviaire. En Afrique, où l'on n'a signalé que peu de pertes humaines dues à cette maladie, celle-ci s'est néanmoins propagée rapidement dans plusieurs pays, décimant les volailles.

Au cours de ces dernières années, l'attention portée par les médias internationaux à la menace que constitue la grippe aviaire a connu des hauts et des bas, allant du signalement d'épidémies dans les élevages avicoles à des comptes rendus intermittents de morts d'hommes et à des mises en garde occasionnelles contre les terribles conséquences qu'aurait une grave pandémie de grippe en cas de mutation du virus entraînant une transmission soutenue aux humains aux quatre coins du globe. Cette couverture épisodique de la maladie par les médias ne reflète pas l'urgence avec laquelle le gouvernement américain, les autres gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé du monde entier considèrent la question. Pour eux comme pour nous, il s'agit d'un effort complexe mettant en jeu des milliers de spécialistes du monde entier qui travaillent tous de concert pour s'attaquer à la grippe aviaire, contenir sa propagation et se préparer à l'éventualité d'une pandémie de grippe chez l'homme.

Dans ce contexte, il est important de considérer quel serait, dans la pire hypothèse, le coût mondial d'une

pandémie humaine. Le SRAS (symptôme respiratoire aigu sévère) a clairement montré le coût d'une infection modérément dangereuse qui a causé environ 700 morts à travers le monde. Les conséquences économiques qui ont accompagné l'épidémie de SRAS, en raison d'une réduction des déplacements, d'une baisse du tourisme et du report des investissements, atteindraient, selon les estimations, jusqu'à 30 milliards de dollars. Un récent rapport de la Banque mondiale estime à un minimum de 71 millions et à un maximum de 180 à 260 millions le nombre de morts que causerait une pandémie d'infections par le H5N1. Ce même rapport cite également une étude de 2006 sur les conséquences économiques éventuelles d'une telle pandémie selon laquelle les pertes subies par l'économie mondiale pourraient atteindre 1,52 billion de dollars (dont 1,13 billion dans les pays «à revenus élevés»)

Le monde est en présence d'une menace incertaine, peut-être imminente. Et le gouvernement américain, en coordination avec d'autres gouvernements et organisations internationales, y réagit rapidement.

En septembre 2005, à l'Assemblée générale des Nations unies, le président George Bush a annoncé la création du Partenariat international sur la grippe aviaire et la grippe pandémique. À cette occasion, M. Bush a attiré l'attention de la communauté mondiale sur la nécessité d'un leadership politique de haut niveau, à la fois opportun et soutenu, et d'actions menées de concert. Ce Partenariat vise spécifiquement à combattre la menace de la grippe aviaire et à améliorer les capacités mondiales d'intervention contre une pandémie de grippe humaine en accordant à cette question une place prioritaire à l'ordre du jour de tous les pays, en coordonnant les efforts entre pays donateurs et pays touchés, en mobilisant et en rassemblant les ressources, en accroissant la transparence et la qualité de la surveillance et en se dotant des moyens locaux d'identifier la maladie, de la contenir et d'y réagir. Le Partenariat international est une initiative qui repose sur des principes directeurs (disponibles en anglais sur l'Internet à l'adresse suivante: <http://www.hhs.gov/pandemicflu/plan/appendixh.html>) qui recommandent des moyens d'intervention accrus, la surveillance, la transparence sous forme de notification rapide et le partage de données et d'échantillons, ainsi que la coopération entre les partenaires et plusieurs importantes organisations internationales, y compris le Coordonnateur du système de l'ONU pour l'influenza aviaire et humaine, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé animale (connue par son sigle français,

OIE, Office international des Épizooties).

Le Partenariat international a tenu une réunion à Washington en octobre 2005 et à Vienne en juin 2006 et il se réunira de nouveau à la Nouvelle Delhi durant le dernier trimestre 2007. En outre, des conférences de donateurs en faveur de la grippe aviaire et la grippe pandémique ont eu lieu à Pékin (Chine) en janvier 2006 et à Bamako (Mali) en décembre 2006. Le gouvernement malien, l'Union africaine et l'Union européenne coprésidaient la conférence de Bamako, à qui le gouvernement américain et d'autres gouvernements ont apporté leur appui.

En novembre 2005, le Conseil de sécurité intérieure de la Maison-Blanche a publié la Stratégie nationale de lutte contre la grippe pandémique, qui repose sur trois principes: moyens d'intervention et information, surveillance et détection, mesures de réaction et endiguement. En mai 2006, le Conseil a publié un Plan de mise en œuvre qui confie à la Secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, la responsabilité de coordonner les contributions internationales. Cette dernière a chargé la Sous-secrétaire d'État pour la démocratie et les affaires mondiales, Mme Paula Dobriansky, de diriger les efforts de coordination internationale pour le département d'État. Mme Dobriansky a établi le Groupe d'action contre la grippe aviaire, que dirige le représentant spécial pour la grippe aviaire et la grippe pandémique, M. John Lange, afin de coordonner les efforts des agences fédérales et tous les éléments sous-tendant l'approche du gouvernement américain à l'échelle mondiale.

Afin de soutenir les mesures prises par la communauté internationale pour réagir à la grippe aviaire et à la grippe pandémique, les États-Unis se sont engagés à verser 434 millions de dollars, soit la plus forte contribution d'un pays aux 2,3 milliards de dollars promis par la communauté internationale à cette fin.

De même que le Partenariat international a porté l'engagement international contre la grippe aviaire et la grippe pandémique aux plus hauts échelons des gouvernements, de même notre pays et les autres membres de la communauté internationale ont pris des mesures sur le plan technique pour faire face à la menace. Voici une liste partielle des mesures qui ont été prises:

- Le gouvernement américain soutient les mesures d'intervention contre la grippe aviaire dans au moins 72 pays, en collaboration avec l'OMS, la FAO et l'OIE.
- Des agences du gouvernement américain, y compris les ministères de l'agriculture (USDA), de la santé

et des affaires sociales (HHS) et de la défense, ainsi que l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ont envoyé des scientifiques, des vétérinaires, des experts de la santé publique, des médecins et des équipes de secouristes aux régions affectées et à celles qui sont gravement menacées, pour aider à l'établissement et à la mise en œuvre de plans d'intervention d'urgence.

- Plus de 175 pays ont désormais des plans nationaux de lutte contre la grippe aviaire et la grippe pandémique, alors qu'on n'en comptait que 40 en novembre 2005.
- Des stocks internationaux de médicaments antiviraux et autres produits essentiels ont été constitués. L'USAID a fourni plus de 200 000 équipements de protection personnelle (PPE) à 71 pays, à l'intention du personnel d'intervention sur le terrain, y compris les personnes chargées de la surveillance et les équipes d'intervention en cas d'épidémie.
- La formation par les États-Unis de personnel médical a lieu dans de nombreux pays, notamment en Thaïlande, en Égypte, au Kenya, au Guatemala, au Bangladesh et au Cambodge. La formation de 97 vétérinaires et diagnostiqueurs a été assurée dans soixante pays, dont la Chine, le Mexique, la Turquie, la Thaïlande, l'Indonésie et le Viêt Nam. Les États-Unis œuvrent aussi à la modernisation des laboratoires

de nombreux pays.

- Outre la prochaine conférence internationale qui aura lieu en fin d'année à La Nouvelle Delhi, de nombreuses réunions et autres activités ont lieu tous les mois au niveau régional afin de soutenir cette coopération internationale et permettre aux participants de partager leurs compétences.

Cette liste ne donne qu'un aperçu de nos efforts pour éviter ou endiguer ce qui pourrait bien être la première catastrophe sanitaire humaine du XXI^e siècle. La grippe aviaire diffère des autres maladies infectieuses notoires que l'on a partiellement ou complètement éradiquées (comme la polio ou la variole) dans la mesure où aucun vaccin humain véritablement efficace ne pourra être mis au point, produit et administré tant que la souche pandémique exacte n'aura pas été identifiée et isolée. Nous avons cependant réalisé de grands progrès en mobilisant un personnel international et des ressources dans une nouvelle direction : celle qui consiste à maîtriser la propagation de la grippe aviaire et à se préparer à faire face à l'éventualité d'une pandémie humaine. ■

Pour de plus amples renseignements (en anglais), veuillez consulter :

<http://pandemicflu.gov>

http://usinfo.state.gov/gi/global_issues/bird_flu.html

<http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2005/53865.htm>



Département d'État des États-Unis

L'ambassadeur Lange (à droite) et le sous-secrétaire d'État pour la commercialisation et les programmes de réglementation, M. Charles Lambert, observent des poulets dans une ferme avicole privée située près de Danang (Viêt Nam). L'ambassadeur Lange et M. Lambert étaient à Danang en mai 2006 en tant que coprésidents de la délégation des États-Unis à la réunion ministérielle du Forum de coopération économique de la zone Asie-Pacifique portant sur la grippe aviaire et la grippe pandémique.

Renforcer la sécurité nationale

Thomas Cynkin

Assistant exécutif du sous-secrétaire d'État au contrôle des armes
et à la sécurité internationale



AP Images/Greg Baker

La secrétaire d'État des États-Unis, Mme Condoleezza Rice, a rencontré M. Tang Jiaxuan, conseiller d'État chinois, à Pékin, en octobre 2006 pour s'entretenir avec lui du programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord. La réduction de la menace des armes de destruction massive figure parmi les principales attributions du Service du sous-secrétaire d'État au contrôle des armes et à la sécurité internationale.

Le sous-secrétaire d'État au contrôle des armes et à la sécurité internationale conseille le président et le secrétaire d'État en ce qui concerne la politique et les mesures à adopter pour renforcer la sécurité nationale des États-Unis, en mettant l'accent tout particulièrement sur la réduction des menaces que représentent les armes de destruction massive pour les États-Unis, leurs alliés et leurs amis. Le sous-secrétaire d'État supervise le Bureau de la sécurité internationale et de la non-prolifération, le Bureau des affaires politico-militaires et le Bureau

de la vérification, du respect et de la mise en œuvre des accords. Cette triade est chargée de toute une gamme de responsabilités d'une importance vitale pour la sécurité nationale des États-Unis, responsabilités comprenant notamment :

- la prévention de la propagation des armes nucléaires, l'accent étant mis tout particulièrement sur les contre-mesures visant les programmes d'armement nucléaire de l'Iran et de la Corée du Nord ;
- la mise en œuvre et la vérification des accords en vigueur ;
- l'élaboration de nouveaux outils, tels que l'Initiative de sécurité contre la prolifération et l'Initiative mondiale pour combattre le terrorisme nucléaire, afin de faire face aux menaces actuelles ;
- l'élimination des mines terrestres en phase de post-conflit ;
- la protection des technologies américaines sensibles et la formation d'autres pays à la protection des technologies sensibles. ■

<http://www.state.gov/t>

Sécurité internationale et non-prolifération

John Rood

Secrétaire d'État adjoint à la sécurité internationale et la non-prolifération



John Rood

Le Bureau de la sécurité internationale et de la non-prolifération (International Security and Nonproliferation – ISN) a été établi en 2005 par la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, afin de permettre au département d'État des États-Unis de mieux surmonter les différents problèmes auxquels le monde est confronté

aujourd'hui en matière de sécurité. Le nouveau bureau cumule les fonctions de ses prédécesseurs, le Bureau de la non-prolifération et le Bureau du contrôle des armements, en accordant par ailleurs une place plus importante aux trois piliers de la Stratégie nationale de sécurité pour combattre les armes de destruction massive (ADM), instituée par le président Bush, à savoir :

- empêcher les États voyous et les terroristes de se procurer le matériel, les technologies et les connaissances requises pour se doter d'armes de destruction massive, en intensifiant les efforts visant la non-prolifération ;
- dissuader les agresseurs et se parer contre la menace avant qu'elle ne se concrétise en intensifiant les initiatives en matière de lutte contre la prolifération ; et
- se préparer à réagir aux effets des ADM, qu'elles soient employées par des terroristes ou des États hostiles, en mettant sur pied des procédures efficaces pour remédier à leurs conséquences.

Les 12 services de l'ISN sont : le Service « initiatives de contre-prolifération » (Office of Counterproliferation Initiatives – ISN/CPI), le Service « affaires régionales »

(Office of Regional Affairs – ISN/RA) ; le Service « terrorisme par les armes de destruction massive » (Office of Weapons of Mass Destruction Terrorism – ISN/WMDT) ; le Service de la planification stratégique et de la diffusion extérieure (Office of Strategic Planning and Outreach – ISN/SPO) ; le Service de la réduction des menaces liées aux armes chimiques et biologiques (Office of Chemical and Biological Weapons Threat Reduction – ISN/CB) ; le Service de la réduction des menaces liées aux missiles (Office of Missile Threat Reduction – ISN/MTR) ; le Service de la réduction des menaces liées aux armes classiques (Office of Conventional Arms Threat Reduction – ISN/CATR) ; le Service de la coopération pour le contrôle des exportations (Office of Export Controls



© AP Images/National Nuclear Security Administration

Des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et des représentants de la Fédération de Russie scellent un conteneur d'uranium fortement enrichi sur le site du réacteur de recherche de Tadjura, près de Tripoli (Libye), avant son expédition à destination de la Russie, conformément à la décision de la Libye de mettre un terme à ses programmes de production d'armes de destruction massive.



Département d'État des États-Unis/John Krof

Un officier britannique s'entretient avec des fusiliers marins italiens et un reporter au cours d'un exercice de l'Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI) dans le nord du golfe Arabique.

Cooperation (ISN/ECC) ; le Service « affaires nucléaires et sécurité multilatérales » (Office of Multilateral Nuclear and Security Affairs – ISN/MNSA) ; le Service « énergie, sûreté et sécurité nucléaires » (Office of Nuclear Energy, Safety, and Security – ISN/NESS) ; le Service de la réduction des menaces par la coopération (Office of Cooperative Threat Reduction – ISN/CTR) et le Service du Fonds pour la non-prolifération et le désarmement (Non-prolifération and Disarmament Fund Office – ISN/NDF).

Si nous comptons toujours sur un grand nombre des entités et organisations internationales mises en place durant la guerre froide, nous avons recentré les travaux de notre bureau de manière à mieux combattre la prolifération des armes de destruction massive (ADM) dans le contexte actuel de la sécurité. Le problème de la prolifération a évolué considérablement ces dernières années. L'élimination des programmes d'ADM et de missiles en Libye et en Irak a réduit le nombre des programmes des États voyous et les préoccupations qu'ils inspirent. Nous continuons toutefois d'être exposés à des menaces émanant d'autres pays, tels que la Corée du Nord et l'Iran, et nous y ferons face en mettant davantage l'accent sur la nécessité de mesures diplomatiques efficaces. Au nombre des problèmes auxquels nous sommes confrontés figurent la croissance des échanges commerciaux entre les entités et les États voyous, ainsi que le rôle de plus en plus important que jouent les acteurs non-étatiques dans la prolifération de technologies essentielles (A.Q. Khan, par exemple) et en tant que consommateurs (les groupes terroristes

tels qu'Al-Qaïda, par exemple).

Il faut de nouvelles approches et de nouveaux outils pour aborder de façon efficace le problème de la prolifération qui évolue. Les accords multilatéraux relatifs au contrôle des armements et les groupements de fournisseurs continuent d'avoir un rôle important à jouer. En sus des cadres et des régimes de non-prolifération en place au niveau mondial et que nous renforçons si besoin est, nous avons recours à de nouvelles stratégies et à de nouveaux instruments. Les points forts de cette nouvelle approche comprennent diverses initiatives multilatérales, notamment l'Initiative de sécurité contre la prolifération (Proliferation Security Initiative – PSI), l'Initiative mondiale pour combattre le terrorisme (Global Initiative to Combat Nuclear Terrorism – GI) et le Partenariat mondial de l'énergie nucléaire (Global Nuclear Energy Partnership – GNEP). Par ailleurs, nous invoquons des instruments tels que le décret 13382, qui concerne le financement de la prolifération, pour cibler les mécanismes de financement employés par ceux qui se livrent à la prolifération.

Nous nous sommes également attachés à dynamiser et à réformer les mécanismes existants. Au Conseil de sécurité des Nations unies, quatre grandes



© AP Images/Itsuo Inouye

Des membres d'unités spéciales des garde-côtes japonais participent à des manœuvres communes des États-Unis, du Japon, de la France et de l'Australie dans le cadre de la PSI dans la baie de Sagami, près de Tokyo, en 2004.

résolutions – la résolution 1540, appelant les États membres à criminaliser la prolifération, la résolution 1718, adoptée après l'essai nucléaire de la Corée du Nord, et les résolutions 1737 et 1747, invitant l'Iran à suspendre ses activités d'enrichissement de l'uranium et imposant certaines sanctions – confèrent une nouvelle autorité juridique de niveau international aux activités préventives de contre-prolifération. Le Bureau de l'ISN joue un rôle clé dans nos efforts diplomatiques visant à empêcher l'Iran et la Corée du Nord de réaliser leurs aspirations nucléaires et à entraver leurs activités de prolifération portant sur les ADM et les missiles balistiques.

Nous avons également déployé des efforts sur le plan international en vue d'un affermissement du régime de non-prolifération nucléaire, de la mise en œuvre de réformes pour renforcer l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et d'une expansion du programme de réduction des menaces par la coopération (CTR) au-delà des pays de l'ex-Union soviétique pour aider d'autres États à protéger leur arsenal d'ADM et à le démanteler.

Étant donné la nature mondiale de la menace que constitue la prolifération des ADM, la coopération internationale revêt une importance essentielle. Les États-Unis continuent de mener de vigoureux efforts dans le domaine de la non-prolifération et de la contre-prolifération au sein de diverses entités, telles que le Conseil de sécurité des Nations unies, l'AIEA, le G8 et l'OTAN, dans le cadre de l'application de régimes multilatéraux de contrôle des exportations, ainsi qu'avec leurs alliés et leurs partenaires régionaux. Ces organisations et ces efforts ont un caractère transversal et les activités ainsi entreprises se chevauchent et se renforcent souvent mutuellement. Nos initiatives sont mondiales, souples et axées sur l'avenir et je suis fier de diriger un bureau tel que le nôtre qui se situe à l'avant-garde de ces efforts d'une importance capitale. ■

<http://www.state.gov/t/isn/>

Aider les alliés et amis de l'Amérique au plan de la sécurité

Ambassadeur Stephen Mull

Secrétaire d'État adjoint par intérim pour les affaires politico-militaires



Stephen Mull

Le Bureau des affaires politico-militaires (PM) unit le pouvoir de la diplomatie et des forces armées en vue de faciliter l'instauration d'un environnement stable et sûr favorable aux intérêts et aux valeurs de l'Amérique. Son équipe constituée de cadres du service diplomatique et de la fonction publique, de personnel militaire, de

spécialistes du monde de l'enseignement et de prestataires de services met en œuvre toute une gamme de programmes pour aider les amis et les alliés des États-Unis à satisfaire leurs besoins en matière de sécurité. Les programmes du Bureau des affaires politico-militaires visent à atteindre l'objectif stratégique du département d'État qui est d'assurer la paix et la sécurité, de servir les intérêts américains en renforçant les capacités internationales requises pour parer aux menaces intérieures et extérieures, et de promouvoir la stabilité régionale.

Aide en matière de sécurité

Le Bureau des affaires politico-militaires administre l'aide étrangère relevant de trois catégories en rapport avec la sécurité. Le financement militaire étranger (Foreign Military Financing - FMF) consiste en des dons effectués à une cinquantaine de pays, dont beaucoup sont des partenaires clés des États-Unis dans la guerre contre le terrorisme, pour l'achat de matériel militaire et la formation. En collaboration avec les bureaux régionaux du département d'État et par leur entremise, ainsi qu'avec

le ministère de la défense, le Bureau des affaires politico-militaires veille à ce que les fonds alloués dans le cadre du FMF soient employés de manière efficace par les pays bénéficiaires. Le programme visant l'éducation et la formation militaires internationales (International Military Education and Training - IMET) permet à des étudiants de 140 pays d'effectuer des stages de formation dans des établissements d'enseignement militaires aux États-Unis et à des équipes mobiles de formation américaines de se rendre dans d'autres pays. Ce programme favorise une meilleure compréhension de la conduite des opérations des forces armées américaines et renforce les valeurs fondamentales de l'Amérique, à savoir le contrôle civil des forces armées et le respect des droits de l'homme. En accroissant les compétences des étudiants militaires étrangers, le programme renforce nos alliances et nos



Avec l'aimable autorisation de Rachel Featherstone (PM/PPA)

Exercice de maintien de la paix (Khaan Quest) en Mongolie, en août 2006, dans le cadre de l'Initiative pour les opérations mondiales de paix (GPOI).



Avec l'aimable autorisation de HALO Trust USA

Un membre d'une équipe de destruction d'armes désactive un tube d'artillerie.

coalitions. Les fonds réservés aux opérations de maintien de la paix (Peacekeeping Operations - PKO) visent à appuyer les opérations de soutien de la paix régionales relevant au premier chef de la responsabilité des pays de la région et non pas des Nations unies. Ces fonds contribuent à l'application des accords de paix et renforcent les capacités d'autres pays à participer aux opérations volontaires de maintien de la paix et de contre-terrorisme ainsi qu'aux interventions humanitaires, telles que celles de la Force multinationale et Observateurs (FMO) dans le Sinaï, la mission de l'Union africaine au Soudan (Darfour) et le Partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme en Afrique.

L'un des grands programmes de maintien de la paix administrés par le Bureau des affaires politico-militaires est l'Initiative pour les opérations mondiales de paix (GPOI) du président Bush. Adopté lors du sommet du G8, à Sea Island en 2004, ce programme qui porte sur cinq ans vise à pallier le manque de soldats compétents se consacrant au maintien de la paix et les insuffisances des capacités de déploiement et d'appui logistique. Les partenaires du programme s'emploient à former et, selon qu'il est approprié, à équiper 75 000 soldats pour l'appui des opérations de maintien de la paix d'ici 2010 et à mettre en place des arrangements de transports et de logistique pour déployer et entretenir les troupes au cours de telles opérations. L'Initiative fournit un appui au Centre d'excellence pour les unités de police de stabilité,

implanté en Italie, qui forme des forces de police du monde entier aux opérations de soutien à la paix, et les fonds octroyés dans le cadre de l'Initiative ont autorisé de récents déploiements de troupes dans le cadre d'opérations de maintien de la paix au Liban ainsi qu'en Somalie.

Le Congrès a créé récemment un instrument supplémentaire pour aider nos partenaires à combattre le terrorisme. En vertu de la section 1206 de la loi d'autorisation des dépenses de défense de 2006, des fonds du ministère de la défense peuvent être employés pour appuyer certains projets approuvés par le secrétaire d'État et le ministre de la défense afin de développer les capacités des forces armées de pays étrangers à entreprendre des opérations de contre-terrorisme ou à participer à des opérations militaires ou de stabilisation menées par des troupes

américaines ou à appuyer de telles opérations. Durant l'année budgétaire 2006, nous avons eu recours à cette modalité pour financer des projets d'un montant total de plus de 100 millions de dollars mis en œuvre dans neuf pays et nous prévoyons une expansion du programme pour l'année en cours.

Transferts d'armes

Le Bureau des affaires politico-militaires régleme, au nom du secrétaire d'État, les exportations de matériel militaire et de services liés à la défense depuis les États-Unis vers d'autres pays, conformément à la loi sur le contrôle des exportations d'armes (AECA). Cette loi autorise la vente ou la cession à bail d'articles, de services et de données relatifs à la défense originaires des États-Unis à d'autres pays, exclusivement à des fins de sécurité intérieure, de légitime défense, de prévention ou de réduction de la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, et pour permettre aux pays bénéficiaires de prendre part à des mesures collectives conformes à la Charte des Nations unies pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. Le Bureau des affaires politico-militaires gère, au moyen de ses processus d'examen et d'approbation, tous les transferts et ventes envisagés, qu'il s'agisse de ventes d'État à l'étranger

ou de ventes commerciales directes, pour veiller à ce que les transferts d'armes des États-Unis favorisent la stabilité régionale et pour éviter les transferts secondaires à d'autres parties non autorisées. Il est particulièrement attentif aux besoins de nos alliés et partenaires dans la guerre contre le terrorisme; depuis les attaques du 11 septembre 2001, le bureau approuve chaque année des centaines de licences commerciales de vente de matériel de défense au titre d'un programme accéléré pour les forces de la coalition combattant en Afghanistan et en Irak. Nous œuvrons également en étroite coopération avec nos partenaires du golfe Arabe afin de nous assurer qu'ils sont capables de combattre les terroristes et de faire face aux autres menaces régionales.

politico-militaires a lancé et continue de gérer de solides programmes internationaux conçus pour atténuer les menaces des mines terrestres dans des dizaines de pays dont la population et l'économie souffrent considérablement des dégâts infligés par ces armes de guerre au lendemain des conflits.

Nous entreprenons des initiatives à l'échelle intergouvernementale et internationale - c'est peut-être l'une de nos activités les plus importantes - pour assurer la sécurité des stocks de systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS) et pour détruire les stocks excédentaires qui présenteraient des dangers pour l'aviation commerciale et militaire s'ils tombaient entre les mains de terroristes. Avec le ferme soutien du Congrès et l'aide de l'Administration de la sécurité des transports et de l'Agence pour la réduction des menaces à la défense, le Bureau des affaires politico-militaires a détruit 21 000 MANPADS dans le monde entier.

Les États-Unis se font depuis longtemps les avocats résolus des initiatives visant à réduire le trafic des armes légères et de petit calibre et ils insistent périodiquement auprès d'autres pays pour qu'ils adoptent de strictes mesures afin de réglementer leur commerce des armes de manière efficace. Le Bureau des affaires politico-militaires organise des programmes dans le cadre desquels les pays peuvent détruire leurs stocks excédentaires de ces armes et améliorer la sécurité et la gestion des stocks existants, de manière à éviter la déstabilisation de régions en proie aux troubles. Au Libéria, en République démocratique du Congo, en Bosnie et ailleurs, ces programmes ont permis de détruire près d'un million d'armes et plus de 90 millions de cartouches. En Afghanistan, nous apportons notre concours à des programmes de désarmement et à de vastes activités de destruction de munitions. En Ukraine, nous administrons depuis 12 ans le programme du Partenariat pour la paix qui a pour but de détruire une partie de l'arsenal de ce pays hérité de la guerre froide.



Avec l'aimable autorisation du PM/VVRA

Désactivation d'un système portatif de défense aérienne (MANPADS).

Action humanitaire antimines et lutte contre les armes illicites

Les États-Unis se situent au premier rang mondial pour le financement de l'action humanitaire antimines, qui englobe le déminage de mines terrestres, l'éducation aux dangers des mines et des programmes d'aide aux survivants d'explosions de mines terrestres. Le Bureau des affaires

Les relations entre le département d'État et le ministère de la défense

Le Bureau des affaires politico-militaires fait fonction de passerelle entre le département d'État et le ministère de la défense et il administre toute une gamme de programmes qui harmonisent ses activités diplomatiques et militaires. Il mène des négociations internationales sur

les accords de statut des forces et d'accès aux bases qui définissent les droits et les devoirs respectifs des États-Unis et de leurs partenaires concernant les forces américaines présentes sur le territoire d'autres pays. Le bureau soutient le développement de stratégies intergouvernementales novatrices telles que le nouveau Commandement Afrique, qui sera doté d'un commandant adjoint civil chargé des programmes civils-militaires, et la nouvelle Initiative anti-insurrectionnelle intergouvernementale, qui vise à renforcer l'aptitude du gouvernement des États-Unis et de leurs partenaires à combattre les insurrections qui s'opposent à leurs intérêts.

Au lendemain des attaques terroristes de septembre 2001, le Bureau des affaires politico-militaires a institué l'Équipe d'action politico-militaire (Political-Military Action Team - PMAT) pour aider à la coordination diplomatique en temps réel des activités militaires qui se déroulent rapidement. Cette équipe d'action a appuyé les opérations Liberté immuable et Liberté irakienne et a assuré des liaisons essentielles entre le département d'État et le ministère de la défense qui ont facilité les interventions d'aide humanitaire au lendemain des tsunamis de l'océan Indien de 2004 et du séisme pakistanais de 2005 ; elle a également coordonné les actions politico-militaires au cours la crise de 2006 au Liban. L'Équipe d'action politico-militaire permet en tout temps et à toute heure de synchroniser l'information politico-militaire au sein de département d'État et entre le département d'État et le ministère de la défense.

Enfin, le programme des Conseillers de politique étrangère (POLAD) et les programmes d'échanges entre le département d'État et le ministère de la défense (SDE) viennent renforcer considérablement les relations entre ces deux entités. Les conseillers de politique étrangère sont des conseillers expérimentés qui fournissent des apports de grande valeur aux commandants militaires ; le Bureau des affaires politico-militaires procède actuellement à un important renforcement de ce programme et vise à constituer un corps de réserve qui permettra de fournir un soutien diplomatique adapté aux opérations militaires émergentes. Le programme d'échanges détache des fonctionnaires du département d'État auprès du ministère de la défense et, inversement, du ministère de la défense auprès du département d'État afin de faciliter le partage d'informations, renforcer la formation professionnelle des fonctionnaires de ces deux organismes et resserrer les liens réciproques qui unissent ceux-ci. ■

<http://www.state.gov/t/pm/>

Vérification, respect et mise en œuvre des accords relatifs aux armements

Paula DeSutter

Secrétaire d'État adjointe à la vérification, au respect et à la mise en œuvre



Paula DeSutter

Le Bureau chargé de la vérification, du respect et de la mise en œuvre des accords relatifs aux armements (VCI – *Verification, Compliance, and Implementation*) que j'ai l'honneur de diriger depuis août 2002, est l'une des entités les plus récentes du département d'État des États-Unis. Il a été institué en vertu d'une loi adoptée par le Congrès en 2000,

les parlementaires ayant estimé qu'il était important de séparer les activités ayant trait à la vérification du respect des accords relatifs au contrôle des armes, à la non-prolifération et au désarmement du processus de négociation de tels accords. Le rapport de conférence qui accompagne le texte législatif fondateur de notre bureau précise : « Il est essentiel que les questions concernant la vérification et le respect des accords relatifs au contrôle des armes et à la non-prolifération soient traitées au plus haut niveau de l'élaboration de la politique... Le secrétaire d'État adjoint (à la VCI) sera le représentant principal du département d'État auprès de tous les groupes intergouvernementaux du pouvoir exécutif, notamment des groupes relevant des services du renseignement, qui traitent des questions concernant la vérification ou le respect de ces accords. »

Ces remarques du Congrès soulignent l'importance d'un bureau indépendant, disposant des meilleurs renseignements possibles, chargé d'évaluer le niveau de respect des pays avec lesquels les États-Unis ont conclu des accords sur le contrôle des armes, la non-prolifération et

le désarmement et d'établir des rapports sur ces questions. Les États-Unis considèrent que le respect de ces accords revêt une importance vitale pour leur sécurité nationale et estiment que les autres nations doivent prendre leurs engagements au sérieux et veiller résolument à s'y conformer pleinement.

Le Bureau de la VCI est chargé d'établir un rapport intitulé « Respect et application des accords et engagements relatifs au contrôle des armes et à la non-prolifération », qui est remis au Congrès par le secrétaire d'État au nom du Président [*en anglais à : <http://www.state.gov/t/vci/rls/rpt/c9721.htm>*]. Il intervient également lors des négociations en vue de la conclusion d'un nouvel accord sur le contrôle des armes ou la non-prolifération, pour veiller à ce que celui-ci soit « vérifiable ». Il fournit des avis sur la mesure dans laquelle il est possible de déterminer avec confiance que le nouvel instrument sera respecté, compte tenu du contexte, de l'énoncé et des conditions générales de cet instrument, ainsi que sur la question de savoir si le non-respect pourra être détecté en temps utile pour permettre la mise en place de contre-mesures afin de parer aux effets néfastes qui en résulteraient pour la sécurité nationale des États-Unis. En tant que directrice du bureau, il m'incombe, lorsqu'un nouvel accord est présenté au Congrès en vue de son examen et de son éventuelle ratification, d'informer les parlementaires dans quelle mesure le respect des obligations qui en découlent est vérifiable.

J'ai été frappée peu après ma prise de fonctions, lors d'entretiens avec beaucoup de mes homologues d'autres pays, du manque de compréhension fondamental du processus par lequel les États-Unis parviennent à leurs conclusions concernant le respect des accords. Nombreux étaient ceux qui estimaient que nos évaluations étaient fondées sur des appréciations politiques. En d'autres

termes, si nous avons de mauvaises relations avec un pays donné, nous concluons que ce pays ne respectait pas les accords et engagements relatifs au contrôle des armes et à la non-prolifération dont il était signataire. En conséquence, avec d'autres membres du Bureau de la VCI, j'ai entrepris de démontrer que nos évaluations sont fondées sur un processus rigoureux d'examen des obligations juridiques issues de l'accord ou de l'engagement considérés et de toutes les informations pertinentes. Souvent, la plus grande difficulté de ce processus consiste à déterminer ce que les dispositions de l'accord ou de l'engagement exigent effectivement des parties. En cas de divergences d'opinion sur ce point au sein de l'administration américaine, il appartient au Président de trancher. Ce que je tiens à souligner, c'est que nos conclusions concernant le respect des accords sont indépendantes de toutes considérations politiques, et que nous appliquons les mêmes normes à toutes les parties dans nos évaluations du respect de nos accords sur le contrôle des armes et la non-prolifération.

Le Bureau de la VCI comprend cinq services chargés de s'assurer de la vérification, du respect et de la mise en œuvre des traités, accords et engagements en vigueur relatifs au contrôle des armes, à la non-prolifération et au désarmement. Ce sont le Service des affaires nucléaires, le Service des questions stratégiques, le Service de la technologie et des évaluations, les Service des affaires liées aux armes biologiques, et le Service des affaires liées aux armes chimiques et classiques. Nous hébergeons également le Centre de réduction des risques nucléaires, qui assure une surveillance permanente 24 heures sur 24 des liaisons de communication avec la Fédération de Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Ukraine, les 56 États membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le secrétariat de l'OSCE, l'OTAN et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) qui a son siège à La Haye. L'une des caractéristiques les plus intéressantes de notre bureau est qu'il compte dans son personnel un grand nombre de physiciens, notamment de physiciens nucléaires, de chimistes, de biologistes, d'ingénieurs, et même un sismologue. Leurs connaissances spécialisées sont



© AP Images/Virginia Mayo

La secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, lors d'une conférence de presse donnée à l'issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN au Palais national de la culture de Sofia (Bulgarie) en avril 2006 durant laquelle le programme d'enrichissement de l'uranium de l'Iran a fait l'objet de débats.

essentielles pour nous permettre de nous acquitter de notre mission.

Les questions d'actualité que le Bureau de la VCI suit comprennent le Traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, la dénucléarisation de la Corée du Nord, conformément à la déclaration commune de septembre 2005 issue des pourparlers à six et à l'accord multipartite sur les actions initiales de février 2007, l'application de la résolution 1718 du Conseil de sécurité des Nations unies (2006) concernant l'essai nucléaire effectué par la Corée du Nord, et l'application des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies 1737 (2006) et 1747 (2007) concernant la coopération de l'Iran avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et le non-respect des obligations de ce pays au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Le Bureau de la VCI a joué un rôle essentiel pour aider la Libye à honorer son engagement, pris en décembre 2003, de mettre un terme à ses programmes de production d'armes de destruction massive et de missiles relevant du Système de contrôle mondial de la non-prolifération des missiles et des technologies y relatives. Les États-Unis et le Royaume-Uni œuvrent en étroite coopération avec la Libye pour assurer le respect de tous les

engagements pris par ce pays en décembre 2003. Tous les matériels et installations concernés ont déjà été détruits ou doivent l'être selon un calendrier établi. Nous collaborons avec le gouvernement de la Libye pour faire du modèle libyen un exemple insigne de la voie à suivre dont pourront s'inspirer d'autres États.

Le bureau joue également un rôle catalytique très actif pour décider de l'application de sanctions en cas de violation des diverses obligations en matière de non-prolifération. Les sanctions imposées aux entités étrangères reposent sur nos évaluations du respect des accords et renforcent notre action dissuasive dans ce domaine.

L'absence de réaction internationale vigoureuse face à la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et des missiles a abouti à un état de crise qui menace l'application des accords conclus de longue date tels que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous continuons d'assister à une prolifération d'ADM de la part d'États faillis qui manifestent souvent une grande indifférence à l'égard de leurs engagements.

Le non-respect des accords et engagements est un défi lancé aux autres États car il constitue une aggravation des menaces qui pèsent sur leurs intérêts en matière de sécurité ainsi que sur ceux des États-Unis. C'est un défi lancé à l'ensemble de la communauté internationale et il

faut, pour que les accords et les engagements relatifs au contrôle des armes et à la non-prolifération continuent de faire fonction de remparts qui s'opposent à la propagation des armes de destruction massive, trouver des moyens d'en assurer le respect. Il faut comprendre qu'il peut y avoir des cas où le non-respect des accords provient d'une simple erreur d'interprétation ou d'une négligence involontaire d'une obligation donnée. Dans de telles circonstances, il est relativement facile de remettre l'État concerné sur le droit chemin. En revanche, lorsque le non-respect est délibéré, qu'il dure, et que l'État qui en est l'auteur essaie de se servir de son statut de partie à certains accords ou engagements en matière de contrôle des armes ou de non-prolifération pour avoir accès à des informations et à des matériels ou pour dissimuler la non-conformité de ses actions, les choses se compliquent considérablement.

Le Bureau de la VCI souhaite collaborer avec toutes les instances gouvernementales et organisations qui estiment que le respect des accords et engagements internationaux relatifs au contrôle des armes et à la non-prolifération est d'une importance fondamentale pour la sûreté et la sécurité de l'avenir. ■

<http://www.state.gov/t/vci/>



© AP Images/Susan Walsh

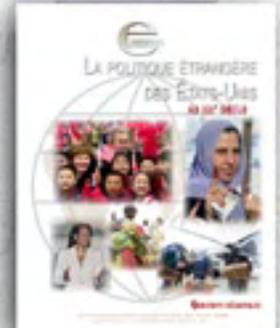
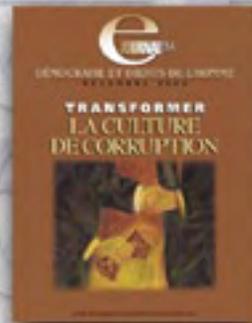
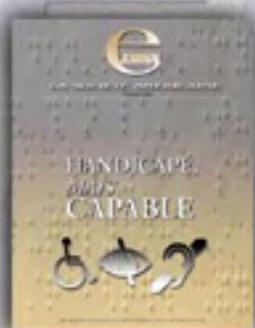
Le président Bush examine divers matériels et équipements provenant de Libye avec le responsable de la technologie de pointe en matière de sécurité nationale, M. Jon Kreykes (à droite), au Laboratoire national d'Oak Ridge (Tennessee).



**UNE REVUE MENSUELLE
PROPOSÉE DANS
DIFFÉRENTES LANGUES**

Cinq éditions thématiques :

- Perspectives économiques
- Objectifs de politique étrangère
- Dossiers mondiaux
- Démocratie et droits de l'homme
- La société américaine



CONSULTEZ LA LISTE COMPLÈTE DES TITRES
<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>